

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

L'INFLUENCE  
DE LA RÉVOLUTION AMÉRICAINE  
SUR LE  
DÉVELOPPEMENT CONSTITUTIONNEL  
DU CANADA  
(1174-1791)

---

THÈSE  
PRÉSENTÉE À LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

PAR

GEORGE BUXTON  
M. A. (UNIVERSITÉ DU MANITOBA)



E. DE BOCCARD, Editeur  
1, Rue de Médicis, 1  
PARIS (VI<sup>e</sup>)

—  
1929



Buxton

3



**THÈSE**  
**POUR LE DOCTORAT**



FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

L'INFLUENCE  
DE LA RÉVOLUTION AMÉRICAINE  
SUR LE  
DÉVELOPPEMENT CONSTITUTIONNEL  
DU CANADA  
(1174-1791)

---

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

PAR

GEORGE BUXTON

M. A. (UNIVERSITÉ DU MANITOBA)



E. DE BOCCARD, Editeur  
1, Rue de Médicis, 1  
PARIS (VI<sup>e</sup>)

1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses,  
ces opinions doivent être considérées comme pro-  
pres à leurs auteurs.



A LA MEMOIRE DE MON PERE

---

A MA MERE

*Affectueuse gratitude.*

A MES MAITRES

M. LE PROFESSEUR EMILE BOURGEOIS

MEMBRE DE L'INSTITUT

PROFESSEUR A L'UNIVERSITE DE PARIS

---

M. LE PROFESSEUR CHESTER MARTIN,

B. Litt. M. A. (Oxford)

PROFESSEUR A L'UNIVERSITE DU MANITOBA

---

M. LE PROFESSEUR D. C. HARVEY,

M. A. (Orford)

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE

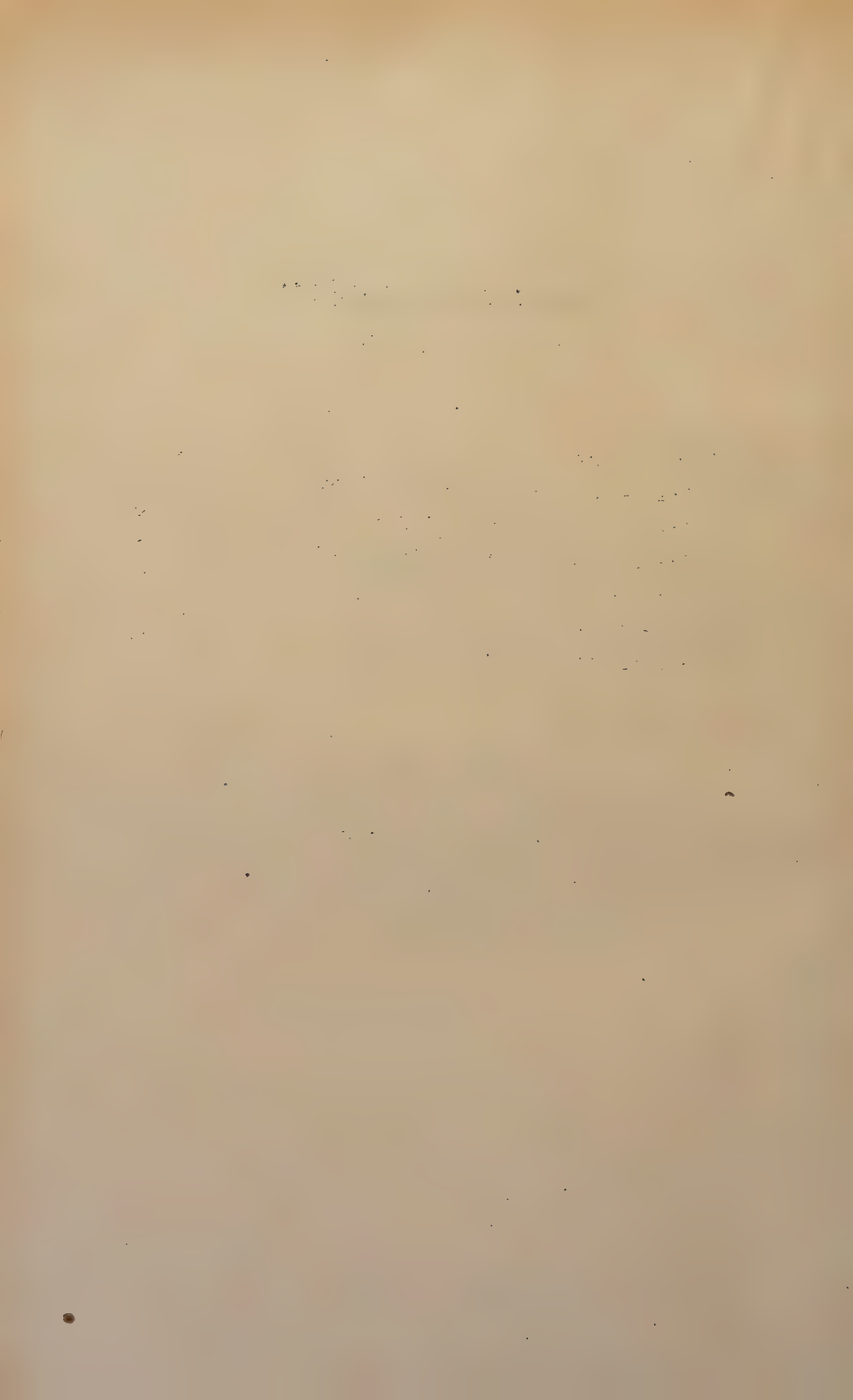
*Qu'ils veuillent bien trouver  
ici l'hommage de ma très  
profonde et très respectueu-  
se reconnaissance.*

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                              |     |
|----------------------------------------------|-----|
| Introduction .....                           | xi  |
| Chapitre premier. — L'Acte de Québec .....   | 1   |
| Chapitre II. — Les Invasions .....           | 29  |
| Chapitre III. — L'Acte constitutionnel ..... | 59  |
| Conclusion .....                             | 81  |
| Appendices .....                             | 83  |
| Bibliographie .....                          | 126 |

---



## INTRODUCTION

---

Dans cette étude nous avons voulu démontrer l'erreur commise par un groupe d'historiens qui attachent une trop grande importance à l'action de la race comme facteur historique. S'efforçant à montrer que les aspirations et les luttes des races canadiennes sont à la base de tous nos grands faits historiques, ils confondent l'évolution politique du Canada avec le développement du sentiment national des habitants de la province de Québec; et on les voit poser ce principe : « Elle transforme sans être transformée; plus que toutes les influences réunies, sauf l'influence religieuse, elle détermine la vie politique, économique, sociale, intellectuelle d'une nation ».

Ne s'appuyant que sur un seul élément historique pour établir toute l'histoire d'un pays, ils sont forcés de faire fausse route. Si le Canada avait été fermé à toutes les influences extérieures on pourrait dire peut-être que les agissements de ses races ont déterminé le caractère de sa vie politique, économique, sociale et intellectuelle. Mais le Canada n'était pas isolé, il faisait partie d'un vaste empire colonial. Donc, la situation politique de l'Angleterre, celle des autres colonies

anglaises avaient leur rôle et très important quand le gouvernement britannique légiférait sur le Canada.

Le fait dominant dans l'histoire politique de l'Angleterre à cette époque était l'ascendance du Roi sur le Parlement et sur les ministres. Cette ascendance produite par une combinaison de circonstances eut une influence considérable sur l'histoire des colonies américaines et du Canada.

Le Roi George III, séduit par les théories formulées par Bolingbroke dans son essai *On the Idea of a Patriot King* voulait conduire lui-même les affaires du royaume par des ministres qui seraient responsables envers lui seul. Il espérait ainsi gouverner dans l'intérêt de son peuple qui ne se trouverait plus divisé par des partis politiques. Afin de réaliser son idéal il devait triompher de l'oligarchie des grandes familles « Whig » qui se servaient des fonds de l'Etat et de leurs fortunes personnelles pour se maintenir au pouvoir. Par sa politique habile, par l'emploi de ses revenus privés, par la disposition des fonds publics et des sinécures qu'il arracha aux mains des Whigs; utilisant les jalousies, les divisions et l'incapacité il réussit graduellement à écarter tout ce qui s'opposait à l'accomplissement de son rêve.

Dans les nombreux changements de ministères on peut suivre la renaissance du pouvoir royal. En 1762, ayant destitué Lord Newcastle le chef des ministres « Whig », George III le remplaça par son confident Lord Bute. Un an plus tard, le 7 avril 1763, alors que le peuple mécontent des conditions du traité

de Paris, l'impôt de 4 shillings sur le cidre et des conditions dans lesquelles était contracté l'emprunt de la Trésorerie, protestait contre le gouvernement, le Roi, qui n'approuvait plus Bute en tant que premier ministre, accepta volontiers sa démission. En 1765 il s'allia avec l'opinion publique pour se défaire d'un ministre qu'il détestait, Lord Grenville, successeur de Bute, qui avait soulevé des désordres dans Londres par le traitement arbitraire infligé à l'imprimeur Wilkes, et provoqué la résistance des colonies par l'application malavisée des lois de navigation. George III le remplace par Lord Rockingham le 16 juillet. Mais un an plus tard Rockingham, dont les principes « Whig » déplaisaient au Roi, était remplacé par William Pitt, devenu Lord Chatham.

A partir de ce moment le Roi était presque certain d'atteindre son but. Chatham, malade, ne pouvant plus diriger les affaires du gouvernement, le roi profita de cette situation pour éliminer peu à peu de l'administration tous ceux qui ne furent pas en parfait accord avec lui et les remplacer par des membres réactionnaires. L'insuccès des négociations entreprises avec Rockingham en vue d'affermir le ministère affaibli par l'absence de Chatham, la réussite de celles engagées avec les partisans de Lord Bedford produisirent déjà des changements; Lord Gower remplaça Lord Northington, Conway rendit son portefeuille et Lord Hillsborough, en devenant « Secrétaire d'Etat pour les Colonies », accepta une charge placée précédemment sous le pouvoir du « Secrétaire d'Etat pour le département du Sud ».

En automne 1768, le roi, ayant obtenu la destitution de Shelburne, Chatham mécontent de la conduite de George III et d'un grand nombre de ministres, démissionna. Deux ans plus tard, son successeur Lord Grafton tomba également. Le chancelier Lord Camden qui s'était déclaré contre le gouvernement fut obligé de quitter son poste. Grafton, incapable de lui trouver un successeur, se retira du ministère le 28 janvier 1770.

Le roi avait enfin le pouvoir absolu qu'il avait tant désiré. Lord North, le successeur de Lord Grafton, ayant les qualités nécessaires pour dominer le Parlement, était entièrement soumis à la volonté du roi. George III était maintenant véritable chef du gouvernement anglais.

Mais un tel régime ne pouvait exister sans heurter la Constitution. Dans sa politique intérieure apparaissaient des actes arbitraires et inconstitutionnels. Une contestation s'étant élevée entre deux grands propriétaires, le duc de Portland et Sir James Lowther, le roi se servit de prérogatives depuis longtemps en désuétude pour frapper Portland, hostile au régime actuel. Dans un autre cas, le Parlement, conformément au désir du roi, expulsa Mr Wilkes, élu par les habitants de Middlesex et déclara celui-ci incapable d'être réélu. Quand Mr Wilkes battit Mr Luttrell dans une nouvelle élection, il fut retusé par le Parlement qui déclara que Mr Luttrell aurait dû être élu. C'était une violation flagrante de la Constitution, car la Chambre des Communes pouvait expulser un membre sous cer-

tains prétextes, mais n'avait aucun droit pour imposer l'élection d'un candidat.

En Irlande comme en Angleterre, le pouvoir royal se caractérisait par des actes antilibéraux. Le Viscount Townshend, Viceroy d'Irlande, s'opposant à la Chambre irlandaise qui voulait exercer le contrôle sur les finances du gouvernement, il dissolvait le Parlement et avant la prochaine session il obtint par des moyens de corruption une majorité en faveur de son programme.

Le régime absolutiste n'était pas plus libéral envers les colonies américaines. Pour punir la ville de Boston et la colonie du Massachusetts d'avoir encouragé le peuple américain à se dresser contre les mesures financières que l'Angleterre essayait d'imposer, le gouvernement frappa cette ville de lourdes pénalités; la capitale fut transportée de Boston à Salem, le port de Boston fut fermé et la charte de la colonie annulée. De ces actes qui passèrent au Parlement avec de grandes majorités, le roi George III se déclara « infiniment satisfait ».

L'objet de cette introduction est de placer la question que nous allons développer dans ce cadre de la politique anglaise.

---



## CHAPITRE PREMIER

### L'ACTE DE QUÉBEC

---

On a dit : « Vous ne pouvez pas étudier l'Acte de Québec sans tenir compte de la Révolution américaine, pas plus que vous ne pouvez jouer *Hamlet* sans le prince. » En effet, car le mouvement de révolte qui secouait les colonies américaines entre 1765 et 1774 a joué un rôle de première importance dans l'évolution politique du Canada, puisqu'il fut un des facteurs importants qui décidèrent l'Angleterre à donner au Canada en 1774 une Constitution très différente de celle qu'elle avait l'intention d'établir en 1763.

En 1763, au moment où le Canada fut définitivement cédé à l'Angleterre, l'objet de la politique britannique était l'assimilation graduelle des nouveaux sujets. Et afin de réaliser cette entreprise, le gouvernement se proposait d'introduire doucement les institutions anglaises avec certaines concessions accordées aux Canadiens français pour leur inspirer confiance dans le nouveau régime.

L'idée du gouvernement anglais, en ce qui concernait la religion, était d'encourager l'établissement de

l'Eglise anglicane dans la nouvelle colonie; les instructions au gouverneur Murray contenaient l'article suivant : « Et afin de parvenir à établir l'Eglise anglicane, tant en principe qu'en pratique, et que les habitants puissent être peu à peu conduits à embrasser la religion protestante et à élever leurs enfants dans les principes de cette religion; nous déclarons par les présentes que c'est notre intention quand ladite province aura été exactement arpentée... que tout encouragement possible soit donné pour la construction d'écoles protestantes dans les districts, cantons et ressorts, en désignant, réservant et affectant à cette fin des étendues suffisantes de terre; il en sera de même pour une glèbe et l'entretien d'un ministre et de maîtres d'école protestants; et vous devrez vous enquérir et nous informer par l'entremise de nos commissaires du Commerce et des Plantations, par quels autres moyens la religion protestante pourra être favorisée, établie et aidée dans Notre dite province confiée à votre gouvernement<sup>1</sup>. »

Cependant l'Angleterre n'imposait pas sa religion. Au contraire, elle tolérait la religion catholique et dans le traité de Paris de 1763, Sa Majesté Britannique se chargeait de donner « les ordres les plus précis et les plus effectifs pour que ses nouveaux sujets catholiques

1. Shortt and Doughty, *Documents relating to the constitutional History of Canada, 1759-1791*, Ottawa, 1918, p. 191.

Lorsque l'Angleterre organisait ses nouveaux territoires de Québec, Floride orientale, Floride occidentale et Grenade après la signature du traité de Paris du 10 février 1763, le général James Murray fut constitué Gouverneur général de la province de Québec le 21 novembre 1763. Les instructions que nous citons lui furent confiées le 7 décembre de la même année.

Romains puissent professer le culte de leur religion selon le rite de l'Eglise romaine, autant que le permettent les lois de la Grande-Bretagne<sup>1</sup> ». Ainsi le traité reconnaissait le rite, mais non les doctrines et l'organisation de la religion catholique. Bien entendu, l'Angleterre admettait en principe les parties de l'organisation nécessaire à l'exercice du rite, tels que les prêtres pour officier et les évêques pour consacrer les prêtres. Mais au besoin elle se réservait de restreindre très étroitement les privilèges des catholiques de Québec.

Cette politique résultait de la situation dans laquelle l'Angleterre se trouvait vis-à-vis du Canada. A cette époque, il était imprudent de laisser une liberté trop grande ou trop restreinte aux catholiques, et Sir James Murray qui voyait la nécessité d'accorder une certaine tolérance aux nouveaux colons catholiques, écrivait dans son rapport du 9 juin 1762 : « Une fois le peuple convaincu qu'il n'a pas à craindre la déportation, et qu'il jouira du libre exercice de sa religion après la, cession irrévocable du Canada par un traité de paix, les Canadiens deviendront de bons et fidèles sujets de Sa Majesté<sup>2</sup> ».

1. *Id.*, p. 15.

2. *Id.*, p. 80. Après la capitulation de Québec, 18 septembre 1759, le général James Murray avait été nommé gouverneur le 8 octobre 1759 par le général Monckton qui avait remplacé le général Wolf au commandement des troupes britanniques de Québec. Immédiatement après la capitulation de Montréal le 8 septembre 1760, le général Amherst, commandant en chef de l'armée britannique en Amérique, avait établi un gouvernement militaire provisoire. Murray restait gouverneur militaire du district de Québec tandis que le colonel Burton et le général Gage étaient chargés de l'administration des Trois Rivières et de Montréal. Cet arrangement devait durer jusqu'à l'organisation d'un gouvernement permanent après la cessation définitive de Québec le 10 février 1763. Le rapport de Murray (juin 1763) avait été préparé à la suite de la demande du gouvernement britannique pour des renseignements relatifs à la province que l'Angleterre avait récemment conquise.

Mais il était évident que l'Angleterre devait surveiller le clergé. L'Eglise catholique étant une organisation de caractère international, le gouvernement anglais pouvait craindre qu'une nation étrangère fit du clergé un moyen de propagande anti-britannique. Au mois d'août 1763, Lord Egremont écrivait à Murray : « Cependant Sa Majesté croit très important de vous communiquer qu'Elle a reçu certaines informations lui donnant raison de craindre que les Français aient l'intention de profiter de la liberté religieuse accordée aux habitants catholiques canadiens pour entretenir avec eux des relations et conserver par l'intermédiaire des prêtres une influence suffisante pour les inciter à faire cause commune avec la France dans le cas où celle-ci tenterait de recouvrer le pays. Il est donc de la plus grande importance de surveiller les prêtres de très près et de déporter aussitôt que possible tous ceux qui tenteront de sortir de leur sphère et de s'immiscer dans les affaires civiles<sup>1</sup> ». Voici pourquoi la Grande-Bretagne, en donnant la permission de pratiquer le rite catholique, ne donnait aucune garantie au sujet de l'organisation épiscopale.

En ce qui concernait les institutions politiques, les premières intentions de l'Angleterre étaient d'introduire au Canada une assemblée législative semblable aux institutions représentatives qui existaient dans les

1. *Id.*, p. 169. Lord Egremont appartenait au ministère Grenville qui avait été formé au printemps 1763. En vertu de sa position de Secrétaire d'Etat pour le département du Sud, il était chargé des affaires des colonies américaines.

autres colonies britanniques en Amérique<sup>1</sup>. Le 6 octobre 1763 les Lords Sandwich Halifax<sup>2</sup> et Hillsborough présentèrent à Sa Majesté un rapport au sujet des commissions des gouverneurs des nouvelles colonies de Québec, Floride orientale, Floride occidentale et Grede. Dans ce document, ils se réglaient sur l'intention de Sa Majesté « de donner à ces colonies la même forme de gouvernement et la même constitution » qui étaient accordées aux colonies soumises à l'autorité immédiate de Sa Majesté<sup>3</sup>. Ensuite ils soumettaient au roi un projet de commissions dans lequel ils donnaient aux gouverneurs le pouvoir de convoquer des assemblées dès que la situation des colonies le permettrait<sup>4</sup>. En

1. Dans la plupart des colonies britanniques en Amérique, les assemblées électives occupaient une position plus ou moins analogue à celle de la Chambre des Communes en Angleterre.

2. Lord Halifax avait été secrétaire d'Etat pour le département du Nord, mais il quitta cette place pour devenir secrétaire d'Etat pour le département du Sud, après la mort de Lord Egremonte le 21 août 1763. A la suite de ce changement, Lord Sandwich devint secrétaire d'Etat pour le département du Nord. Lord Hillsborough était alors Président du Conseil de commerce. En 1763, ce titulaire était en quelque sorte le rival du secrétaire d'Etat pour le département du Sud, car à cette époque le Conseil de commerce s'était attribué une partie considérable de l'administration des colonies. Le Conseil était chargé de nommer les fonctionnaires pour les colonies et de s'occuper de la correspondance avec ces dernières dans tous les cas, à l'exception de ceux concernant la politique étrangère et la guerre.

3. Il s'agit des colonies américaines.

4. *Id.*, p. 159. Ce rapport est daté du 6 octobre 1763. Le 7 octobre 1763, une proclamation du Roi annonçait : « Nous avons cru opportun de publier et de déclarer par notre présente proclamation, que nous avons par les lettres patentes revêtues de notre grand sceau de la Grande-Bretagne, en vertu desquelles les dits gouvernements sont constitués, donné le pouvoir et l'autorité, au gouverneur de nos colonies respectives, d'ordonner et de convoquer, de l'avis et du consentement de notre conseil dans leur gouvernement respectif, dès que l'état et les conditions des colonies le permettront, des assemblées générales de la manière prescrite et suivie dans les colonies et dans les provinces d'Amérique placées sous notre gouvernement immédiat; et nous avons aussi accordé, au dit gouverneur, le pouvoir de faire, avec le consentement de nos dits conseils et des représentants du peuple qui devront être convoqués tel que susmentionné, de décréter et de sanctionner des lois, des statuts et des ordonnances pour assurer la paix publique, le bien-être et bon gouvernement des dites colonies, de leurs populations et de leurs habitants, conformément autant que possible aux lois d'Angleterre, aux règlements et restrictions en usage dans les autres colonies ». *Vide id.*, p. 163.

conséquence, la commission constituant James Murray gouverneur en chef de Québec, contenait la clause suivante : « Nous donnons et conférons à vous ledit James Murray tout pouvoir et autorité d'ordonner et de convoquer... des assemblées générales des francs-tenanciers et des colons qui font partie de votre gouvernement aussitôt que les conditions et la situation de notre dite province, confiée à votre gouvernement le permettront et aussi souvent qu'il sera nécessaire<sup>1</sup> ».

Si la Grande-Bretagne remettait la convocation d'une assemblée jusqu'au moment où la colonie serait prête à jouir d'une telle institution, ce n'était pas avec l'idée de laisser tomber ce projet. A ce sujet, les instructions à Murray ne laissaient aucun doute : « Vous devrez dès que les affaires les plus urgentes du gouvernement vous le permettront, donner toute l'attention possible à l'exécution de ce projet important<sup>2</sup> ».

En ce qui concernait les institutions juridiques, l'idée première de l'Angleterre en 1763, était d'établir la loi anglaise, autant que possible. Le Gouverneur Murray était chargé de constituer des cours de justice sur le modèle des cours britanniques et le Gouvernement lui donnait la directive suivante : « C'est notre volonté et bon plaisir que vous vous occupiez aussitôt que possible de la réalisation de ce grand projet, et que lors de l'établissement des cours de justice nécessaires, vous teniez compte de ce qui a été accompli dans cette voie

1. *Id.*, p. 175. Cette commission est datée du 21 novembre 1763.

2. *Id.*, p. 185. Les instructions citées sont datées du 7 décembre 1763.

par nos autres colonies d'Amérique, surtout par notre colonie de la Nouvelle-Ecosse<sup>1</sup> ».

D'accord avec ces instructions, Murray introduisit, le 17 septembre 1764 un système juridique d'un caractère plutôt anglais. Il y avait une Cour supérieure avec autorité « ... d'entendre et de juger toutes les causes civiles et criminelles suivant les lois d'Angleterre et conformément aux ordonnances de cette province »; une Cour inférieure avec pouvoir « ... de juger toutes les contestations relatives aux valeurs excédant dix louis ». Dans cette Cour, tous les procès pouvaient être jugés par le recours aux jurés, si l'une ou l'autre des parties le demandait; et les juges devaient décider suivant l'équité mais en tenant compte des lois d'Angleterre<sup>2</sup> ».

Le gouvernement britannique avait compris la nécessité d'introduire graduellement, afin qu'elles s'imposassent, les lois anglaises dans la province de Québec. Pour gagner la sympathie des Canadiens français à ces institutions, des concessions étaient nécessaires. Il fallait donner au peuple le temps de s'adapter à la nouvelle situation et aussi respecter les coutumes d'origines françaises. Par conséquent, dans les Cours de judicature inférieure, l'application de la loi anglaise devait être modifiée suivant les circonstances et l'état actuel de la province « ... jusqu'à ce que le gouverneur et le Conseil puissent rendre des ordonnances conformes

1. L'organisation judiciaire de ces colonies était essentiellement anglaise.

2. *Id.*, pp. 205 à 207.

aux lois d'Angleterre pour renseigner la population<sup>1</sup> ». De plus, les lois et les coutumes françaises devaient être admises dans toutes les causes portées à cette Cour par les natifs de la province, si la cause de l'action avait été mue avant le premier jour d'octobre mil sept cent soixante quatre ». Ainsi certain procès de la Cour inférieure pouvant être jugés selon les coutumes canadiennes, les avocats et procureurs canadiens avaient le droit d'y pratiquer leurs charges<sup>2</sup>.

D'après les suggestions du « Comité chargé des Plantations », une ordonnance du premier juillet 1766, augmentait les privilèges accordés aux Canadiens français. Ils pouvaient maintenant jouir de la « prérogative de siéger en qualité de jurés et d'en remplir les fonctions dans toutes les causes civiles ou criminelles du ressort des Cours de justice dans les limites de la province ». Dans toute cause civile où une partie demanderait un jury celui-ci devrait être composé de sujets nés britanniques ou nés canadiens suivant la naissance des litigeants; dans les cas de contestations entre des sujets nés britanniques et nés canadiens, le jury serait composé respectivement pour chaque race d'un nombre égal de jurés. L'ordonnance permettait aussi, « aux Canadiens de Sa Majesté de remplir les fonctions d'avocats, d'attorney et de procureur dans toutes ou chacune des dites provinces<sup>3</sup> ».

Telles étaient les intentions du gouvernement bri-

1. *Id.*, p. 207.

2. *Id.*, p. 207.

3. *Id.*, pp. 249-250.

tannique au sujet de la constitution religieuse, politique et juridique de sa nouvelle colonie pendant les années de 1763 à 1766. Dans ses grandes lignes cette Constitution se conformait à celles des autres colonies britanniques en Amérique, mais grâce aux nuances judicieusement apportées, elle respectait la liberté des Canadiens français.

Pendant la période qui s'écoula entre 1766 et 1774, l'Angleterre changea sa politique envers Québec. Ses nouvelles intentions tendaient à rétablir les institutions qui avaient existé sous le régime français.

En 1771, elle remettait en vigueur le système féodal qui assurait aux seigneurs le maintien de leur position dans la structure sociale. Précédemment, le gouverneur Murray et son successeur Sir Guy Carleton avaient reçu l'ordre de concéder les nouvelles terres conformément à la coutume anglaise<sup>1</sup>. Mais les instructions supplémentaires adressées à Carleton lui commandaient de concéder les terres dont il pouvait disposer, « en fief ou seigneurie, de la même manière qu'il était d'usage de le faire antérieurement à leur conquête ». Des anciens privilèges des seigneurs, le gouvernement britannique réservait seulement « l'exercice de tels pouvoirs

7. *Id.*, pp. 194 à 198 « Instructions à Murray, le 7 décembre 1763, articles 40 à 58; pp. 313 à 319 « Instructions à Carleton, 1768, articles 40 à 58. Notes biographiques sur Carleton, *Vide supra*, chapitre I<sup>re</sup>, note 1. Selon les instructions à Murray et à Carleton, le gouverneur était chargé d'établir dans les nouvelles parties de la province des « townships » semblables à celles que l'on trouvait dans les colonies américaines. Toute personne faisant preuve de son intention et de sa capacité de cultiver pouvait obtenir des terrains dans ces « townships » en payant au Roi une rente annuelle de 2 shillings par cent acres. Normalement, les concessions de terrains étaient limitées à cent acres par chef de famille, avec 50 acres en plus pour chaque membre ou serviteur appartenant à la famille, mais elles pouvaient être augmentées sous certaines conditions. (L'acre anglaise vaut 40,5 ares.)

judiciaires depuis longtemps en désuétude dans notre dite province<sup>1</sup> ».

L'Acte de Québec de 1774 érigeait un gouvernement sous forme de conseil, donnait des statuts légaux à l'Eglise catholique romaine et établissait le droit civil français dans la nouvelle province<sup>2</sup>.

Le Conseil de 17 à 23 membres, nommés par le roi et son Conseil privé, devait siéger à Québec. D'accord avec le gouverneur, le Conseil avait le pouvoir de faire des ordonnances pour « la paix, le bien-être et le bon gouvernement » de la province<sup>3</sup>. Dans l'exercice de ses fonctions il était limité par certaines conditions imposées par le gouvernement royal. Par exemple, en ce qui concernait le relèvement des impôts, le Conseil ne pouvait qu'autoriser « les habitants de tel bourg ou district dans ladite province à fixer et lever des contributions pour être appliquées dans ledit bourg ou district, à faire tracer des chemins, à ériger ou réparer les édifices publics, ou à d'autres fins d'utilité locale<sup>4</sup> ». En conséquence, toute autre forme de taxe ou droit destiné aux paiements des fonctionnaires

1. *Id.*, pp. 422-423.

2. En vertu de l'Acte de 1774, on ajoutait à la province de Québec un grand territoire précédemment réservé aux Indiens. Ce nouveau territoire était limité par une ligne qui partait du point où le 45° de latitude nord joint le fleuve St-Laurent. La ligne longeait la rive orientale de ce fleuve jusqu'au lac Ontario, traversait ce lac et la rivière Niagara, suivait la rive est et sud-est du lac Érié jusqu'à son point d'intersection avec la frontière septentrionale de la Pennsylvanie. A partir de ce point, elle longeait les frontières septentrionales et occidentales de la Pennsylvanie jusqu'à la rivière Ohio, suivait la rive de cette rivière jusqu'au fleuve Mississippi d'où elle s'étendait au nord et finissait aux bornes méridionales du territoire de la compagnie de la Baie d'Hudson. La constitution établie par l'Acte de Québec était en vigueur dans ce nouveau territoire comme dans l'ancienne partie de la province.

3. *Id.*, pp. 574-575.

4. *Id.*, p. 575.

ou au règlement du commerce de l'empire, devait être contrôlée par la métropole.

En outre, l'Eglise catholique romaine était officiellement reconnue dans la province de Québec. Les catholiques étaient dispensés de la formule qui obligeait à reconnaître la suprématie du roi d'Angleterre. Non seulement les habitants pouvaient pratiquer librement leur religion, le prêtre avait le droit de percevoir « les dus et redevances ordinaires » de ses paroissiens<sup>1</sup>.

L'usage du droit civil français devenait, par l'Acte de Québec, la loi de la province. L'acte décrétait « qu'à l'égard de toute contestation se rapportant à la propriété et aux droits civils, l'on aura recours aux lois du Canada<sup>2</sup>. » Les lois du Canada étaient les coutumes en usage dans la province avant la conquête. Basées sur les coutumes de Paris, elles étaient naturellement françaises. Cette clause pourtant ne s'appliquait point aux terres qui avaient été déjà concédées ou qui seraient concédées par Sa Majesté, « pour être tenues en franc et commun socage ». Elle n'empêchait pas non plus les Canadiens d'aliéner leurs propriétés et

1. *Id.*, p. 572. Le serment que les Canadiens pouvaient être obligés de prêter selon l'Acte de Québec n'était pas odieux aux catholiques. « Je, A. B., promets et jure sincèrement que je serai fidèle et porterai « vraie allégeance à Sa Majesté le Roi George, que je défendrai de tout « mon pouvoir contre toutes conspirations perfides et tous attentats « quelconques, dirigés contre sa personne, sa couronne ou sa dignité; « et que je ferai tous mes efforts pour découvrir et faire connaître à « Sa Majesté ses héritiers et successeurs, toutes trahisons et conspirations perfides et tous attentats que je saurais diriger contre Elle ou « chacun d'eux; et tout cela, je le jure sans aucune équivoque, subterfuge mental ou restriction secrète, renonçant pour m'en relever à tous pardons et dispenses de personnes ou pouvoir contraire à ce serment. »

« Ainsi que Dieu me soit en aide. »

2. *Id.*, p. 573.

leurs biens par testament « fait conformément aux lois du Canada, ou suivant les formes requises par les lois d'Angleterre<sup>1</sup> ».

Telle était la Constitution donnée par l'Angleterre à la province de Québec en 1774. Elle préservait en grande partie, dans l'esprit et la lettre, l'organisation religieuse, politique et sociale existant avant la conquête. Au régime français, elle empruntait surtout ce qu'il avait d'aristocratique, car elle donnait au clergé le droit de percevoir la dîme et laissait au seigneur la plupart des privilèges dont il jouissait sous l'ancien régime féodal. Elle favorisait ainsi les classes dirigeantes. D'autre part, elle enlevait tout espoir pour la convocation d'une assemblée générale, et elle refusait l'emploi des jurés dans les procès civils. Elle faisait tort ainsi à l'élément démocratique dans la province.

Quelle était la cause de ce contraste entre l'Acte de Québec et la Constitution que l'Angleterre avait introduite au début de sa possession du Canada? Pourquoi la politique de la Grande-Bretagne différait-elle de celle que le gouvernement avait voulu suivre en 1763?

Au moment où l'on rédigeait l'Acte de Québec, les commerçants anglais de Montréal, de Québec et de Londres protestèrent contre la forme de Constitution que l'Acte devait établir. A cette époque, ils pouvaient s'attendre à l'introduction des institutions britanniques

1. *Id.*, p. 573-574. C'était évidemment deux concessions en faveur des habitants anglais de la province de Québec. Mais celle qui concernait la tenure des terres n'a probablement pas été mise en vigueur, car nous verrons qu'en juillet 1783 le gouvernement anglais donnera à Sir Frederick Haldimand, gouverneur de Québec, l'ordre de concéder aux sujets britanniques réfugiés des colonies américaines, des terres en fiefs ou en seigneuries.

dans la province. La proclamation de 1763, ainsi que les commissions et instructions à Murray et ensuite à Carleton, leur avaient promis ces institutions<sup>1</sup>. Ils avaient placé leurs capitaux dans cette colonie, disaient-ils, croyant leurs placements protégés par les lois anglaises. Certes, ils ne prétendaient pas priver les Canadiens de la jouissance de leurs anciennes coutumes au sujet de la tenure des terres, de la succession et du douaire<sup>2</sup>, mais ils protestaient énergiquement contre toute atteinte aux lois anglaises concernant le commerce et la diffamation<sup>3</sup>. Le gouvernement britannique cependant, au lieu de faire droit à cette requête, favorisait les pétitions des chefs canadiens français qui désiraient conserver entièrement leurs anciennes coutumes et en même temps éviter l'introduction d'une assemblée générale. L'Angleterre qui avait préféré retenir

1. *Id.*, pp. 498 à 501 « Memoire de Québec à Lord Dartmouth », 31 décembre 1773; pp. 501-502. « Mémoire de Montréal à Dartmouth » le 15 janvier 1774; pp. 512 à 522 « Case of the British Merchants trading to Québec », mai 1774. Pour la proclamation du 7 octobre 1763, Vide *id.*, pp. 163 à 168 et *supra* note 8. Pour la Commission et les Instructions à Murray, vide Shortt and Doughty, *op. cit.*, pp. 173 à 204 et *supra* pp. 4 à 7. Pour la Commission et les Instructions à Carleton vide Shortt and Doughty, *op. cit.*, pp. 308 à 325. Note biographique sur Lord Dartmouth, *vide infra* note 36.

2. Shortt and Doughty, *op. cit.*, p. 517. Les commerçants anglais s'exprimaient très nettement à cet égard. « Nous demandons aussi la permission de faire remarquer que nous ne voyons aucune objection à la remise en vigueur ou au maintien des anciennes lois françaises concernant la tenure des terres, le mode d'aliéner et de transmettre celles-ci; aux lois concernant la succession des terres appartenant aux Canadiens nés ou à naître de mariages déjà contractés, ni aux lois concernant le douaire ou les autres droits civils dévolus à l'homme ou à la femme, en vertu de contrats matrimoniaux dans les cas de mariages déjà contractés. Et nous croyons que le rétablissement des lois françaises dans les cas ci-dessus avec plein pouvoir accordé aux Canadiens de les perpétuer à leur gré dans leurs familles respectives aux moyens de contrats de mariages, de testaments ou d'actes entre vifs, serait suffisant pour donner entière satisfaction à la masse des sujets canadiens de Sa Majesté et les engagerait à accepter de bon cœur l'établissement général des lois d'Angleterre auxquelles on aurait recours dans tous les autres cas, conformément à la proclamation de Sa Majesté. »

3. *Id.*, p. 516.

le Canada en 1763 pour des raisons plutôt commerciales ignorait en 1774, les plaintes des Anglais établis dans la nouvelle province pour y faire le commerce<sup>1</sup>. Comment expliquer cette contradiction ?

La nouvelle province contenait, il est vrai, 80.000 personnes d'origine française dont il fallait respecter les coutumes. Mais en voulant introduire en 1763 les institutions britanniques, l'Angleterre avait bien eu l'intention de respecter les Français et leurs coutumes. La tolérance accordée aux catholiques de Québec par le gouvernement britannique, faisait tomber les obstacles qui auraient pu leur enlever la jouissance des institutions que l'on établissait dans la province. Le rapport du procureur général et du solliciteur général d'Angleterre, du 10 juin 1764, faisait constater que les catholiques romains du Canada n'étaient pas sujets « aux incapacités, aux inhabilités et aux pénalités » auxquelles les catholiques romains d'Angleterre étaient assujettis. Ainsi l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 1766 avait déjà permis aux Canadiens d'origine française et catholiques de pratiquer les charges d'attorney et de procureur, et de siéger sur les jurys dans toutes les Cours de la province<sup>2</sup>. D'ailleurs ces institutions dont les Canadiens pouvaient se servir librement n'étaient

1. Aux délibérations précédant la Paix de Paris 1763, l'Angleterre se demandait si elle devait retenir le Canada ou la Guadeloupe. En donnant une solution à cette question, elle a tenu compte de ses intérêts commerciaux. Sa décision se fixa sur le Canada où elle voyait le profit à tirer de la traite des fourrures et des pêcheries, et trouverait un nouveau marché pour les produits anglais.

2. *Vide* Short and Doughty, *op. cit.*, p. 236 « Report of Attorney and Solicitor General regarding Status of Roman Catholic Subjects June 10th 1765 »; *id.*, p. 249 « Ordinance of July 1st 1766 to Alter and Amend Ordinance of Sept. 17th 1764. *Vide autem supra*, p. 8.

pas des institutions oppressives ou inhumaines. Donc ce n'était pas par des considérations d'humanité que l'Angleterre changeait sa politique en ce qui concernait la province de Québec.

Pendant que le gouvernement britannique s'occupait de l'Acte de Québec, il devait faire face à des questions qui intéressaient son empire colonial. Sans aucun doute l'Angleterre, au moment où elle décidait la nouvelle Constitution fut influencée par les événements qui se produisirent dans les colonies américaines.

L'Acte du timbre, cette loi par laquelle le gouvernement britannique prélevait un impôt sur les documents légaux en Amérique, avait provoqué une opposition immédiate des colonies<sup>1</sup>. En 1765, l'Assemblée de la Virginie avait voté une série de résolutions dans laquelle elle déclarait que les colonies ne pouvaient être taxées que par leurs assemblées législatives. Dans le courant de la même année neuf colonies réunies dans un Congrès à New-York avaient adressé au roi un mémoire dans lequel ils soutenaient que le Parlement britannique n'avait pas d'autorité pour leur imposer des taxes. Ces protestations semblèrent avoir été entendues : car la loi qui avait soulevé tant de mécontentement fut retirée par le ministère Rockingham en 1766<sup>2</sup>.

1. L'Acte du Timbre fut passé en mars 1765 par le ministère de Grenville.

2. Le parti de Rockingham qui prétendait continuer les traditions des « Whigs », ayant figuré dans la révolution de 1688 était plutôt libéral. En juillet 1765 le ministère Rockingham succéda à celui de Grenville qui avait perdu la faveur du Roi. Dans le nouveau ministère, Conway était le secrétaire pour le département du Sud et Lord Dartmouth « President of the Board of Trade ».

La période de calme qui suivit la révocation de l'Acte du timbre fut de courte durée. Elle cessa à l'adoption des Actes de « Townshend » qui mettaient des impôts sur une quantité d'articles que l'on consommait en Amérique<sup>1</sup>. Cette nouvelle offensive anglaise provoqua la résistance et engendra des représailles : à New-York, la législature fut suspendue de ses fonctions pour refus d'obéissance à l'ordre venu de Londres pour l'hébergement des troupes britanniques; la législature de Virginie fut dissoute parce qu'elle exhortait les colonies à s'unir pour la défense de leurs libertés. Les membres disgraciés se constituèrent en convention pour déclarer que désormais ils s'opposeraient à l'importation de marchandises provenant de la Grande-Bretagne<sup>2</sup>. Dans les mois suivants les actes de violence devinrent de plus en plus fréquents. Dans l'été de 1768, se produisirent des émeutes entre le peuple de Boston et les douaniers anglais; à l'automne arrivèrent des troupes britanniques. Les conflits continuèrent. Un enfant innocent fut tué, un citoyen bien connu fut blessé brutalement, et finalement eut lieu le fameux massacre de Boston<sup>3</sup>.

L'indignation du peuple américain ne s'apaisa pas quand le gouvernement britannique supprima tous les

1. Sur le verre, le papier, le plomb, les couleurs, le vin, l'huile, les fruits et le thé.

2. En 1769.

3. En septembre 1769 James Otis fut attaqué par un commissaire de douanes et trois officiers de l'armée. En février 1770 un petit garçon Christopher Snyder fut tué par un dénonciateur nommé Richardson qui tira un coup de feu dans la foule. Quelque temps après, une troupe de soldats anglais provoqués par les citoyens de Boston tirèrent sur un attroupement, faisant plusieurs victimes. Cet incident fut appelé le « Boston massacre ».

impôts, excepté celui du thé. Au contraire, l'opposition coloniale commença à s'organiser. En automne 1772 les habitants de Massachusetts formèrent des « comités de correspondance » qui liaient les différentes sections de la colonie dans un but de défense; avant la fin du printemps ces organisations s'étaient répandues dans les autres colonies qui se trouvaient ainsi plus ou moins unies dans une cause commune.

Juste à ce moment le gouvernement anglais rédigeait le « Bill de Québec ». Il ne semble donc pas surprenant que sa politique se trouve influencée par les événements qui se présentaient dans les autres colonies. S'il n'autorisait pas d'assemblée législative à Québec en 1774, sans doute voyait-il dans ces institutions un danger pour la sécurité de ses colonies. S'il faisait de grandes concessions aux classes dirigeantes dans la société canadienne française à Québec, sans doute voulait-il s'assurer la fidélité de ce peuple dans le cas où une révolution américaine éclaterait.

Il est difficile de douter que ces considérations n'aient pas eu un rôle important dans la formation de la Constitution de Québec. Pendant les troubles que le mécontentement développait dans les colonies américaines, le gouverneur britannique au Canada observait de près cette situation menaçante aux frontières du Canada et en conséquence recommandait de faire de grandes concessions aux Canadiens français.

Le gouverneur Carleton jugeait surtout nécessaire de renforcer la Grande-Bretagne dans sa possession de

Québec<sup>1</sup>. Déjà en 1767, il écrivait à Shelburne : « Je dois croire que les droits naturels des citoyens, les intérêts de la Grande-Bretagne sur ce continent et le maintien de la domination du roi sur cette province, doivent toujours être les principaux objets à considérer quand il s'agit d'élaborer une Constitution civile et un système de lois pour cette province, et que cette domination constitue la base de tout, sans quoi tout projet ne vaut guère mieux que châteaux en Espagne<sup>2</sup> ».

1. Note biographique sur Carleton, *vide supra* note 1.

2. *Vide* Shortt and Doughty, *op. cit.*, p. 282. Lettre de Carleton à Shelburne, 25 novembre 1767. Au mois de juillet 1766 le ministère Rockingham fut renvoyé ne jouissant plus de la faveur du Roi. Il fut remplacé par le ministère de Pitt, dans lequel Lord Shelburne était Secrétaire d'Etat pour le département du Sud. Depuis l'année 1767, le gouvernement britannique envisageait la nécessité de donner une nouvelle Constitution au Canada. Le 20 juin de la même année, Shelburne écrivait à Carleton pour se renseigner sur la forme de Constitution qu'il faudrait établir (*Vide* Shortt and Doughty, *op. cit.*, p. 281). Mais rien de définitif n'eut lieu avant l'année 1773. Il faut relever une erreur que le Bureau des Publications des documents historiques des Archives canadiennes a faite dans la traduction de Shortt and Doughty, *Documents Relating to the Constitutional History of Canada*. Nous ne critiquons pas l'ouvrage de Shortt et Doughty, qui, lui, est excellent, nous nous plaisons à le reconnaître ici. Il s'agit du passage ci-dessus de la lettre de Carleton à Shelburne du 25 novembre 1767. Nous citerons d'abord le passage tel que Carleton l'a écrit en anglais : « I take for granted, that the Natural Rights of men, the British Interests on this Continent, and the securing the Kings Dominions over this province must ever be the principal Points in View, in forming its civil constitution and Body of Laws; And that the last is the Foundation of all, without which other schemes can be little better than meer Castles in the Air; it will naturally follow, I should first shew, How far this Foundation is or is not firmly laid. » Ensuite il exposa l'état des fortifications de Québec et des troupes de la province; bref, il démontra jusqu'à quel point le pouvoir militaire de Sa Majesté avait été effectivement implanté au Canada. Citons maintenant le même passage tel que le Bureau des Publications historiques le traduit en français : « Je dois croire que les droits naturels des citoyens, les intérêts de la Grande-Bretagne sur ce continent et le maintien de la domination du Roi sur cette province, doivent toujours être les principaux objets à considérer lorsqu'il s'agit d'élaborer une constitution civile et un système de lois pour cette province; je dois croire aussi que les lois constituent la base de tout, sans quoi tout projet ne vaut guère mieux que châteaux en Espagne : cela étant exposé, il s'ensuit naturellement que je dois premièrement démontrer jusqu'à quel point une telle base a été solidement assise ou non. » Nous remarquons que le traducteur s'est permis de grandes libertés car la phrase « and that the last is the Foundation of all » est traduite de la façon suivante : « Je dois croire aussi que les lois constituent la base de tout ». Ainsi la phrase est interprétée dans un sens contraire à celui de la lettre de Carleton. Car selon Carleton ce ne sont pas « les lois » mais la « domination du Roi » qui constitue

Ainsi selon Carleton, avant que la Grande-Bretagne puisse considérer les « droits naturels » de ses sujets anglais et français au Canada, elle devait assurer la possession de la province, et pour qu'elle pût protéger ses intérêts sur le continent américain, elle devait affermir sa domination sur Québec.

Carleton jugeait cette possession menacée de deux côtés. Il craignait naturellement que la France tentât de regagner la province qu'elle avait perdue, mais à la possibilité d'une attaque française, il voyait s'ajouter un péril beaucoup plus grave. Il s'était rendu compte du danger d'une insurrection américaine et comprenait le rôle que pourrait jouer le Canada, et il écrivait : « Or si la France devait commencer une guerre dans l'espoir que les colonies britanniques se porteraient aux extrémités et si elle se décidait à appuyer celles-ci dans leurs idées d'indépendance, il est probable que le Canada deviendrait le principal théâtre sur lequel se déciderait le sort de l'Amérique. Dans cette situation, le Canada tombé aux mains de la France, au lieu de rester un ennemi des colonies britanniques, deviendrait pour celles-ci un allié, un ami et un protecteur de leur indépendance<sup>1</sup>.

« la base de tout, sans quoi tout autre projet ne vaut guère mieux que châteaux en Espagne ». Pour démontrer jusqu'à quel point une telle base avait été solidement assise, Carleton donnait un rapport sur le pouvoir militaire de Sa Majesté, établi à Québec. Il est donc très évident qu'il considérait que la « base de tout » c'était « le maintien de la domination du Roi sur cette province ». L'erreur que nous venons de relever peut avoir des conséquences fâcheuses pour celui qui désire étudier d'une façon intelligente la politique de Carleton et nous regrettons que le Bureau de Publications des Documents historiques ait laissé passer une telle erreur dans un livre qui a été déjà révisé pour la deuxième fois.

1. Shortt and Doughty, *op. cit.*, p. 326 « Lettre de Carleton à Shelburne du 20 novembre 1768 ».

Carleton appréciait de même l'importance stratégique de Québec. Cette province pouvait servir admirablement comme base d'opération contre les autres colonies en cas de révolution. « Les forts de Crown Point, de Ticonderoga et le fort George », écrivait-il, « sont dans un sérieux état de détérioration et j'aime à croire que votre Excellence en a été informée. Si vous jugez à propos de maintenir ces postes, il serait bon de les réparer le plus tôt possible. Comme il vous a plu de me demander mon avis à ce sujet, je dois vous dire franchement que plus je considère l'état des affaires sur ce continent, plus je crois avoir raison d'être convaincu qu'il est non seulement opportun mais absolument nécessaire, dans l'intérêt de la Grande-Bretagne et du service de Sa Majesté, de tenir ces forts en bon état et de construire près de la ville de New-York, une place forte suffisamment armée et une citadelle dans la ville de Québec ou à proximité de celle-ci. Ces fortifications et les travaux temporaires exécutés suivant les besoins du moment aux endroits de débarquement et d'embarquement, suffiront à protéger les communications avec la mère patrie et à réunir si étroitement les deux provinces qu'elles se trouveront dans la plus grande sécurité; de plus, ces travaux de protection faciliteraient, au début de la guerre, si les circonstances l'exigent, le transport de dix ou quinze mille hommes de l'une à l'autre province ». Dans cette lettre, Carleton laissait voir quels services la province de Québec pourraient rendre si l'agitation des colonies voisines devenait un mouvement révolutionnaire.

« La situation naturelle et politique des provinces de Québec et de New-York est telle qu'elle leur donnera toujours un poids et une influence considérables dans le système adopté pour l'Amérique. Aussi, doit-on faire les plus grands efforts, avoir recours à l'adresse et ne pas regarder aux dépenses pour déraciner faction ou parti, pour assurer la tranquillité de ces provinces et y entretenir un ferme attachement envers le gouvernement de Sa Majesté<sup>1</sup>. »

Mais dès l'instant où Québec était considéré comme base d'opération contre la défection des colonies américaines, Carleton se figurait qu'il fallait purger la constitution de la colonie de tous les éléments qui pourraient miner l'autorité royale. Ainsi, il s'opposait à l'introduction d'une législature élective dans la province de Québec. Les observations qu'il avait faites sur la conduite des assemblées américaines l'amenaient à se méfier de ces institutions. Pour lui, elles avaient des tendances démocratiques incompatibles avec l'esprit de la monarchie britannique. Il disait : « Il n'est peut-être pas hors de propos de faire remarquer maintenant que la forme de gouvernement britannique implantée sur ce continent, ne produira jamais les mêmes résultats qu'en Angleterre pour la raison majeure que la dignité du trône et de la Chambre des Lords ne pourrait être représentée dans les forêts américaines ». Selon Carleton, le gouverneur, n'ayant que peu de

2. *Id.*, p. 280. Lettre de Carleton au général Gage, chef des armées britanniques en Amérique, 15 février 1767. Les forts dont il est question se trouvaient sur la communication entre Québec et New-York. En écrivant cette lettre, Carleton voyait le mécontentement en Amérique et craignait des hostilités entre les colonies et la mère patrie.

faveurs à distribuer, astreint à surveiller les fonctionnaires pour éviter la concussion, se trouvait souvent sans appui : « Il suit donc », concluait-il, « que là où le pouvoir exécutif est dévolu à une personne sans influence secondée avec indifférence par ceux qui sont chargés de l'assister et où les deux premières branches de la législature n'ont ni pouvoir ni dignité si ce n'est par le caractère extraordinaire de leurs membres, une assemblée populaire qui sait garder toute sa force au milieu d'un pays où les hommes sont presque tous égaux, doit forcément donner une forte impulsion aux principes républicains. Je demande humblement à la sagesse du conseil de Sa Majesté de décider si l'esprit d'indépendance d'une démocratie est compatible avec un gouvernement subordonné à la monarchie britannique et si les idées exaltées des assemblées devraient être encouragées dans une province si récemment conquise, et dans les circonstances actuelles<sup>1</sup>. »

Carleton voyait la nécessité de s'assurer la loyauté des Canadiens français pour resserrer les liens entre l'Angleterre et Québec. Aussi demandait-il le rétablissement des institutions françaises. Mais si sa politique cherchait le bien-être du peuple canadien français et voulait l'accès des Cours de justice facile et à la portée de tous, elle favorisait surtout la noblesse dont Carleton appréciait l'utilité.

Proposant au gouvernement d'inspirer aux Canadiens des sentiments de zèle et d'attachement envers

1. *Id.*, p. 296.

la mère patrie, Carleton écrivait : « Le degré auquel ils sont éloignés de cet état d'esprit désirable, peut être facilement déterminé si l'on examine cette question en tenant compte de l'intérêt personnel, cause qui fait naître habituellement les sentiments d'attachement chez les hommes<sup>1</sup> ».

Afin de faire appel à l'intérêt personnel des Canadiens, Carleton proposait de rétablir, à Québec, le droit civil français tel qu'il existait avant la cession.

En même temps qu'il faisait part à son gouvernement de la nécessité de remettre en vigueur les coutumes canadiennes, surtout à l'égard de la propriété, il demandait la révocation des lois anglaises. Au sujet de réformes judiciaires, il écrivait à Shelburne, secrétaire pour les colonies : « Mais il n'est dans le pouvoir ni de l'administration judiciaire, ni du gouvernement de les concéder tant que la Cour suprême sera forcée de décider conformément aux lois d'Angleterre et que les fonctionnaires pourront réclamer comme leur droit des honoraires calculés pour des provinces beaucoup plus riches<sup>2</sup> ».

De plus, dans un des rapports qu'il adressait à son gouvernement, Carleton proposait de restaurer complètement les lois civiles du régime français. Quoique ce document n'ait pas encore été retrouvé, nous savons qu'il contenait cette proposition, car dans une critique faite par le procureur général Masères, au sujet du rapport Carleton, nous trouvons le paragraphe sui-

1. *Id.*, p. 268.

2. *Id.*, p. 294.

vant : « Le procureur général de Votre Majesté dans cette province... est incapable d'approuver pour les raisons ci-dessous, la partie dudit rapport exposant à Votre Majesté, que faire revivre l'ensemble des lois françaises en matière civile est un bon expédient<sup>1</sup> ».

Carleton voyait encore un autre moyen de mettre en jeu l'intérêt personnel des Canadiens français. C'était d'employer ceux-ci au service du roi. Le moyen était indiqué dans la communication précédemment citée. « Mais... », écrivait-il, « aussi longtemps que les Canadiens seront exclus de toutes les places où il y a responsabilité et rémunération, ils ne pourront oublier qu'ils ne sont plus sous la domination de leur souverain naturel : bien que ceci n'affecte qu'un petit nombre, l'attitude de tous en est influencée, leur sentiment national les rend sensibles à l'exclusion générale de leurs compatriotes; l'élévation de trois ou quatre gentilshommes les plus conséquents, au rang de conseillers, ce titre même n'étant guère plus qu'honoraire, dans certaines occasions ils pourraient se rendre utiles, la création de quelques compagnies canadiennes d'infanterie, commandées par des officiers judicieusement choisis et la concession de trois ou quatre emplois sans importance dans l'administration civile produiraient un grand changement dans l'esprit de la population<sup>2</sup>. »

1. *Id.*, p. 370, note 1. Le 12 septembre 1769, il fut adressé au gouvernement à Londres, trois rapports de Québec : ceux du Gouverneur Carleton, du Juge en chef Hey et de François Masères, un protestant français qui était alors procureur général de Québec. La critique que nous citons sur le rapport de Carleton était jointe au rapport de François Masères.

2. Shortt and Doughty, *op. cit.*, pp. 294-295. Une deuxième erreur s'est glissée dans la traduction de Shortt and Doughty: *Documents rela-*

Nous trouvons ici l'essentiel de la politique de Carleton au moment de la formation de la Constitution de Québec en 1774. Si Carleton désirait remettre en vigueur la tenure seigneuriale selon la coutume française et employer les gentilshommes canadiens, c'est qu'il prévoyait obtenir l'appui des Canadiens français par l'intermédiaire de leurs chefs. Il attachait une grande importance à l'autorité du seigneur sur l'habitant. Ainsi il écrivait à Shelburne : « Comme les seigneurs exercent une profonde influence sur le bas peuple, je vous transmets avec la présente, un état de la noblesse au Canada, indiquant d'une manière assez exacte l'âge, le rang et la résidence actuelle des nobles ». Il soutenait ensuite que le sentiment d'obéissance qui existait des habitants aux seigneurs n'avait pas été suffisamment utilisé en faveur de l'Angleterre. « Il apparaît aussi », continuait-il, « qu'il ne reste à peine plus de soixante-dix de ceux qui ont servi dans les troupes françaises; aucun ne se trouve dans le service du roi et ne se voit, par aucune considération, dans l'obligation de défendre le gouvernement et l'autorité de Sa Majesté; ce sont des gentilshommes qui en devenant

*ting to the Constitutional history of Canada.* Il s'agit d'un extrait de la lettre de Carleton à Shelburne du 20 janvier 1768. Citons d'abord l'extrait en anglais tel que Carleton l'a écrit : « But, Beside these Points of Justice, as long as the Canadians are deprived of all Places of Trust and Profit they never can forget they no longer are under the Dominion of their natural Sovereign ». Donnons maintenant l'extrait tel qu'on le trouve traduit dans le recueil : « Outre ces questions de justice, aussi longtemps que les Canadiens seront exclus de toutes places de confiance auxquelles sont attachés des revenus ils ne pourront oublier qu'ils ne sont plus sous la domination de leur souverain actuel. » « Souverain actuel » n'est pas une traduction de « Natural Sovereign ». Le « Natural Sovereign » des Canadiens français c'était sans aucun doute le Roi de France, tandis que leur « Souverain actuel » c'était le Roi d'Angleterre. Il est d'ailleurs difficile de comprendre comment des sujets peuvent ne pas être sous la domination de leur souverain actuel.

sujets de Sa Majesté ont perdu leur emploi, et ne sont liés par aucune charge de confiance ou rémunératrice, nous nous abuserions en supposant qu'ils se dévoueraient à la cause d'une nation qui les a dépourvus de leurs honneurs, privilèges, revenus, lois, et a introduit dans la colonie beaucoup de dépense, de chicaneries et de confusion avec un déluge de lois nouvelles inconnues et non publiées<sup>1</sup>. »

Carleton, décelant chez les Canadiens français des tendances que l'Angleterre pouvait utiliser avantageusement, devait gagner leur faveur; et si l'on considère le caractère canadien et les sentiments qu'ils exprimaient, l'attitude de Carleton à leur égard est compréhensible. Tandis que le colon américain était jaloux de sa liberté individuelle, le Canadien français était plutôt habitué à se soumettre à l'autorité. Ainsi, en discutant la valeur du droit civil français, Carleton disait : « Ce système de lois établissait dans la société, à partir du rang le plus élevé jusqu'au plus humble, un esprit de subordination qui conservait entre eux l'harmonie dont ils jouissaient jusqu'à notre arrivée et assurait au gouvernement souverain l'obéissance d'une province très éloignée<sup>2</sup> ». Au moment où les Assemblées américaines devenaient de moins en moins soumises à la mère patrie, les Canadiens français se déclaraient antipathiques à l'esprit de ces Assemblées. A ce sujet, Carleton écrivait à Shelburne : « D'un autre côté, les Canadiens de la classe élevée ne craignent rien

1. *Id.*, p. 283.

2. *Id.*, p. 289. Lettre de Carleton à Shelburne du 24 décembre 1767.

de plus que les Assemblées populaires, qui pour eux tendent à rendre le peuple insoumis et insolent; quand on leur demanda leur opinion, ils répondirent avoir été informés que quelques-unes de nos colonies avaient encouru le déplaisir du Roi par suite des désordres occasionnés par leurs assemblées, et qu'ils se considéraient bien éprouvés si un tel malheur devait leur arriver<sup>1</sup> ».

Nous voyons donc à quel point, Carleton conseillait au gouvernement de cultiver l'élément français à Québec. Aux classes dirigeantes, il voulait inspirer la fidélité à l'Angleterre; chez les habitants il voulait cultiver les sentiments d'obéissance à leurs supérieurs. En suivant cette politique, il croyait pouvoir empêcher l'influence démocratique des colonies américaines d'agir sur l'esprit des Québécois, et en même temps trouver le moyen de lever des troupes canadiennes pour défendre le sol de Québec en cas de nécessité. Ainsi il espérait élever dans cette province une défense morale et matérielle contre la Révolution qu'il voyait se préparer à la frontière<sup>2</sup>.

Pour arriver à son but, Carleton ne se contentait pas de communiquer, au gouvernement ses idées par correspondance. Il exerça une influence bien plus directe sur la rédaction de l'Acte de Québec. Au mois de mars 1769 il demanda la permission de retourner à Londres afin de pouvoir mieux exposer au gouvernement la situation actuelle de Québec. L'autorisation lui fut

1. *Id.*, p. 296. Lettre de Carleton à Shelburne du 20 janvier 1768.

2. *Id.*, p. 423, note 2. *Vide autem id.*, pp. 535-536.

accordée, et au mois d'août 1770, il s'embarqua pour l'Angleterre où il resta en contact avec le ministère jusqu'à la ratification de l'Acte<sup>1</sup>.

Quand nous comparons la Constitution de Québec en 1774 avec les recommandations de Carleton, nous voyons une ressemblance très marquée. Carleton n'était pas favorable aux assemblées populaires : l'Acte de Québec ne contient aucune allusion à leur sujet; Carleton voulait favoriser les classes dirigeantes de la province : la nouvelle Constitution rendait aux prêtres le droit de percevoir la dîme et au seigneur d'exercer la plupart de ses pouvoirs féodaux.

L'Acte de Québec accordait aux Canadiens les coutumes nécessaires à la jouissance de leurs biens et permettait aux catholiques d'aspirer aux emplois civils et militaires. En cela il répondait à un besoin du peuple. Mais s'il appuyait l'autorité du clergé et de la seigneurie il refusait à la province jurys et assemblée générale. Et cela met en lumière l'influence décisive de la Révolution américaine sur la politique de ceux qui guidaient les destinées du Canada.

---

1. Au mois de janvier 1768 on créa un nouveau secrétariat d'Etat pour l'administration générale des colonies. Le premier secrétaire d'Etat pour les colonies fut Lord Hillsborough. Celui-ci s'opposant à une spéculation que voulaient faire ses collègues, sur les terrains américains, donna sa démission. Lord Dartmouth lui succéda.

## CHAPITRE II

### LES INVASIONS

---

Il ne fallut pas longtemps avant que l'on pût juger de l'efficacité de l'Acte de Québec dressé comme barrière pour protéger le Canada contre la contagion des idées politiques américaines. La nouvelle Constitution n'avait été en vigueur que quelques mois quand les colonies insoumises se tournèrent vers la province de Québec. En septembre 1774, six mois après que le Parlement anglais avait passé l'Acte de Québec, le Congrès de Philadelphie envoya aux Canadiens un mémoire dans le but de les gagner à la cause américaine : « Vous ne pouvez pas en jetant vos yeux de tous côtés, apercevoir une seule circonstance qui puisse vous permettre d'aucune façon le moindre espoir de liberté pour vous et votre postérité, si vous n'adoptiez entièrement le projet d'entrer en union avec nos colonies<sup>1</sup> ».

Afin de donner plus de force à leurs arguments et de mieux convaincre les Canadiens les Américains concurent l'idée d'envoyer une armée sur la frontière commune aux deux peuples. Au mois de mai 1775 Arnold et Allen occupèrent une position à Ticonderoga d'où ils attaquèrent deux fois le fort canadien de St-

1. Le 21 septembre 1774. Vide abbé Verreau, *L'invasion du Canada* (Montréal, 1873, p. 14 (*Journal de Sanguinet*)).

Jean<sup>1</sup>. Encouragés par ces premiers succès Washington et ses officiers proposèrent un vaste plan de campagne pour la conquête du Canada. Arnold, avec 1100 soldats, devait suivre la rivière Kennebec, le lac Megantic et la Chaudière afin de se trouver devant la ville de Québec, tandis que Schuyler et Montgomery en garnison à Ticonderoga devaient avec 1500 hommes avancer sur Montréal par la rivière Richelieu<sup>2</sup>.

Tandis qu'ils approchaient de la frontière canadienne, la traversaient et pénétraient dans le pays en 1775-1776, les Américains croyaient que les Canadiens se joindraient à eux pour se soustraire au pouvoir de l'Angleterre. Ceux de Ticonderoga espéraient que leur présence sur le sol de Québec servirait de signal à la population pour se joindre à eux. Ceux de l'expédition d'Allen contre le district de Montréal se croyaient assurés qu'il leur suffirait de traverser la rivière pour trouver tout le pays de la rive nord du St-Laurent prêt à se déclarer en leur faveur<sup>3</sup>.

1. Benedict Arnold avait été marchand dans la colonie de Connecticut. Grâce à sa conduite distinguée dans la bataille de Lexington au début de la révolution, il fut élevé au grade de colonel. Ethan Allen était chef d'un détachement de 250 volontaires de Vermont.

2. Le général Schuyler descendait d'une vieille et illustre famille d'Albany (New York). A cause de sa santé il dut abandonner son commandement, il fut remplacé par Richard Montgomery. Montgomery avait été officier dans l'armée britannique pendant la lutte coloniale entre la France et l'Angleterre. Après la guerre il s'établit à New York où il épousa la fille du juge Livingstone. La famille Livingstone devint plus tard partisans zélés du Congrès et c'est peut-être leur influence qui engagea Montgomery du côté de la révolution. Il devint général de brigade en succédant à Schuyler.

3. *Vide* abbé Verreau, *op. cit.*, p. 324. Lettre d'un officier américain en subsistance à Ticonderoga, datée du 25 août 1775 ; *id.*, p. 366. Lettre d'un soldat américain ; *id.*, p. 352. Lettre envoyée de Québec à Londres, 1<sup>er</sup> octobre 1775. Il est peut-être utile de préciser les principaux événements de l'invasion américaine du Canada en 1775 et 1776. Le 18 septembre 1775, Montgomery entreprit le siège du fort St-Jean. Le 25 sept. lorsque la majeure partie de son armée s'engageait dans cette manœuvre, Allen fit une incursion imprudente et néfaste dans le pays autour

Par conséquent, ils n'épargnèrent aucun effort pour obtenir l'assistance des Canadiens. Montgomery faisait les plus belles promesses aux habitants. Il écrivait aux citoyens des Trois Rivières : « Messieurs, je suis très mortifié que vous soyez dans quelque appréhension de votre propriété, je suis convaincu que les troupes du continent ne seront jamais ternies d'aucune imputation d'oppression. Nous sommes venus pour conserver et non pour détruire. Si la Providence continue de favoriser nos travaux, votre Province sera sous peu un heureux gouvernement libre<sup>1</sup>. » Dans l'espoir de gagner la faveur des Canadiens, Washington lui-même joignait ses efforts à ceux de ses officiers. Car il écrivait : « Nous nous réjouissons surtout que nos ennemis se soient trompés à votre égard. Ils se sont flattés, ils ont osé dire que les peuples du Canada ne furent nullement capables de distinguer entre les douceurs de la liberté et les misères de la servitude — qu'on n'aurait qu'à flatter la vanité d'un petit nombre de votre noblesse pour éblouir les yeux des Canadiens<sup>2</sup>. »

La période d'histoire canadienne qui sépare l'arrivée des soldats américains au fort St-Jean le 18 mai 1775,

de Montréal. Le 18 octobre, le poste canadien à Chambly tomba. Le 2 novembre, les soldats de Montgomery prirent St-Jean et onze jours plus tard, ils entrèrent dans Montréal. Pendant ces opérations, Arnold de son côté avançait vers Québec et au mois de novembre il atteint la Pointe Levis située en face de la citadelle. Montgomery venu de Montréal le rejoignit et les deux armées assiégèrent Québec. Mais à partir de ce moment la fortune cessa de favoriser leurs projets. Après l'échec de leurs attaques sur les fortifications la nuit du 31 décembre 1775, ils commencèrent à se rendre compte de l'inutilité de leurs efforts. Enfin ils se retirèrent lorsque des renforts britanniques arrivèrent au printemps 1776.

1. *Vide Verreau, op. cit.*, p. 179. Lettre de Montgomery aux habitants des Trois Rivières le 20 nov. 1775.

2. *Vide id.*, pp. 89 et 90.

et leur évacuation du Canada en juin 1776, nous révèle l'effet qu'a pu produire la propagande américaine sur l'esprit des canadiens français. Dans les paroisses autour de Chamblis la population montrait un réel enthousiasme pour la cause américaine et dans l'expédition d'Allen contre Montréal l'on trouvait plusieurs deses habitants. Sous la direction de James Livingstone partisan zélé du congrès, environ cinquante paysans de Chamblis s'étaient joints aux troupes d'Allen qui établit son camp sur la rivière Sorel, d'où étaient interceptés les bateaux chargés de provision en route pour le fort St-Jean. Ainsi avait été organisé le détachement avec lequel Allen traversa le St-Laurent dans l'espoir de soulever les environs de Montréal<sup>1</sup>.

La propagande américaine cependant n'obtenait guère plus que la neutralité des habitants. Les cultivateurs du district de Montréal ne donnaient pas à Allen l'assistance qu'il avait espérée<sup>2</sup>, les habitants ne se montraient pas très empressés à aider les assiégeants devant la ville de Québec<sup>3</sup>. Les paysans qui fournissaient des provisions aux envahisseurs ne le faisaient

1. *Vide id.*, p. 44 (*Journal de Sanguinet*); p. 231 (*Mémoire de Berthelot*); p. 351 (lettre envoyée de Québec, 1<sup>er</sup> oct. 1775) Les habitants des environs de Chambly qui ne suivirent pas Allen, semblaient être néanmoins sympathiques aux Américains. Un officier américain écrivait : « Les Canadiens de ce côté du fleuve sont en général dévoués presque unanimement sur la rivière Sorel où ils sont maintenant tous enrôlés sous les armes ». (*Vide*, Verreau *op. cit.*, p. 363).

2. L'expédition d'Allen échoua quand il fut fait prisonnier par le Major Campbell qui commandait un détachement d'Anglais et de Canadiens français de Montréal. (*Vide* Verreau, *op. cit.*, p. 167, *Journal de Badeau*; p. 236, Lettre envoyée par M. de Lanaudière à M. Baby le 28 sept.; p. 352, lettre adressée de Québec à Londres, le 1<sup>er</sup> octobre 1775).

3. *Vide* Verreau, *op. cit.*, pp. 92 et 94, *Journal de Sanguinet*. M. Sanguinet nous dit que MM. Walker et Price, qui travaillaient dans l'intérêt des Américains essayèrent, sans succès d'engager les habitants canadiens français à se joindre aux Américains devant Québec.

pas par sympathie pour la cause américaine, mais avec l'esprit conservateur qui leur était naturel, demandaient le paiement en monnaie sonnante plutôt qu'en promesses libérales<sup>1</sup>. En effet, le peu d'enthousiasme révolutionnaire qui se trouvait parmi les Canadiens français disparaissait à mesure que les succès militaires américains diminuaient. En avril 1776, quand il fut évident que des renforts britanniques libéreraient la province de l'invasion, une délégation envoyée par le Congrès américain se vit obligée de constater qu'il n'y avait plus aucun espoir d'obtenir l'appui efficace des habitants de Québec<sup>2</sup>.

D'autre part, la neutralité des Canadiens français fut un désappointement pour Sir Guy Carleton, le Gouverneur de Québec. Avant l'invasion américaine, il s'était attendu à ce que les habitants prissent les armes pour la défense de la cause britannique. Etant un des auteurs principaux de l'Acte de Québec, il avait espéré que les privilèges accordés aux seigneurs lui permettrait de faire exécuter ses ordres par les habitants en cas de nécessité<sup>3</sup>.

Mais dans sa politique envers les Canadiens français Carleton avait négligé un point important. Au moment où il réhabilitait la noblesse canadienne et le clergé catholique, il ne se rendait pas compte de la possibilité

1. *Vide id.*, p. 344. Le 14 sept. 1775, un officier américain écrivait que les Canadiens français vendaient des provisions « aux deux parties pour argent comptant bien entendu ».

2. On attendait l'arrivée d'une flotte anglaise aussitôt que le dégel du printemps rendrait le fleuve St-Laurent navigable. Le Docteur Franklin était à la tête de la commission dont on parle ici.

3. *Vide supra* chap. I, p. 22.

d'un changement d'attitude dans les classes inférieures. Les concessions religieuses de l'Acte de Québec avaient en effet procuré à l'Angleterre la sympathie du clergé, celles au sujet de la tenure des terres lui avaient assuré l'appui de la noblesse ; mais le curé et le seigneur avaient perdu beaucoup d'autorité sur le peuple. Depuis le début du régime anglais les habitants s'étaient montrés moins soumis à leurs supérieurs de l'ancien régime. Même avant que l'invasion américaine atteignît le Canada, les habitants avaient donné des signes de ce changement d'esprit. Dans une lettre écrite à Québec le 9 novembre on lit : « De bonne heure au printemps les Canadiens déclarèrent que les nobles n'avaient aucune espèce d'autorité sur eux, et que même leurs seigneurs n'avaient pas le droit d'exiger leur service militaire. Ils reconnaissaient qu'ils leur devaient le respect comme seigneur du manoir, mais ils soutenaient qu'une fois leurs rentes et toutes leurs dettes équitables payées, ainsi que certains compliments d'usage aux différentes époques, ils ne leur devaient plus rien. Ils n'étaient pas obligés de se soumettre à n'importe quelle domination qu'on croirait pouvoir établir sur eux<sup>1</sup> ».

Certainement, l'histoire de l'invasion américaine du Canada en 1775 et 1776 fournit maints exemples de l'indifférence des paysans canadiens français à la cause britannique. Dans la plupart des campagnes, les habitants refusèrent de suivre leurs chefs. Dans certains cas, aidés par les Américains, ils s'élevèrent contre les

1. *Vide Verreau, op. cit.*, pp. 372-373.

officiers envoyés pour les commander ou résistèrent de leur propre mouvement. Parfois les habitants soupçonnaient sans raison les motifs des capitaines de milice, parfois aussi ils étaient mal traités par ceux qui venaient pour les enrôler. Mais dans presque chaque cas le résultat était semblable : les paysans ne marchèrent pas.

Au mois de septembre 1775, à l'annonce de l'arrivée des Américains le brigadier Prescott donnait des ordres dans les environs de Montréal pour former des compagnies de milice. Voici un témoignage rapporté par un des hommes envoyés avec cette mission : « Je fus chargé moi-même de porter ceux (les ordres) pour Lachine et autres paroisses jusqu'aux Cèdres, les dits ordres portant que chaque quinze hommes seraient conduits par un capitaine ou un officier. Hier les capitaines des diverses paroisses près la ville vinrent pour offrir leur service mais les soldats n'ont pas imité leur zèle et ont refusé de marcher<sup>1</sup>. »

Le mois suivant, huit bateaux commandés par le Sr Rigauville furent envoyés à Verchères pour recruter des hommes destinés à la défense de Montréal. Un certain nombre de recrues s'était déjà présenté quand l'ordre fut donné de chercher un manquant, cette mesure effraya les habitants et huit d'entre eux allèrent demander la protection américaine. Cinquante habitants de Contrecoeur s'armèrent contre le Sr Rigauville. Les Américains arrivèrent pendant la nuit et le firent prisonnier. A la suite de cet incident, les Cana-

<sup>1</sup>. *Vide id.*, p. 310, lettre de M. Guy à M. Baby, le 7 sept. 1775; p. 43, *Journal de Sanguinet*. M. Guy était un résident français de Montréal.

diens qui avaient répondu à l'appel de Rigauville se dispersèrent<sup>1</sup>.

Dans les paroisses de Terrebonne et de Lachenaye, de Mascouche et de Repentigny, les officiers de milice n'obtinent pas plus de succès. Un jeune gentilhomme, le Sr Lacorne, envoyé à Terrebonne se trouvant en face d'une assemblée hostile, une scène violente s'ensuivit. Le jeune officier furieux frappa un vieillard et deux ou trois autres personnes et se retira menaçant les habitants de son retour avec une centaine de soldats pour les mettre aux fers et piller leurs chaumières. Ces pauvres gens, craignant l'arrivée des troupes, s'assemblèrent au nombre de trois ou quatre cents pour se défendre. Mais Carleton eut le tact de blâmer Lacorne et envoya un officier pour les rassurer. Les habitants retournèrent paisiblement chez eux<sup>2</sup>.

Dans les environs de Québec les mêmes faits se produisaient. M. Dupré, un officier de milice, écrivait : « Le lieutenant Gouverneur a envoyé dans l'île d'Orléans MM. Mabane, le grand juge<sup>3</sup>, Grant et Boisseau avec ordre de commander dans chaque compagnie d'autorité. Ils avaient pris avec eux dix hommes de la frégate bien armés. Le grand juge voulut un peu insister, mais il y avait deux cent cinquante habitants avec des bâtons qui auraient assommé le juge, sans Boisseau, de façon que les habitants ne sont point

1. *Vide id.*, p. 319, lettre de M. Dupré à M. Baby le 21 oct. 1775. M. Dupré avait le grade de Major dans la milice de Québec. L'incident dont il parlait est mentionné aussi dans Verreau, *op. cit.*, p. 63, *Journal de Sanguinet*.

2. *Vide id.*, p. 38, *Journal de Sanguinet*.

3. Mr Hey était juge en chef de la province.

d'aucune bonne volonté. C'est maintenant trop tard pour vouloir les faire commander d'autorité. On a envoyé à la coste du nord, St Annes et plusieurs autres (paroisses), sans avoir eu plus de réussite. On a envoyé jusqu'à Kamouraska, Dunières et Pinguet, qui n'ont pas non plus eu de réussite, car il n'est venu que quinze hommes en tout<sup>1</sup> ».

Des pays situés autour des Trois Rivières on recevait les mêmes rapports décourageants. Dans le journal de Mr Badeau nous lisons : « Les paroisses de Chamblies s'étant mises du côté des Bastonnais firent semer dans toutes les autres paroisses de ne point prendre les armes contre les Bastonnais; que ces gens-là venaient pour nous tirer d'oppression. Le peuple Canadien crédule quand il ne le faut point, donna dans les sentiments des paroisses de Chamblies, et presque tout le gouvernement des Trois Rivières refusa de marcher à l'exception de quelques volontaires des paroisses de la rivière du Loup, Machiche et Masquinonge, les paroisses de Nicolet, Becancourt, Gentilly et St Pierre l'ébequet n'en voulurent pas fournir un seul malgré les remontrances qu'on leur faisait tout était inutile<sup>2</sup>. »

Carleton l'auteur principal de l'Acte de Québec avouait l'insuccès de ses efforts pour armer le peuple canadien contre les révolutionnaires américains. Peu après la première attaque d'Arnold contre le fort St-Jean en mai 1775 il communiqua son désappointement

1. *Vide* Verreau, *op. cit.*, p. 319. Lettre de M. Dupré à M. Baby le 21 oct. 1775.

2. *Vide id.*, p. 166, *Journal* de Badeau. Mr Badeau était notaire aux Trois Rivières.

à Lord Dartmouth : « Les nobles du voisinage ont été invités à rassembler leurs habitants pour se défendre eux-mêmes, les sauvages de ces endroits ont reçu aussi ces ordres; mais bien que les gentilshommes aient montré beaucoup d'empressement, ni leurs instances ni leur exemple n'ont pu influencer le peuple. « Depuis quelques jours », continue-t-il, « les Canadiens et les sauvages semblent être revenus un peu à la raison, la noblesse et le clergé ont été très utiles à cette occasion et ils ont fait preuve de beaucoup de fidélité et d'ardeur pour le service de Sa Majesté, mais l'un et l'autre ont perdu beaucoup de leur autorité sur le peuple<sup>1</sup> ».

Le Lieutenant Gouverneur Cramahé qui avait appuyé la politique de Carleton en 1774 partageait avec lui, en 1775, son désappointement. Au moment de la pénétration des armées américaines dans les campagnes canadiennes, il écrivait à Lord Dartmouth : « Aucun moyen n'a été négligé pour ramener le paysan canadien au sentiment de son devoir et l'engager à prendre les armes pour la défense de la province, mais tout échoua; il faut rendre justice à la noblesse, au clergé et à la plus grande partie de la bourgeoisie qui ont fait preuve du plus haut degré de zèle et de fidélité au service du Roi et employé leurs meilleurs efforts pour remettre à la raison leurs frères égarés<sup>2</sup>. »

L'invasion américaine mettait en évidence non

1. *Vide* Shortt and Doughty, *Documents relating to the Constitutional History of Canada*, Ottawa, 1918, pp. 664 et 665. Lettre du gouverneur Carleton à Dartmouth. Celui-ci était à ce moment Secrétaire des colonies dans le gouvernement de Lord North.

2. *Vide id.*, p. 666. Lettre de Mr Cramahé à Lord Dartmouth le 21 septembre 1775, Cramahé était le lieutenant-gouverneur de Québec.

seulement l'attitude des Canadiens français, mais aussi l'action déloyale d'un groupe factieux de commerçants britanniques. A St-Jean, le marchand Bindon prévint les Américains que des troupes britanniques et canadiennes étaient en route pour les surprendre. Selon le témoignage du gouverneur Carleton, il retourna ensuite à Montréal, porteur d'une lettre des Américains « adressée à un nommé Morisson et aux marchands anglais de Montréal, amis de la liberté, leur demandant des vivres, des munitions et des liqueurs spiritueuses, que quelques-uns auraient fournis s'ils n'en avaient été empêchés<sup>1</sup> ».

Parmi les commerçants anglo-canadiens, un des partisans les plus ardents du congrès était Mr Thomas Walker. La veuve Benoist écrivait à son égard : « Le commis de Mr Ouker (Walker) le vieux a été arrêté hier aux environs de Longue-Pointe; il allait porter les lettres à son maître qui reste en campagne, de la part de MM. les Bastonnais<sup>2</sup> ». Celui-ci ne se contentait pas d'entretenir une correspondance avec l'ennemi; il faisait son possible pour lui procurer des recrues parmi les Canadiens. Lorsque des Indiens fouillèrent les vêtements d'un capitaine américain qui venait d'être tué, ils trouvèrent une lettre par laquelle Mr Walker se

1. *Vide id.*, p. 664. Lettre de Carleton à Dartmouth le 7 juin 1775.

2. *Vide Verreau, op. cit.*, p. 312. Lettre de Mme Vve Benoist à François Baby le 9 septembre 1775. C'est à Mr Walker bien entendu qu'elle faisait allusion dans sa lettre. Mr Sanguinet mentionnait aussi l'incident que nous citons. Au sujet de « Thomas Walker, marchand de Montréal », il écrivait : « Il fut même intercepté plusieurs lettres qu'un nommé Charlandel Ménard lui apportait du camp des Bastonnais. Son commis fut même arrêté à la Longue Pointe par le Major Hugues ». (*Vide Verreau, op. cit.*, p. 49, *Journal de Sanguinet.*)

chargeait de procurer 1.500 hommes pour le service des envahisseurs<sup>1</sup>. Selon Mr Sanguinet, « Thomas Walker, marchand de Montréal, qui demeurait à l'Assomption, employa tous les moyens pour faire révolter les habitants tant de cette paroisse que de celles voisines<sup>2</sup> ».

Mr Price, le confrère de Mr Walker, était aussi en communication avec le congrès. Car MM. N. Wales, T. Burr et P. Edwards écrivaient à l'Assemblée du Connecticut : « Nous avons eu une conférence personnelle avec Mr Price, marchand distingué de Montréal, envoyé expressément auprès du Congrès avec des renseignements très importants<sup>3</sup> ».

La surveillance exercée par le gouvernement sur Walker et Price, après leurs trahisons, semblaient vexer leurs amis américains. Un officier de l'armée continentale écrivait : « Il paraît que MM. Walker et Price, citoyens riches et distingués, sont étroitement emprisonnés à Montréal parce qu'ils ont exprimé trop haut leur sympathie pour la liberté de l'Amérique<sup>4</sup> ».

A Québec comme à Montréal, il y avait parmi les commerçants des hommes dont les sentiments étaient révolutionnaires. Ils eurent l'occasion de montrer leur vrai sentiment quand les envahisseurs assiégèrent Québec en novembre 1775. C'est alors que Carleton fit expulser tous ceux qui refusaient de défendre la

1. C'est du Capitaine Baker dont il est parlé ici. Il fut tué dans un engagement entre les Américains et un détachement de Canadiens et d'Indiens près du fort St-Jean. *Vide Verreau, op. cit.*, p. 24, *Mémoires* de M. de Lorimier.

2. *Vide id.*, p. 49, *Journal* de Sanguinet; p. 92, *Journal* de Sanguinet.

3. *Vide id.*, p. 336. Lettre de MM. N. Wales, T. Burr et P. Edwards adressée au président de l'Assemblée de Connecticut, le 23 mai 1775.

4. *Vide id.*, p. 340. Lettre d'un officier américain en subsistance à Ticonderoga le 25 août 1775.

ville, et parmi les habitants britanniques qui montrèrent leur adhésion à la cause américaine se trouvèrent : MM. Bonfield, Wells, Zachariah Macaulay, Murdoch Stewart et John McCord<sup>1</sup>.

Nous laissons le vieux Québec avec ses seigneurs zélés, son clergé fidèle, ses paysans indifférents et ses commerçants vexés, pour tourner nos regards vers les pays lointains que l'Acte de 1774 venait d'annexer à la province. Nous quittons les rives peuplées du Saint-Laurent et portons notre attention sur les postes français, presque oubliés dans les vallées du Mississippi et du Wabash. Là nous voyons les villages rustiques de Kaskaskia, Cahokia et Vincennes, dont les habitants sont pour la plupart d'origine canadienne<sup>2</sup>.

Cette nouvelle partie de la province de Québec, avec

1. *Vide* Caldwell, *The Invasion of Canada 1775* (Letter attributed to Col. Henry Caldwell).

2. Kaskaskia et Cahokia étaient situés dans la vallée du Mississippi non loin du confluent de ce fleuve et de la rivière Illinois. Vincennes était dans la vallée du Wabash. Durant le régime français, ces villages avaient été sous l'administration de la Louisiane, mais la plus grande partie des habitants était d'origine canadienne. (*Vide* Alvord, *Illinois Historical Collections*, Springfield Illinois, 1907, vol. II, p. xvii, notes 2 et 3.) Selon les documents il paraît que les descendants des soixante-trois familles canadiennes s'étaient établis dans les villages de Kaskaskia et Cahokia. (*Vide* Alvord, *op. cit.*, p. 624, et Alvord, *Kaskaskia Records 1778-1790*, Springfield Illinois, 1909, pp. 414 à 423.) Pour remonter à l'origine de ces familles, Mr Alvord a utilisé les sources suivantes : a) Tanguay, *Dictionnaire généalogique*; b) les notes de Mr Benjamin Sulte, Ottawa; c) les notes de l'honorable Walter B. Douglas, St-Louis, Missouri; d) les contrats de mariage rassemblés dans les *Cahokia Records* à Belleville. Nous ne pouvons pas retracer d'une façon aussi exacte l'origine de toutes les familles de l'Illinois, mais plusieurs de celles-ci, grâce aux noms et prénoms qu'elles portent, semblent être venues aussi du Canada. D'autre part, nous savons qu'un très petit nombre de ces familles étaient venues directement de la France. Alvord en mentionne quatre ou cinq. Les villages français de l'Illinois et du Wabash furent cédés à la Grande-Bretagne par la Paix de Paris en 1763. En 1774, conformément aux termes de l'Acte de Québec, ils furent annexés à la province de Québec. A ce moment, ils étaient sous le commandement de l'officier britannique le capitaine Hugh Lord, qui fut remplacé en 1776 par Philippe de Rastel, chevalier de Rocheblave. Celui-ci exerça les fonctions d'agent britannique dans l'Illinois jusqu'à la prise de ce pays par les Américains en 1778.

le territoire qui l'entourait, eut un rôle important dans la révolution américaine. Car cette région du Nord-Ouest était le domaine de nombreuses tribus de sauvages qui harcelaient la frontière occidentale de l'Amérique et détournaient une partie de ses forces engagées dans la guerre dont les colonies de l'Est étaient le théâtre<sup>1</sup>. Déjà en 1776, le bruit courait que 600 Indiens des tribus Cherokee avec les nations Mingo et Shawnee allaient atteindre les villages du Kentucky. En même temps on s'attendait à une attaque de 1.500 guerriers des tribus Chippewa et Ottawa sur le fort Pitt, la seule fortification de toute la frontière entre la Virginie sud-ouest et le Haut-Alleghany. Le danger imminent fit que les pionniers de cette contrée durent évacuer le pays sur une étendue de deux cents milles<sup>2</sup>. Aussitôt l'hiver fini, les Indiens attaquèrent Harrodsburg, Boonesborough et Logan's Point en Kentucky<sup>3</sup>. C'est alors que Cornstalk, chef des Indiens Shawnee, avertit les Américains de la formation d'une confédération des

1. Les principales tribus des territoires Nord-Ouest étaient les Delawares qui habitaient le pays autour de l'Ohio, les Shawnee et Mingo de la rivière Scioto, les Chippewa de la région des grands lacs, les Wyandot, les Ottawa et les Potowatomi du Lac Michigan, les Kickapoos et les Vermillons de la rivière Wabash. (*Vide James, George Rogers Clark Papers 1771-1782*, Springfield Illinois, 1912, pp. xiv et xv.) Mr James constate que les tribus réunies comprenaient 8.000 guerriers. Il se base sur Morgan; *Letter Book IV*, March 27th 1778 et Schoolcraft, *Archives of Aboriginal Knowledge*, vol. III, p. 560. Selon Mr Morgan les Delawares et Munsee comptaient 600 guerriers, les Shawnee 600, les Mingo 60, les Wyandot 300, les Ottawa 600, les Potowatomi 400, les Chippewa 5.000, les Miami 300, les Kikapoo et les Vermillons 800. Mr Schoolcraft est d'accord avec le chiffre de Mr Morgan pour les tribus Delaware, Mingo, Chippewa, Miami, Kikapoo et Vermillons. Mais les Shawnee, dit-il, avaient 300 combattants, les Wyandot 180, les Ottawa 450 et les Potowatomi 450. Donc selon Morgan les tribus pouvaient mobiliser 8.660 hommes, et selon Schoolcraft elles pouvaient lever une armée de 8.140.

2. *Vide James, op. cit.*, p. xxxiii, note 4.

3. *Vide id.*, pp. xl-xli.

tribus du Nord-Ouest hostile aux colonies<sup>1</sup>. Au courant de l'été l'on apprit des Indiens Moravians qu'une armée de sauvages devait bientôt se diriger sur les postes de l'Ohio. Et quand une bande de guerriers attaqua le fort Henry le 31 août 1777 il sembla que toutes ces menaces se réalisaient<sup>2</sup>.

Pendant les années 1776 et 1777 les autorités américaines avaient déjà dépensé des sommes importantes et fait de grands efforts pour régler ce problème si grave. Au mois de juin 1776, la législature de la Virginie avait nommé six commissaires et voté une somme de £ 2.000 dans le but de conclure un traité avec les tribus de l'Ohio<sup>3</sup>. Quelques mois plus tard, on avait réuni la fameuse conférence de Pittsburg<sup>4</sup> pour obtenir la neutralité des nations indiennes. Mais toutes ces tentatives restant inefficaces, le congrès vota encore 4.000 dollars pour le renforcement des fortifications de Pittsburg<sup>5</sup>.

Ce fut pour trouver le remède à l'hostilité des Peaux-Rouges que George Rogers Clark, un pionnier américain, conçut en 1777 l'idée de conduire une expédition contre Kaskaskia. Il considérait ce peuple français mais relevant de l'Angleterre, comme un centre de propagation du sentiment anti-américain parmi les tribus sauvages. Au sujet de ses habitants, il expliquait à

1. *Vide id.*, p. XL.

2. *Vide id.*, p. XLIII.

3. *Vide id.*, p. XXI.

4. *Vide id.*, p. xxxiv. Cette conférence eut lieu le 10 sept. 1776. Selon James, 640 représentants des tribus indiennes y assistèrent.

5. *Vide id.*, p. XLII; *vide autem Journal of Continental Congress*, VII, pp. 247-256. C'est alors que le général Hand fut chargé de la défense des frontières de l'est. On l'autorisa à enrôler un millier ou plus de miliciens.

Patrick Henry : « La situation reculée de cette ville qui se trouve par derrière plusieurs des nations de l'Ouest, le fait qu'ils sont bien munis de marchandises par le Mississippi leur permettent d'approvisionner les diverses nations, et par leurs présents, ils conserveront une amitié étroite avec les Indiens; et, à moins qu'ils ne soient amenés à la soumission, ils tiendront certainement toutes les nations qui subissent leur influence, dans un état de guerre avec nous pendant la durée de la lutte actuelle<sup>1</sup> ». Il proposait par conséquent la prise de ce poste. « Je comprends l'affaire de cette façon » disait-il, « ou nous devons prendre la ville de Kuskuskies, ou nous devons, avant un an, envoyer une armée contre les Indiens sur le Wabash, ce qui nous coûtera dix fois plus et ne sera pas la moitié aussi utile<sup>2</sup> ».

A la suite de cette proposition, le conseil de la Virginie en janvier 1778, donna à Clark l'autorisation d'entreprendre la conquête de cette dépendance de Québec qui se trouvait au sein du territoire indien. Quand le gouverneur Henry soumit à ses conseillers le plan de Clark, ils y consentirent avec enthousiasme. Ils chargèrent alors Son Excellence de mettre sur pied l'expédition contre Kaskaskia dans le plus bref délai et avec le moins de bruit possible, avancèrent £ 1.200 à Clark qui devait en rendre un compte exact<sup>3</sup>.

1. *Vide James, op. cit.*, p. 31. Lettre de G. R. Clark au gouverneur Patrick Henry, 1777. Clark s'était déjà intéressé de l'occupation et du développement de Kentucky. Il s'était aussi distingué dans plusieurs combats avec les Indiens.

2. *Vide id.*, p. 32. Lettre de Clark à Patrick Henry, 1777.

3. *Vide id.*, p. 33, arrêt du Conseil de la Virginie le 2 janv. 1778.

La campagne dirigée contre l'Illinois en 1778 et les incidents qui suivirent en 1779-1780 marquèrent une période intéressante dans l'histoire des Canadiens français qui occupaient cette région. A cette époque, leur attitude envers les Américains se révéla clairement<sup>1</sup>.

Si Clark voulait réussir dans ses projets sur les français du Mississippi il lui fallait gagner leur sympathie. Quoique son arrivée subite à Kaskaskia, le 5 juillet 1778, eut ému les villageois, il vit que l'insuffisance de ses forces ne lui permettrait pas de s'y maintenir en cas d'hostilité. Il ne pouvait vraiment s'appuyer que sur la bonne volonté des habitants. Aussi quand les gens de Kaskaskia vinrent à lui pour lui demander grâce, il n'hésita pas à leur faire voir les avantages qu'ils auraient à devenir citoyens américains. « Je leur ai dit... que nos principes nous commandaient d'apporter à ceux que nous conquérions, la liberté plutôt que l'esclavage qu'ils redoutaient, et que si je pouvais avoir l'assurance de leur zèle et de leur fidélité à la cause

1. Peut-être est-il utile de donner un résumé des principaux événements de la campagne et de l'occupation de l'Illinois pendant ces années. Au mois de juillet 1778, Clark, avec environ 170 Virginiens prit les villages de Kaskaskia, Cahokia et Vincennes. Le 17 septembre de cette même année, Vincennes retomba entre les mains des forces britanniques commandées par Sir Henry Hamilton, lieutenant-gouverneur pour la région de Detroit. Mais le 25 février 1779, Clark reprit Vincennes et fit Hamilton prisonnier. Pendant que ces événements se déroulaient, le gouvernement de la Virginie avait donné une Constitution provisoire au pays qui devenait maintenant le comté de l'Illinois. Au mois de mai 1779 John Todd le lieutenant de comté arriva pour prendre charge de la milice et de l'administration civile. Il nomma un commerçant américain, Richard Winston, commandant de milice à Kaskaskia. Ensuite, il choisit François Trottier, habitant français de Cahokia, et le capitaine Leonard Helm officier dans l'expédition de Clark pour remplir cette fonction à Cahokia et à Vincennes. Dans chacun de ces trois centres, il établit une Cour civile composée de plusieurs magistrats élus par les habitants. Les soldats virginiens restés à Illinois pour assurer la protection du pays formaient les trois détachements de Kaskaskia de Cahokia et de Vincennes, ayant respectivement à leur tête les capitaines John Williams, Richard McCarty et James Shelby.

américaine, ils jouiraient immédiatement de tous les privilèges de notre gouvernement ». Et lorsque le Père Gibault demanda la permission de continuer l'exercice de ses fonctions religieuses, sa requête fut immédiatement accordée. A ce sujet, Clark écrivait : « Il m'a demandé si je lui laisserais la liberté de remplir ses devoirs dans son Eglise. Je lui ai répondu que je n'en occupais pas des églises excepté pour les protéger contre les insultes ; que selon les lois de cet Etat sa religion avait autant de droits que les autres<sup>1</sup> ».

Dans ses efforts pour établir l'autorité américaine sur l'Illinois, par des moyens plutôt pacifiques, Clark remporta un succès qui égalait la mesure de ses espérances. Selon son récit, il sembla que ce fut avec beaucoup d'enthousiasme que les habitants de Kaskaskia devinrent citoyens américains. En vérité si St-Michel et ses légions d'anges étaient apparus à ce moment les habitants de Kaskaskia n'auraient pu faire une plus imposante démonstration de bonheur que celle témoignée à Clark et à sa bande de Virginiens en hail-lons. « Ils décorèrent les rues de fleurs et de pavillons de diverses couleurs et complétèrent leur joie par des chants<sup>2</sup> ».

Plusieurs des citoyens principaux de la ville accompagnèrent le Capitaine Bowman, l'envoyé de Clark, à Cahokia, où ils décidèrent leurs frères à se joindre aux Américains. A propos de cet incident, Clark faisait allusion « aux gentilshommes français qui appelaient

1. Vide James, *op. cit.*, p. 121. Lettre de Clark à Mason, 9 nov. 1779.

2. Vide *id.*, p. 123.

le peuple à accepter un sort plus heureux, ce qu'ils firent sans beaucoup d'hésitation<sup>1</sup>». De la même manière le poste de Vincennes se soumit à l'instance du Dr Lafont et du Père Gibault de Kaskaskia<sup>2</sup>. En vérité, comme disait Barthélemy Tardiveau, « l'on appelait ceci une conquête, mais c'était indiscutablement une conquête des esprits<sup>3</sup> ».

Les Français qui avaient ainsi assuré de leur fidélité la Virginie, se montraient disposés à travailler dans les intérêts de la cause qu'ils venaient d'épouser. Leur premier service fut de mettre Clark en bonnes relations avec les Indiens qui vivaient en très bons termes avec eux et suivaient facilement leurs conseils. Au sujet des tribus, Clark écrivait : « Mon arrivée subite les a mis dans la plus grande consternation; en général, ils sont en guerre contre nous, mais l'affection que les Français et les Espagnols nous témoignent les trouble. Ils ont conféré avec les commerçants français pour savoir ce qu'ils devaient faire, et, naturellement ils ont été conseillés de venir vers nous solliciter la paix<sup>4</sup> ». La présence de Clark dans ce pays, et les sollicitations des Français produisaient évidemment de bons résultats, car les Kikapoo et les Piankashaw de la rivière Wabash, les Kaskaskia, les Peoria, les Mechigami, les

1. *Vide id.*, p. 122.

2. *Vide id.*, p. 122.

3. *Vide Alvord, Kaskaskia Records*, Springfield Illinois, 1909, p. 454. Mémoire de Barthélemy Tardiveau du 28 février 1788. Mr Tardiveau était un commerçant et voyageur français qui visita l'Illinois en 1787. Il s'occupa d'obtenir des concessions de terre pour les habitants de cet endroit. Afin de réaliser son projet, il adressa au Congrès en 1787 et 1788, plusieurs mémoires faisant allusion à l'état de l'Illinois en 1778 après l'expédition des Virginiens.

4. *Vide James, op. cit.*, p. 123. Lettre de Clark à Mr Mason, le 19 nov. 1779; et p. 239, mémoire de Clark.

Fox, les Sauk, les Illinois, les Potowatomi et les Chippewa des rivières Illinois et Mississippi vinrent tous faire la paix avec les colonies<sup>1</sup>.

Non seulement les Français de l'Illinois parlaient en faveur des Américains, mais ils donnaient des preuves matérielles de la sincérité avec laquelle ils embrassaient la cause de la révolution. Lorsque Vincennes tomba de nouveau aux mains des Anglais et des Canadiens de Détroit, le 17 septembre 1778, Clark fit appel aux marchands de Kaskaskia pour équiper une expédition de revanche. Entre le 20 décembre et le 5 février il obtint \$ 11.102<sup>2</sup>, et même après qu'il eut repris la ville le 25 février 1779, les habitants de Kaskaskia, continuaient néanmoins à fournir des provisions aux troupes. Le 14 juillet 1779, Clark certifia que les habitants avaient mis à sa disposition toute la farine qu'ils étaient capables de fournir<sup>3</sup>. Au mois d'août 1779, afin de satisfaire aux demandes des Américains les magistrats de Kaskaskia réquisitionnèrent chez les habitants selon leurs moyens. Patrick Kennedy, qui s'occupait du ravi-

1. *Vide id.*, pp. 123, 124. Lettre de Clark à Mason, 19 nov. 1779; p. 172. Lettre de Clark au gouverneur Henry, le 29 avril 1779. Les Potowatomi et Chippewa qui occupaient les territoires autour des Grands Lacs, étaient hostiles aux Américains. Cependant plusieurs de leurs tribus qui habitaient la région des rivières Mississippi et Illinois avaient subi l'influence de Clark et vécurent plutôt en bon accord avec lui pendant quelques mois. Mais plus tard, eux aussi s'opposèrent aux colonies, parce que Clark se trouva impuissant à combattre l'influence britannique à Détroit et parce que les Américains des frontières adoptèrent parfois des mesures provocantes. L'œuvre de Clark, néanmoins, fut très avantageuse pour les colonies américaines. Plusieurs des tribus continuèrent à appuyer la cause révolutionnaire et beaucoup devinrent moins fidèles aux Anglais, ce qui empêcha ces derniers de faire la conquête générale de la frontière occidentale des colonies.

2. *Vide Alvord, Illinois Historical Collections*, vol. II, p. XLVI. *Vide English, Conquest of the Country Northwest of the river Ohio*, Indianapolis, 1896, vol. II, p. 1054 « Clark's account against Virginia ».

3. *Vide Alvord, Kaskaskia Records*, p. 105. Certificat de George Rogers Clark daté du 14 juillet 1779

taillement des troupes, put constater que 54.600 livres de farine lui furent livrées durant cet automne<sup>1</sup>. Parmi ceux qui rendirent ainsi de grands services aux Américains, il faut signaler Charles Gratiot, Gabriel Cerré et Mr Charleville. Gratiot en novembre 1778 avait prêté \$ 2.880 à deux capitaines américains, John Williams et John Harrod<sup>2</sup>; Charleville et Cerré avaient tous deux contracté des engagements afin d'aider Clark : l'un était devenu débiteur de M. Devillier pour fournir de la farine, tandis que l'autre était redevable de 1.200 livres de pelleterie qui lui avaient permis d'obtenir des provisions pour l'armée<sup>3</sup>. En vérité, ces gens avaient raison de dire en parlant des Virginiens : « Nous nous sommes empressés à les approvisionner et pendant plusieurs années nous avons donné nos pelleteries et nos marchandises jusqu'à ce que nous n'ayons plus rien à donner<sup>4</sup> ».

Si les habitants de ce pays donnaient leur argent, ils donnaient aussi leurs hommes. Clark n'était pas arrivé à Kaskaskia depuis longtemps que les jeunes gens du village prenaient place dans ses rangs pour remplacer les soldats américains retournés chez eux au terme de leur engagement. Dans l'expédition de Clark contre Vincennes en février 1779, on comptait environ soixante

1. *Vide id.*, p. 116. \* Liste de payeurs rédigée par Patrick Kennedy \*  
*Vide id.*, pp. 59-60.

3. *Vide id.*, p. 105. Certificat de George Rogers Clark, 14 juillet 1779  
*Vide id.*, pp. 102-103. Lettre de Gabriel Cerré à George Rogers Clark, le 12 juillet 1779. Les familles Legras, Bauvais, Duplasy, Bienvenu, Barbeau, Godin, Trottier, Girault, Lacroix et Bosseron, ouvrirent aussi du crédit aux Virginiens. (*Vide*, James, *op. cit.*, p. 435. Lettre de Mr Legras à G. R. Clark, le 1<sup>er</sup> août 1780. *Vide autem* Alvord, *Illinois Historical Collections*, vol. II, p. li, et English, *op. cit.*, vol. II, p. 1040.

4. *Vide* Alvord, *Kaskaskia Records*, pp. 454-455. Mémoire de Barthélemy Tardiveau du 28 février 1788.

volontaires de Kaskaskia et de Cahokia<sup>1</sup>. Les volontaires français se distinguèrent de nouveau en 1780, quand les forces britanniques essayèrent de reprendre l'Illinois. Le 17 juillet de cette année les habitants de Kaskaskia chassèrent de chez eux une bande considérable d'Indiens; le mois suivant ceux de Cahokia refoulèrent l'expédition du capitaine Langlade<sup>2</sup>. En parlant des soldats américains, ces braves gens avaient bien le droit de dire dans leur français singulier : « Et nous avons joint nos armes avec eux<sup>3</sup> ».

Telle fut l'assistance que donnèrent les Français de l'Illinois aux colonies qui se révoltaient. Par leurs conseils, ils disposèrent les Indiens en faveur des Virginiens; de leurs biens et leur personne, ils les soutenaient contre l'Angleterre. En échange, ils espéraient jouir des avantages qui leur avaient été promis; mais ils éprouvèrent en réalité plutôt des désillusions et ne connurent que les difficultés éprouvées par les Américains dans leur lutte pour l'indépendance.

A cause de leur changement de maître les désavantages d'une monnaie dépréciée furent parmi les premiers maux dont ils souffrirent. Au moment de la prise de

1. *Vide James, op. cit.*, p. 345. Lettre du capitaine John Rogers à Jonathan Clark, le 7 juillet 1779. On forma les volontaires en deux compagnies. Celle de Cahokia fut commandée par le capitaine Mc Carty, et celle de Kaskaskia par un des habitants français François Charleville. (*Vide id.*, p. 156, le journal du capitaine Bowman.)

2. *Vide Alvord, Illinois Historical Collections*, vol. II, p. LXXXVIII; *vide James, op. cit.*, p. cxxxiv. Au mois d'août 1780, les Anglais avaient adopté un plan pour regagner l'Illinois. Le capitaine Hesse devait attaquer le village espagnol de St-Louis sur la rive droite du Mississippi. En même temps, le capitaine Langlade devait se diriger contre Cahokia sur la rive gauche. Les deux attaques échouèrent.

3. *Vide Alvord, Kaskaskia Records*, p. 363. Mémoire adressé au Congrès le 22 juin 1784. Ce document, bien entendu, fait allusion au service que les habitants de l'Illinois avaient rendu aux Virginiens après la conquête du pays.

l'Illinois en 1778 par Clark, le dollar « continental » était tombé à 20 % de sa valeur. Les pauvres habitants, ignorant de cette situation financière avaient accepté cette monnaie au pair<sup>1</sup>. Ainsi ils se trouvèrent n'avoir reçu qu'une quantité énorme de papier presque sans valeur. Ce fut alors que le Congrès décida de faire rentrer avant le 17 juin 1779 les émissions du 20 mai 1777 au 11 avril 1778. Cette mesure cependant ne fut pas connue dans l'Illinois avant le mois de juillet alors qu'il était trop tard pour les habitants de se faire rembourser. Ils subirent d'un seul coup, une perte de \$ 40.000<sup>2</sup>. Peu après, Mr Todd qui avait été chargé du gouvernement civil de l'Illinois chercha d'autres moyens de diminuer la quantité de monnaie de papier en circulation pour affermir le crédit de l'Etat. Son procédé ne fut pas plus heureux. Au courant de l'été 1779 il proposa aux habitants de leur emprunter \$ 33.333 de monnaie papier, contre des certificats qu'ils pourraient échanger au bout de deux ans contre des terres ou pour de la monnaie-or ou argent, au gré du gouvernement. Ils souscrivirent pour de larges sommes et reçurent leurs certificats, mais alors le projet tomba. Le peuple Illinois était une fois de plus victime de la situation instable du système monétaire américain<sup>3</sup>.

Le procédé que les Américains avaient adopté de

1. *Vide* James, *op. cit.*, p. 431. A ce sujet, les habitants de Vincennes se plaignaient ainsi au gouverneur de la Virginie le 30 juin 1781 : « ... les officiers autorisés pour les finances et autres ont assuré avec célérité que les Monoies Continental Etoit valeur en Métail, nous avons Eu la Bonne foy de les recevoir pour tel ».

2. *Vide* Alvord, *Illinois Historical Collections*, vol. II, p. xxi.

3. *Vide id.*, p. xxiii.

payer avec des lettres de change devint une autre source de difficultés pour les habitants de l'Illinois. Au début du régime américain ils avaient été très satisfaits de ce mode de règlement, parce qu'ils se faisaient rembourser en monnaie argent chez Mr Oliver Pollock, agent américain à la Nouvelle-Orléans. Mais déjà au printemps 1779 Mr Pollock avait épuisé ses finances au point qu'il ne pouvait plus accepter les traites qui venaient de l'Illinois. Le 24 juin Mr Perrault se plaignait à la cour de Kaskaskia qu'il avait pour \$ 2.727 de traites dont il ne pouvait pas se faire payer<sup>1</sup>. Mr Cérre déclarait qu'il ne pouvait rien faire avec les lettres de change qu'on lui avait données en paiement de \$ 1.238 de marchandises<sup>2</sup>. Beaucoup d'autres personnes se trouvèrent sans doute dans la même situation, car au mois de juin 1781 les habitants de Vincennes écrivaient au Congrès : « Le colonel Clark a payé en Echange tirés sur le trésor de Virginie qui sont encore à payer<sup>3</sup> ». Clark reconnaissait lui-même dans une lettre au gouverneur Jefferson la justesse de la plupart des réclamations faites par les habitants de l'Illinois au sujet des avances qu'ils avaient ainsi faites aux Américains<sup>4</sup>.

Outre l'inconvénient qui provenait d'une monnaie sans valeur, et le non-paiement des lettres de change, les réquisitions militaires pesèrent lourdement sur le

1. *Vide* Alvord, *Kaskaskia Records*, pp. 98-101.

2. *Vide id.*, p. 102. Lettre de Gabriel Cerré à Clark le 12 juil. 1779.

3. *Vide* James, *op. cit.*, p. 431. Pétition des habitants de Vincennes au gouverneur de la Virginie le 30 juin 1781.

4. *Vide id.*, p. 563. Lettre de Clark au gouverneur Jefferson le 10 juin 1781. Jefferson succéda à Patrick Henry comme gouverneur de la Virginie.

peuple. En automne 1779 la question de l'approvisionnement de l'armée était devenue très grave. Il y eut de très grandes difficultés d'obtenir encore du crédit; quelques habitants avaient déjà subi de telles pertes qu'ils ne voulaient plus donner davantage, tandis que d'autres n'avaient plus rien à donner<sup>1</sup>. En septembre le lieutenant de comté, Todd, ne réussissant plus à obtenir des provisions à crédit, abandonna le peuple au commandant militaire, le colonel Montgomery<sup>2</sup>. Celui-ci pas plus que Todd ne put persuader les habitants de lui fournir les articles nécessaires sans argent ou pelleterie en échange<sup>3</sup>. Mais il n'avait à sa disposition ni l'une ni l'autre de ces ressources. Il ne pouvait pas obtenir de Todd l'autorisation de se servir d'un fond de pelleterie acheté à St-Louis<sup>4</sup>; il ne pouvait pas non plus s'attendre à recevoir de l'argent de la Virginie appauvrie<sup>5</sup>. Le seul moyen qui lui restât alors, ce fut de prendre par force les vivres dont il avait besoin<sup>6</sup>.

1. *Vide* Alvord, *Kaskaskia Records*, p. 437.

2. *Vide id.*, p. 129. Lettre du Colonel Montgomery à Clark, le 5 oct. 1779.

3. *Vide id.*, p. 126. Lettre du Colonel Montgomery à Clark le 2 août 1779.

4. *Vide id.*, p. 128. Lettre de John Todd à Clark le 3 août 1779. Au sujet du fond de pelleterie dont il est question Todd écrivait : « J'ai fait dernièrement l'achat de 21.000 livres de pelleteries avec lesquelles je pourrais toujours acheter des provisions ici; il me semble préférable, pour le moment, que les troupes soient approvisionnées par d'autres moyens ». Pour s'excuser d'avoir ainsi refusé à Montgomery l'usage du fond de pelleterie, Todd disait qu'il avait l'intention de le mettre à la disposition de l'expédition que Clark allait conduire contre le Détroit au printemps. (*Vide id.*, p. 138. Lettre de Montgomery à Clark du 5 octobre 1779.)

5. *Vide* James, *op. cit.*, p. 389. Le 29 janvier 1780, le gouverneur Jefferson de la Virginie écrivait à Clark : « Moins vous dépendrez de nous pour les provisions, moins vous serez désappointés par les obstacles que présentent la distance et un commerce très incertain avec les étrangers ».

6. *Vide* Alvord, *Kaskaskia Records*, p. 150. Lettre de Montgomery à Winston du 5 mars 1780. Winston était commandant de milice à Kaskaskia. Il remplissait provisoirement les fonctions de lieutenant de comté

Naturellement les habitants considérèrent cette mesure comme une grande injustice. Ils adressèrent des plaintes lamentables au gouvernement : « Lorsque nous avons Eû fournis pour ces monoie Toutes nos provisions et marchandises; les Virginians ont Crû de permettre de nous prendre de vive force nos Biens et nos Vivres et même le peut que nous Réservions à nous alimenter. Votre Excellence saura de plus qu'après Ses premières Vexassion ils en ont commis d'autres plus Violente en tuant nos Bêtes à Cornes dans les Champs, nos pourceaux dans nos Cours, prendre nos farine dans les moulins nos mâys dans nos Greniers les armes à la main et coucher Enjoue ceux des notres qui vouloit y opposer<sup>1</sup> ».

L'hostilité croissante des Indiens, leurs anciens amis fut un autre malheur pour les Français de l'Illinois qui s'étaient attachés aux colonies. Plusieurs tribus qui avaient conclu la paix avec les Américains en 1778 commençaient dès 1780 à changer de sentiment. Voyant

après que Todd quitta l'Illinois en novembre 1779. Montgomery lui écrivait : « Je suis dans l'obligation pénible de vous faire part de la situation malheureuse dans laquelle se trouvent mes troupes et je vous prie (comme vous êtes le chef du département civil) de convoquer vos officiers de milice et vos magistrats pour leur demander de nous fournir une quantité de provisions suffisantes pour nous permettre d'attendre l'arrivée de notre viande... comme je ne veux pas les prendre au dépourvu, veuillez les avertir de préparer leurs fusils — car s'ils ne fournissent pas les provisions demandées je les considérerais comme traîtres à la cause américaine et les traiterais comme tels ».

1. *Vide James, op. cit.*, p. 430. Pétition des habitants de Vincennes au gouverneur. Ces accusations sont pour la plupart vraies. Le 14 octobre 1780, le capitaine Mc Carty écrivait à John Todd : « ... bref nous sommes devenus les monstres détestés de tout un peuple, parce qu'enous réquisitionnons leurs chevaux, leurs bateaux, etc., et nous tuons leurs bêtes, etc. sans leur donner aucune compensation ». (*Vide id.*, p. 460. Lettre de Mc Carty à Todd le 14 octobre 1780.) Il est plus que probable que les soldats traitaient les habitants de l'Illinois avec trop de sévérité, car Todd écrivait à Jefferson : « Je suis convaincu que nos amis français ont les plus justes causes de mécontentement ». (*Vide id.*, p. 529. Lettre de Todd à Jefferson le 15 avril 1781.)

la pauvreté des colonies, ils se tournèrent vers la Grande-Bretagne qui pouvait leur offrir des avantages d'ordre matériel<sup>1</sup>. Ainsi les habitants de l'Illinois étant citoyens américains devenaient les victimes de ceux qui avaient été autrefois leurs alliés. Dans leur désespoir les habitants de Kaskaskia écrivaient au chevalier de la Luzerne au sujet de leur pays environné de « barbares » qui étaient en partie leurs « Ennemis par les Révolutions de la guerre<sup>2</sup> ». Ceux de Cahokia faisaient appel à Clark : « Monsieur, dans la situation déplorable où nous nous trouvons à présent, nous vous députons la personne de Mr Charles Gratiot l'un de nos citoyens pour vous représenter notre détresse et la Calamité où les Nations sauvages de tous Côtés nous réduisent<sup>3</sup>. »

Sous le poids de toutes ces difficultés le peuple de

1. *Vide id.*, p. 404. Lettre de Clark à John Todd mars 1780 : « Selon les rapports si semblables que nous recevons de tous les postes de l'Illinois, je suis convaincu que les Anglais regagnent les sentiments d'intérêt de plusieurs tribus d'Indiens. Bien qu'il y ait peu de soldats britanniques dans les environs des Lacs cette lacune est entièrement compensée par leur grande quantité de marchandises et vous connaissez très bien l'effet qu'elles produisent sur l'attitude des sauvages ». *Vide autem Alvord, Kaskaskia Records*, p. 164. Lettre du colonel de la Balme à M. de la Luzerne le 27 juin 1780. Le colonel Augustin Mottin de la Balme était un officier venu de France pour prêter son concours à la révolution américaine. En 1777, le Congrès le nomma inspecteur général de cavalerie. Mais peu après, il démissionna. En 1780, on l'envoya à l'Illinois pour engager les Français dans une expédition contre le poste britannique à Detroit. Pendant qu'il remplissait cette mission, il visita plusieurs tribus d'Indiens afin d'obtenir leur faveur, mais il les trouva mal disposés envers les colonies.

2. *Vide Alvord, Kaskaskia Records*, p. 199. Pétition des habitants de Kaskaskia adressée à « Son Excellence Monseigneur Le Chevalier de la Luzerne ambassadeur pour Sa Majesté très Chrétienne auprès des Etats-Unis, etc. ».

3. *Vide James, op. cit.*, p. 414. Pétition des habitants de Cahokia adressée à Clark le 11 avril 1780. Les Potowatomi, les Sauk et les Fox étaient parmi les tribus qui devenaient maintenant hostiles aux colonies. Le 20 février 1780, Pierre Prévost écrivait à Clark : « Il convient que Je vous Instruise de ce qui Se passe icy Contra Les Etats d'amérique. Il est parvenu aux Sacs et aux renards deux colliers avec deux Chevelures Bastonnoises apportées par les poux (tribus d'indiens) Venant du détroit qui disent à ses gens icy que S'ils ne frappent pas Sur Vous que la Guerre leur Sera déclarée Par toutes les autres nations et La troupe du Roy ».

l'Illinois chercha divers moyens de se défaire de son fardeau. Quelques-uns quittèrent leur village espérant vivre en toute tranquillité sur la rive espagnole du Mississippi. Dans un mémoire adressé au gouverneur de la Virginie on peut recueillir la plainte suivante : « Tous ces mauvais traitements Sont La Cause que de nos meilleurs habitants Se Sont Retirer Sous le gouvernement Espagnol, Et d'autre qui attendent Votre Justice préférant Les Loix despagne ; à la tyrannie ét despotisme quils ont Souffert de la part de Vos Gens<sup>1</sup>. »

D'autres croyaient que la France allait les délivrer des souffrances que le régime virginien leur avait imposées. Le colonel Mottin de la Balme arrivait dans l'Illinois en 1780 et proclama que le congrès américain et le Roi français protégeraient les habitants contre les Virginiens<sup>2</sup>. Cette mention de la France fit naître

1. *Vide* Alvord, *Kaskaskia Records*, p. 238. Pétition des habitant<sup>s</sup> de Kaskaskia adressée au gouverneur de la Virginie le 4 mai 1781. L'émigration dont il est question est mentionnée dans d'autres document<sup>s</sup> de cette période surtout dans deux mémoires des habitants de l'Illinois en date de mars 1783, (*vide id.*, pp. 237 et 348). On peut ajouter le témoignage de Mr de Montbrun qui remplaça Mr Winston dans les fonctions provisoires de lieutenant de Comté. (*Vide id.*, p. 361, lettre de Timothé de Montbrun au Congrès le 16 juillet 1784). Il est certain que plusieurs des principaux citoyens de l'Illinois quittèrent ainsi le territoire américain. Mr Cerré et Mr Gratiot partirent en 1780. Dix ans plus tard, le recensement des habitants indiquait que Jean-Baptiste et Antoine Bauvais, Vitale, Corset, Lasource, Charleville, Morin, de Montbrun, Langlois, Levasseur, Lafont et Carbonneaux, avaient tous abandonnés ce pays. (*Vide* Alvord, *Illinois Historical Collections*, vol. II, p. CXLIV.)

2. Lorsque le colonel Mottin de la Balme arriva dans l'Illinois en 1780 pour organiser une expédition contre Détroit, les habitants refusèrent, de marcher avec les Virginiens. Voulant intéresser les français de Kaskaskia, Cahokia et Vincennes à son projet, il leur dit le Congrès défavorable à l'occupation virginienne et ignorant des maux que la Virginie avait attirés sur eux. (*Vide* Alvord, *Kaskaskia Records*, p. 182. « Adresse aux Français établis sur les rives du Mississippi par Mr Mottin de la Balme, colonel français et pensionnaire du Roy de France. ») De la Balme assembla une partie des habitants français et se mit en route pour Détroit, au courant de l'hiver 1781. Après avoir attaqué avec succès un poste sur la rivière Miami, il fut vaincu et tué dans un combat engagé contre les Indiens. (*Vide* Alvord, *Illinois Historical Collections*, vol. II, p. xcii.)

pendant quelque temps un vain espoir chez les habitants de Vincennes, de Cahokia et Kaskaskia. Ils déclarèrent au colonel de la Balme : « C'est donc Monsieur avec toute l'affection et zèle que nous vous promettons que vous voudrez bien vous intéresser à nos malheurs et parler en notre faveur : fasse le ciel que par votre interception nous puissions parvenir un jour à ce que nous aspirons qui n'est autre chose que le bonheur et nous revoir tous françois<sup>1</sup>. » De la même façon ils écrivaient au chevalier de la Luzerne, le ministre français : « Une fois que nous aurons expulsé nos Tirans et que la France voudra bien reconnaître notre absolue indépendance, ses alliés seront les nôtres ; et comme nous n'avons rien de plus au cœur que de donner des preuves, non équivoques, de la respectueuse et tendre affection que nous avons conservée pour le Roi de France, notre ancien Souverain, que nous nous reposons entièrement sur sa Bienveillance, ses volontés seront Constamment notre Règle à cet Egard<sup>2</sup> ». Ces espoirs non réalisés témoignent jusqu'à quel point les habitants de l'Illinois désiraient s'affranchir des colonies. Les Français qui avaient brisé leurs liens avec la province de Québec en 1778, voulaient en 1780 rejeter l'autorité des Virginiens, qu'ils avaient reçus comme des messagers de liberté.

1. Vide Alvord, *Illinois Historical Collections*, vol. II, p. 551. Mémoire des habitants de Cahokia adressé au colonel Mottin de la Balme en septembre 1780.

2. Vide James, *op. cit.*, p. 441. Mémoire des habitants de Vincennes adressé au chevalier de la Luzerne, le 22 août 1780.

Voilà l'histoire de deux entreprises militaires dirigées contre le territoire de Québec. La campagne au sein de la province en 1775 et la conquête d'une de ces frontières en 1778 sont deux événements qui nous révèlent à quel point l'Acte de Québec a pu inspirer aux Canadiens français des sentiments d'attachement à la Grande-Bretagne. Les seigneurs et le clergé, étroitement en rapport avec les officiers du gouvernement britannique, furent privilégiés par la nouvelle constitution; ils aidèrent les soldats anglais à sauver le Canada en 1775 et 1776. Mais en général les habitants peu sympathiques aux classes dirigeantes, montrèrent peu d'enthousiasme pour l'acte de Québec; et ils restèrent en effet, plus ou moins indifférents au sort du Canada pendant l'invasion américaine. Quant aux villages de l'Illinois, trop éloignés du centre du gouvernement, trop récemment incorporés dans la province de Québec, ils furent moins sensibles encore aux effets de la Constitution de 1774. Ces habitants avaient renoncé facilement à leur fidélité envers la Grande-Bretagne à l'entrée de Clark en 1778. Ils avaient même espéré avec son concours redevenir libres et français, espoir qui d'ailleurs fut déçu. Ainsi l'Acte de Québec en favorisant seulement une partie de la population n'engagea que la minorité des Canadiens français à prendre les armes contre les révolutionnaires américains.

---

### CHAPITRE III

#### L'ACTE CONSTITUTIONNEL

---

Le danger imminent d'une rébellion dans les colonies avait en grande partie déterminé le caractère de l'Acte de Québec; les expéditions américaines contre le Canada avaient mis à l'épreuve l'un des desseins les plus importants qui avaient inspiré les auteurs de cette constitution; les suites de la révolution devaient se faire voir sur les nouveaux développements politiques au Canada.

La séparation de l'Angleterre avec ses treize anciennes colonies, fit apparaître un nouvel élément dans la société canadienne. Un grand nombre de colons américains, ne voulant pas perdre leur nationalité britannique émigrèrent aux colonies restées fidèles à l'Angleterre. Au courant des années 1782 et 1783, la Nouvelle-Ecosse reçut environ 30.000 de ces « Loyalistes » qui s'établirent dans la partie sud de la péninsule et aussi dans région du nord de la baie de Fundy<sup>1</sup>. Pendant la même période la province de Québec devint le refuge de six ou sept mille réfugiés américains dont la plupart prirent des terres sur les rives nord des lacs Erié et On-

1. Voir les chiffres du Gouverneur Parr de la Nouvelle-Ecosse, qui se trouvent dans Wallace, *The United Empire Loyalists*, Toronto, 1914, (*Chronicles of Canada*, vol. XIII).

tario et de la rivière St-Laurent en haut de Montréal<sup>1</sup>.

Cette population anglaise introduite ainsi dans la province de Québec fournit un appui considérable à ceux des Canadiens qui désiraient des institutions plus conformes à celles de la Grande-Bretagne. Les commerçants britanniques trouvèrent dans cette population un nouvel instrument dans leur lutte qu'ils poursuivaient contre la forme de gouvernement établi par l'Acte de Québec<sup>2</sup>. Au mois de novembre 1784, cinq cents

1. Mr. W. D. Lighthall dans son article, *The Loyalists and Disbanded Soldiers of the American Revolution*, mentionne une liste de 5.628 Loyalistes établis dans la province de Québec en 1784. (Vide, *Canada and its Provinces*, vol. XV, *The Province of Quebec*, Toronto, 1914, p. 146). Il est probable qu'il y en avait davantage. Mr. Wallace en compte environ 7.000. (Vide Wallace, *op. cit.*, p. 93.) Dans le « Rapport du Comité du Conseil relatif aux Cours de Justice », rédigé à Québec en janvier 1788, les conseillers Mabane et Saint-Ours constataient la présence d'environ 6.000 Loyalistes dans la province. Ces deux hommes s'opposaient à l'établissement de certains districts dans lesquels les Loyalistes auraient pu jouir de leurs propres institutions juridiques, donc il est vraisemblable qu'ils aient exagéré le nombre des nouveaux colons britanniques dans la province de Québec. (Vide Shortt and Doughty, *Documents relating to the Constitutional History of Canada, 1759-1791*, Ottawa, 1918, p. 880).

2. Depuis le début du régime de l'Acte de Québec en 1774, certains groupes dans la province demandaient que les procès relatifs aux affaires commerciales soient solutionnés conformément aux lois anglaises et par des jurys. Ils basaient leur réclamation sur l'article 12 des instructions envoyées à Carleton en 1775. Cet article proposait que le Gouverneur et le Conseil législatif considèrent, « si les lois anglaises ne devraient pas, sinon entièrement, du moins en partie, servir de règle dans tous les cas d'action personnelle au sujet de dettes, de promesses, de contrats et de conventions en matière commerciale ou autres, et aussi des torts qui doivent être compensés par les dommages et intérêts ». (Vide Shortt and Doughty, *op. cit.*, p. 599.) D'accord avec ses instructions, Carleton proclama le 25 février 1777, une « ordonnance pour Réglementer la Procédure dans les Cours de Justice Civiles dans la Province de Québec. » Selon l'article 7 de cette ordonnance : « Pour établir la preuve des faits, en matière commerciale, l'on aura recours dans toutes les cours de juridiction civile dans la province de Québec, aux règles régissant la preuve prescrites par les lois anglaises ». (Vide Shortt and Doughty, *op. cit.*, p. 684.) Ce fut l'occasion pour le parti britannique dans la province de Québec de demander l'usage plus étendu de la procédure anglaise dans les cours civiles de la province. Mr. Harrison désirait ajouter à l'article 7 l'amendement suivant : « Et les juges sont requis par les présentes de décider suivant la preuve en matière de droit et de fait conformément aux lois et coutumes d'Angleterre ; et dans toutes les actions pour une valeur au-dessus de dix livres sterling il sera accordé un jury à la demande de l'une ou l'autre des parties ». (Vide Shortt and Doughty, *op. cit.*,

commerçants de Montréal et de Québec qui réclamaient le droit commercial anglais et une assemblée législative déclarèrent que la présence des Loyalistes dans la province obligeait l'Angleterre à modifier les institutions de sa colonie. Dans leur pétition ils disaient : « Votre Majesté comprendra tout de suite qu'un gouvernement semblable ou supérieur à celui sous lequel ils naquirent, vécurent et furent heureux sera considéré par ses infortunés sujets comme une preuve bienveillante des soins et des égards paternels de Votre Majesté pour eux<sup>1</sup>. »

p. 692.) Après que son projet d'amendement fut rejeté, Mr Harrison, avec quatre autres conseillers législatifs MM. Finlay, Dunn, Alsopp et Johnson, rédigea un projet pour l'établissement d'une Chambre de Commerce. Les directeurs de cette association devaient constituer, « un conseil d'arbitres autorisé à décider au mieux de leurs connaissances et de leur jugement, toutes les contestations en matière commerciale, soumises avec le consentement mutuel des parties ». (*Vide id.*, p. 693.) L'adoption de cette proposition aurait donné aux marchands anglais un moyen de solutionner les questions commerciales en dehors des cours régulières qui basaient leurs jugements sur les coutumes françaises. L'agitation menée par le groupe de commerçants anglais produisit enfin des résultats en 1785. Car au mois d'avril de la même année le Lieutenant gouverneur Hamilton autorisa l'usage des jurys dans certains procès. Selon l'article 9 de son ordonnance du 21 avril, toutes contestations au sujet de « dettes, promesses, engagements et différends concernant seulement le commerce », et « de diffamations entraînant des dommages » pouvaient à l'option de l'une des parties être plaidées devant un corps de jurés. (*Vide id.*, p. 783.)

1. *Vide id.*, p. 743. Un groupe de Canadiens français s'étaient maintenant allié au parti britannique, car la pétition de 1784 était soutenue également par les marchands français et anglais de la province. L'élément commercial à Québec avait beaucoup d'appui à Londres. Une lettre des commerçants de Montréal adressée à leurs collègues de Londres nous renseigne sur les démarches que ceux-ci avaient déjà faites auprès de Lord Sydney, le « Home Secretary ». La lettre se termine ainsi : « Nous sommes très heureux de remarquer que vous considérez le bien-être de cette province si intimement lié avec vos propres intérêts, que les vôtres et les nôtres réunis deviennent l'objet de votre attention constante, et nous comptons obtenir par vos efforts l'assistance la plus efficace pour l'accomplissement de nos vœux ». (*Vide id.*, p. 802, lettre envoyée de Montréal le 2 nov. 1785 à MM. Phyn et Ellice, Robert Rashleigh et C<sup>o</sup>, J. Strachan, J. Mc Kenzie et C<sup>o</sup>, Dyer Allen et C<sup>o</sup>, Robt. Hunter, John Strettel and John Paterson, London. » Dans une lettre analogue envoyée de Québec, nous lisons : « Nous vous prions de mettre sans délai nos requêtes devant les deux Chambres du Parlement à l'ouverture de la session prochaine, et de prier les membres qui les présenteront d'appuyer instamment sur la demande concernant une Chambre d'Assemblée ». (*Vide id.*, p. 804.) Il y avait deux versions, française et

Ainsi les besoins des Loyalistes correspondaient aux désirs des marchands. Les Loyalistes cependant comptaient plutôt sur leurs propres efforts que sur ceux des marchands. Déjà en 1785 ils demandaient que leur district formât un gouvernement distinct, subordonné à celui de Québec. Ils espéraient pouvoir établir chez eux les coutumes anglaises en ce qui concernait les cours de justice et la tenure des terres<sup>1</sup>. Au mois de décembre de l'année suivante les magistrats de Cataraqui écrivaient : « A notre avis rien n'assurerait autant la prospérité de ces établissements que la concession des terres à des conditions analogues à celles imposées dans le reste de l'Amérique britannique<sup>2</sup>. » Dans la même lettre, ils exprimaient le désir d'avoir des cours de juridiction civile et criminelle dont le procédure serait réglée « conformément autant que possible aux lois de l'Angleterre. » Les magistrats d'Oswegatchie soutenaient aussi vigoureusement ces demandes<sup>3</sup>. Enfin, en 1787, les Loyalistes de l'Ouest firent une pétition pour obtenir « les bienfaits de la constitution britannique<sup>4</sup>. »

anglaise de chacune de ces lettres, l'une signée par les commerçants français et l'autre par les commerçants anglais de la province. La version française qui semble être une traduction contemporaine des lettres anglaises n'est pas tout à fait fidèle au sens de celles-ci. Pour cette raison, nous avons trouvé utile de traduire nous-mêmes la version anglaise de ces lettres.

1. *Vide id.*, p. 774. Pétition de Sir John Johnson et des Loyalistes, 11 avril 1785. Sir John Johnson qui avait commandé un corps de volontaires contre les Américains durant la révolution, était le chef des Loyalistes qui s'étaient établis dans les régions à l'ouest de Montréal. Le conseil législatif n'accorda pas cette demande, craignant que l'établissement de districts, dans lesquels les Loyalistes pourraient s'organiser d'une façon conforme à leur tempérament compromettrait les privilèges accordés aux Canadiens français par l'Acte de Québec.

2. *Vide id.*, p. 842. Lettre des magistrats de Cataraqui à Sir John Johnson le 18 déc. 1785. Cataraqui, un centre des Loyalistes, était situé sur l'emplacement actuel de la ville de Kingston.

3. *Vide id.*, p. 945. Lettre des magistrats d'Oswegatchie à Johnson le 2 décembre 1785. Oswegatchie, un deuxième centre des Loyalistes, se trouvait où s'élève maintenant la ville d'Ogdensburg.

4. *Vide id.*, p. 949. Pétition des Loyalistes de l'Ouest.

L'appel des Loyalistes était presque sûr d'obtenir à Londres un accueil sympathique. Certainement leur cas méritait d'être considéré, car c'était pour la cause de la mère patrie qu'ils avaient perdu la jouissance des institutions sous lesquelles ils avaient été élevés. En fait, ils avaient combattu dans le « Kings Rqyal Regiment of New York », les « Butlers Rangers », les Kings Royal Rangers et les « New-York Loyalistes ». Aussi avaient-ils raison de dire : « Nous implorons instamment d'être régis par la constitution et les lois anglaises, pour le maintien desquelles, celui de la dignité et de la couronne de Sa Majesté nous primes tout d'abord les armes contre le Congrès américain<sup>1</sup>. »

Les loyalistes de Québec qui avaient aussi servi le Roi avec le même dévouement que les Loyalistes de la Nouvelle-Ecosse n'étaient pas contents de se voir priver des avantages dont ceux-ci étaient favorisés. Les Réfugiés qui s'étaient établis dans la province maritime jouissaient des institutions anglaises<sup>2</sup>, et lorsque les pionniers des nouveaux districts de Québec voyaient le sort plus heureux de leurs frères, ils écrivaient : « En même temps, ils avouent franchement ne pouvoir s'empêcher de regarder d'un œil d'envie les privilèges et faveurs conférés à leurs compagnons d'in-

1. *Vide id.*, p. 946. Lettre des magistrats d'Oswegatchie à Sir John Johnson, le 2 décembre 1785.

2. La province de la Nouvelle-Ecosse jouissait d'une Assemblée législative depuis 1758. En 1784, la province de la Nouvelle-Brunswick avait été créée pour satisfaire aux Loyalistes qui s'étaient établis dans les parties de la Nouvelle-Ecosse au nord de la baie de Fundy. La première assemblée générale de cette province fut convoquée l'année suivante. Les premières élections furent autorisées le 15 octobre 1785 par le gouverneur Thomas Carleton, le frère de Sir Guy Carleton. (*Vide Wallace, op. cit.*, pp. 79 à 89.)

fortune dans la Nouvelle-Ecosse et dont ils sont eux-mêmes privés, alors que les mêmes motifs qui les ont engagés dans la cause honorable et glorieuse de la défense des droits de leur Souverain et de l'honneur de la nation les mettent sur un pied égal et devraient leur donner les mêmes droits.

L'appel des Loyalistes de l'Ouest, si digne de considération, fut entendu favorablement. Le gouvernement britannique avait déjà consacré £ 3.112.455 à récompenser des sujets auxquels il devait tant de reconnaissance<sup>1</sup>. Lord Sydney, qui avait ignoré les marchands de Londres et rappelé le Lieutenant Gouverneur Hamilton prêtait une oreille bienveillante aux demandes de réformes que Carleton faisait en faveur des colons américains nouvellement démobilisés des régiments de Sa Majesté. Carleton, qui avait proposé le rétablissement du régime seigneurial dans la province en 1770, recommandait maintenant un système plus acceptable pour ces colons. Il écrivait à Sidney : « Mais ce qui presse le plus, c'est une modification dans la tenure des terres concédées par la couronne. Les instructions ordonnent de concéder ces terres de façon identique en tous points à la tenure suivie sous l'administration française. Quels qu'aient été, naguère, les avantages de ce système, la situation a tellement changé ces dernières années sur ce continent que l'Angleterre doit de toute nécessité se tracer une nouvelle ligne de conduite

1. La commission royale nommée en 1783 pour examiner les réclamations des Loyalistes leur avait réparti cette indemnité. Cette commission siégea jusqu'en 1790. (*Vide* Wallace, *op. cit.*, pp. 112 à 117.)

s'adaptant aux conditions actuelles des Etats voisins et convenant au génie et au tempérament des sujets du Roi. Je conseille, donc, humblement, qu'il plaise à Sa Majesté de permettre gracieusement à son gouverneur et à son conseil de concéder ses terres en franc et commun soccage et non grevées d'aucune redevance à la couronne<sup>1</sup>»; à cette lettre Lord Sidney répondit que le gouvernement avait l'intention de modifier la tenure des terres, sans toucher aux autres parties de la constitution<sup>2</sup>.

Ainsi, grâce à l'assistance des commerçants de Québec et de Londres, grâce aussi à l'attitude sympathique du gouvernement de la Grande-Bretagne, les Loyalistes virent graduellement leur sort s'améliorer. Le 30 avril 1787, à l'instance du Juge en Chef Smith et de son groupe de partisans des institutions britanniques, l'établissement des districts séparés fut autorisé, « dans les régions supérieures en haut de Montréal et dans les baies de Chaleur et de Gaspé en bas de Québec<sup>3</sup> ». Le 24 juillet, Lord Dorchester délivra des lettres patentes éri-

1. *Vide* Shortt and Doughty, *op. cit.*, p. 947. Lettre de Lord Dorchester à Lord Sydney, le 13 juin 1787. Sir Guy Carleton avait reçu le titre de Lord Dorchester (voir la première attitude de Lord Dorchester à propos de la tenure des terres, *supra*, pp. 9 et 23).

2. *Vide* Shortt and Doughty *op. cit.*, p. 863 note 1. Lettre de Lord Sydney à Lord Dorchester le 14 septembre 1787. *Vide autem, id.*, p. 865. Lettre de Lord Sydney à Lord Dorchester, 21 sept. 1787. En écrivant, « personne n'a encore lancé un projet d'assemblée », c'était certainement aux Loyalistes que Lord Sydney faisait allusion car les commerçants britanniques en avaient souvent fait.

3. *Vide id.*, p. 860. « Ordonnance concernant la Procédure devant la Cour civile », du 27 avril 1787. Le juge en chef Smith avait d'abord fait cette proposition sous la forme d'un « bill » (projet de loi) qui fut rejeté par le Conseil législatif en mars 1787. Il fit ensuite une protestation dans laquelle il appuya sur la nécessité de constituer des nouveaux districts pour les Loyalistes. Cette mesure fut enfin incorporée dans l'ordonnance de 1787.

geant les nouveaux districts<sup>1</sup>. C'était le premier pas vers la modification des lois et de la tenure des terres.

Lord Sidney espérait limiter ses concessions aux Loyalistes sans donner une nouvelle constitution à la province, mais il s'aperçut qu'il ne pouvait pas considérer ces deux questions indépendamment l'une de l'autre. Les démarches des commerçants secondées par celles des Loyalistes le forçait à lier les deux questions. Le 16 mai, Mr Adam Lymburner agent des commerçants de Québec, porta au barreau de la Chambre des Communes une pétition pour la réorganisation de cette province<sup>2</sup>. Mr Powys dit alors, «... que ce comité est d'avis que les pétitions de Québec s'imposent à la délibération sérieuse et immédiate de la Chambre<sup>3</sup> ». A la fin d'un débat dans lequel Sir Matthew White Ridley et Mr Fox appuyèrent la proposition Powys, la Cham-

1. *Vide id.*, p. 953.

2. *Vide id.*, p. 955, note 1. A la Chambre des Communes le débat sur cette question a été rapporté dans le *London Chronicle* du 15 au 17 mai 1788, vol. 63, p. 479. Mr Lymburner était l'agent des commerçants canadiens qui avaient souscrit à la pétition du mois de nov. 1784. Ce document était à la base de la discussion qui eut lieu à la Chambre le 16 mai 1788. Il contenait une requête pour la formation d'une assemblée de représentants anglais et français. Les pétitionnaires demandaient aussi que l'on continuât à exercer le droit criminel anglais. En même temps, ils admettaient que les anciennes coutumes du Canada restent en vigueur à condition que les habitants puissent avoir la liberté de tester suivant les coutumes anglaises ou canadiennes d'accord avec la clause 10 de l'Acte de Québec. La législature de Québec aurait le pouvoir de changer les lois régissant la propriété. Les signataires de la pétition désiraient l'introduction des lois commerciales anglaises, et ils réclamaient la faculté d'obtenir un jury non seulement en matière commerciale ou diffamatoire, mais en tous procès devant les tribunaux de première instance. Ils cherchaient aussi à restreindre le pouvoir du gouverneur en lui enlevant toute possibilité de destituer un fonctionnaire ou de créer un nouvel office sans le consentement du Conseil législatif et l'approbation du roi. (*Vide id.*, p. 742.)

3. Mr Powys était membre du gouvernement à tendance plutôt démocratique. Il était sympathique aux partis qui désiraient une forme de gouvernement plus libérale pour le Canada. En 1786 il avait essayé sans succès « d'émanciper le Conseil législatif de l'autorité absolue du gouverneur qui pouvait destituer les membres sans aucun motif ». (*Vide London Chronicle*, vol. 59, p. 407, cité dans Shortt and Doughty, *op. cit.*, p. 767.)

bre s'engagea à considérer les pétitions au début de la prochaine session<sup>1</sup>.

Lord Sydney, déjà disposé à accorder aux Loyalistes quelques réformes d'ordre local, fut ainsi obligé par le Parlement à étudier la question d'une modification plus radicale de la constitution de Québec. En conséquence il écrivit à Lord Dorchester le 3 septembre 1788 pour savoir quelles étaient les opinions de la province de Québec au sujet d'une nouvelle forme de gouvernement. Il voulait se renseigner sur l'accueil que feraient les Canadiens français à l'introduction d'une assemblée législative et d'un système de procédure par jury; il voulait aussi voir si Lord Dorchester favoriserait le projet de constituer une nouvelle province dans les territoires occupés par les Loyalistes<sup>2</sup>.

Cette lettre que Sydney écrivit en 1788 contenait le noyau de l'Acte constitutionnel de 1791, qui divisa Québec en deux provinces, le Haut et le Bas-Canada, chacune ayant une assemblée législative. En considérant les idées de ceux qui rédigèrent cette nouvelle constitution pendant ces trois années nous remarquons l'attention qu'ils donnaient aux causes et aux événements de la révolution américaine. Ils cherchèrent dans le passé ce qui pouvait les éclairer sur leurs erreurs.

1. *Vide id.*, p. 955, note 1. Selon le *London Chronicle* du 15 au 17 mai vol. 63, p. 479, le Parlement procéda de la façon suivante : « le Chancelier de l'Echiquier ayant proposé que le président quittât le fauteuil au lieu de mettre à l'ordre du jour la motion de Powys, un vote fut exécuté, qui donna le résultat suivant : pour la motion du ministre, 164 contre 69, majorité 65. M. Powys proposa alors « que cette chambre, dès le commencement de sa session subséquente, prenne en considération les pétitions envoyées de Québec ».

2. *Vide id.*, p. 954. Lettre de Lord Sydney à Dorchester, le 3 sept. 1788.

S'efforçant de comprendre comment ils étaient venus à la perte de leurs treize colonies pour éviter dans l'avenir au Canada une pareille catastrophe, ils tâchaient d'éliminer de leur nouvelle constitution les défauts qui avaient amené l'écroulement d'une grande partie de l'Empire britannique.

On pourrait penser que cette enquête sur les événements qui avaient déterminé la guerre d'indépendance aurait pour effet de faire abandonner aux Anglais la politique des « Townshend Duties » et du « Boston Port Bill ». En apparence du moins il y eut un changement d'esprit. Le gouvernement britannique parut vraiment avoir appris que la générosité envers les colonies encouragerait leur fidélité. Plusieurs hommes d'état de cette époque parlaient de la nécessité d'accorder de bonne volonté des réformes aux Canadiens, avant qu'ils ne les demandassent. Déjà le 20 février 1786 Dorchester avait dit : « Pour que ces avantages produisent les effets attendus, il faut les conférer le plus tôt possible, sans qu'on les réclame, et ils doivent sembler découler spontanément du bon vouloir du gouvernement<sup>1</sup>. » Le 20 octobre 1789, William Grenville écrivait : « Je suis assuré qu'il est d'une sage politique de faire ces concessions au moment où on peut les accepter comme des faveurs, et où il est en notre pouvoir de régler et d'arrêter la manière de les appliquer, plutôt que d'attendre qu'elles nous soient arrachées par une nécessité qui ne nous laissera ni la liberté de régler la forme,

1. *Vide id.*, p. 811, note 2. Mémoire pour des instructions soumis par Lord Dorchester au gouvernement britannique le 20 février 1786.

ni le mérite de la substance de ce que nous accordons<sup>1</sup>. »

Ces déclarations semblaient indiquer que la Grande-Bretagne allait inaugurer une nouvelle ère de son histoire coloniale lorsqu'en 1789 elle s'appliqua à former une constitution pour le Haut et le Bas-Canada. Il y avait, en fait, une certaine tendance aux concessions dans sa politique à cette époque, où elle donnait une nouvelle arme aux législatures électives qu'elle établissait. Elle renonçait formellement au relèvement de toutes taxes coloniales sauf les droits qu'elle imposerait dans l'intérêt de son commerce. Sir William Pitt expliquant le Bill constitutionnel à la Chambre des Communes disait : « Au sujet des impôts, afin d'éviter l'occasion d'un malentendu semblable à celui qui s'était déjà produit, le Parlement avait l'intention de ne percevoir aucun droit au Canada, à l'exception de ceux qui seraient nécessaires au règlement du commerce et dans ce cas afin d'éliminer toute possibilité de discussion le Parlement laisserait la perception et l'application de ces taxes à l'entière discrétion des législatures canadiennes<sup>2</sup> ».

1. *Vide id.*, p. 969. Lettre de William Wyndham Grenville à Lord Dorchester le 20 oct. 1789. Grenville avait succédé à Lord Sydney comme « Home Secretary » en juin 1789. En 1790, il devint Lord Grenville.

2. *Vide* Cobbet, *Parliamentary History*, vol. XXVIII, p. 1377. Pitt faisait allusion à un acte que le Parlement britannique avait passé en 1778. Cet acte retirait l'impôt sur le thé et déclarait : « Le Roi et le Parlement de la Grande-Bretagne n'imposeront aucun droit, taxe, ou impôt quelconque payable dans l'une des colonies, provinces ou plantations de Sa Majesté dans l'Amérique du Nord où les Indes occidentales dans lesquels ces droits seront respectivement levés, de la même manière que d'autres droits perçus sous l'autorité des législatures ou assemblées générales respectives de ces colonies, provinces ou plantations sont ordinairement payés et affectés ». Cet acte était mentionné dans la clause XLVI de l'Acte constitutionnel de 1791 qui confirmait sa validité dans les provinces du Haut et Bas-Canada. (*Vide* Shortt and Doughty, *op. cit.*, p. 1049; *vide* Appendice IV, p. 22.)

D'autre part, la politique britannique ne voulut commettre aucune injustice envers les Canadiens français lorsqu'elle établit une assemblée législative dans le Bas-Canada. Il est vrai que ceux-ci avaient protesté vigoureusement contre l'introduction de cette forme de gouvernement<sup>1</sup>. Ils s'opposaient à une telle institution, craignant qu'elle ne fût dominée par les voix anglaises; ils s'y opposaient aussi parce que le principal rôle des législatures était d'imposer des taxes<sup>2</sup>. Aussi, en constituant le Bas-Canada, l'Angleterre assura-t-elle la majorité des voix aux députés français dans l'assemblée de cette province. Et, comme il était nécessaire

1. *Vide id.*, p. 54, « Objection aux Demandes Faites A Notre Auguste Souverain, Par l'Adresse lue dans une Assemblée tenue chez les Révérends Pères Recollet le 30 nov. 1784 ». Il s'agit d'une protestation faite contre la pétition du 24 nov. 1784. *Vide autem id.*, p. 762, « La Très Humble Adresse des Citoyens et Habitans Catholiques Romains de Différents Etats dans la Province de Québec en Canada ». *Vide appendice*, III, p. 96.

2. Dans un rapport concernant l'opposition à l'établissement d'une assemblée dans la province de Québec, Dorchester écrivait en 1788 : « Les habitants canadiens ou fermiers que l'on pourraient nommer corps principal des francs tenanciers du pays, n'ayant que peu ou pas d'éducation ignore la nature de la question et je crois seraient pour ou contre, selon qu'ils s'en rapporteraient avec plus ou moins de confiance aux sentiments des autres. Le clergé ne semble pas s'être immiscé. Mais les gentils hommes Canadiens s'opposent généralement au projet; ils ne veulent pas de l'introduction d'un code de nouvelles lois dont ils ne connaissent ni la portée ni les tendances; ils expriment la crainte que l'organisation d'une assemblée répande beaucoup d'inquiétude parmi le peuple et conçoivent que le niveau inférieur de l'instruction dans ce pays l'exposerait à adopter et à prendre de mauvaises mesures, et à courir des dangers qui ne menaceraient pas un peuple plus éclairé. L'appréhension de la taxation, je le tiens pour assurer est un des motifs invoqués par les adversaires de ce changement et qu'elle exercerait certainement une influence décisive sur les sentiments des classes inférieures si elles venaient à examiner les mérites de la Question ». (*Vide id.*, pp. 985 et 989. Lettre de Lord Dorchester à Lord Sydney, 8 nov. 1788.) Les observations de Dorchester s'harmonisent avec les impressions que nous éprouvons en lisant la protestation des Canadiens français du 30 nov. 1784. A la demande faite par les commerçants pour l'introduction d'une Assemblée, « Indistinctement composée d'anciens et nouveaux Sujet », l'adresse du 30 nov. répondait : « Cet article demande une plus grande extension : car par ce mot « indistinctement », il pourra y avoir autant, et même plus d'anciens que de nouveaux Sujets dans la Chambre; ce qui serait contraire au droit naturel, puisqu'il y a vingt canadiens contre un ancien sujet ». Ce document est aussi un commentaire très intéressant sur l'attitude des Canadiens français envers la taxation (*Vide appendice*, III, pp. 97 et 100).

que les Canadiens supportassent en partie les dépenses occasionnées par l'administration de leur pays, ils devaient trouver juste que les taxes fussent imposées avec le consentement d'une législature représentative du peuple<sup>1</sup>. Il est indiscutable et on peut l'affirmer en toute impartialité que l'Angleterre fut alors libérale envers les Canadiens français.

Cependant la nouvelle ère qui se pouvait alors envisager ne devait pas encore à cette date commencer. Si l'Angleterre, suivant les recommandations bienveillantes de Dorchester, respectait les sentiments nationaux des Canadiens français, il lui manquait la confiance indispensable dans le Canada pour lui accorder la vraie liberté politique. Si les Anglais et le Parlement ne réclamaient plus le droit de taxer les colonies, ils croyaient nécessaire pour la sécurité de leurs possesseurs de les surveiller étroitement.

En considérant les causes de la Révolution américaine les hommes d'état anglais concluaient : « Nous avons perdu nos anciennes colonies en ne leur donnant pas une reproduction fidèle de la constitution anglaise. Dans leur constitution il a manqué les éléments qui arrêtent les tendances trop démocratiques des assemblées. » Un document officiel que Grenville envoyait à Dorchester nous renseigne sur la nature de cette lacune « il apparaîtra... que dans la formation de ces gouverne-

1. Un papier officiel qui exposait au ministère la question de la Constitution canadienne constatait que cette colonie coûtait à l'Angleterre 100.000 livres sterling par an, non compris la paye des troupes qu'elle y entretenait. (*Vide* Shortt and Doughty, *op. cit.*, p. 974.)

ments, alors qu'il a été accordé une portée et une vigueur considérables au principe démocratique par l'établissement d'une représentation populaire dans les chambres d'assemblées, on a négligé de préserver en partie suffisante les principes monarchique et aristocratique de la constitution anglaise<sup>1</sup>. »

En donnant une nouvelle forme de gouvernement au Canada, l'Angleterre s'efforçait en premier lieu de remédier aux imperfections qui affaiblissaient le pouvoir monarchique dans ses anciennes colonies. Ses conseillers disaient : « La situation faite aux gouverneurs en Amérique, la limite de leur autorité, la dépendance dans laquelle ils se sont souvent trouvés à l'égard des colonies, même pour leur maintien, le peu de prestige attaché à leurs charges et quelquefois aussi le caractère et le rang des personnes qui furent envoyées, n'étaient guère propres à remédier à l'absence du Souverain<sup>2</sup>. »

Afin d'obvier à ces erreurs dans la nouvelle constitution, la métropole établissait un gouverneur général pour les provinces du Haut et du Bas-Canada, de la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et les îles de St Jean et du Cap Breton<sup>3</sup>. Pour relever le prestige de

1. *Vide id.*, p. 983, « Discussion des pétitions pour et contre un changement de forme de Gouvernement ». Au moment où Grenville envoyait ce document à Dorchester, il lui écrivait : « Les dépêches officielles de cette date feront part à Votre Seigneurie des projets des conseillers de Sa Majesté à l'égard du plan à présenter au Parlement pour modifier la Constitution actuelle du Canada. J'estime que Votre Seigneurie a raison de s'attendre que je l'informe des motifs qui ont déterminé l'adoption de cette résolution d'une façon plus précise et plus détaillée que ne l'admet le cadre d'une dépêche officielle. Et, dans ce dessein, j'envoie ci-joint à Votre Seigneurie, confidentiellement, un mémoire contenant les principaux points des propositions qui servent de base aux mesures dont il s'agit ». (*Vide id.*, p. 969. Lettre de Grenville à Lord Dorchester le 20 oct. 1789.)

2. *Vide id.*, p. 984.

3. Cette mesure était en vigueur depuis le 23 août 1786. Voir le pro-

la couronne dans ce pays, elle favorisait la centralisation du pouvoir civil et militaire dans les mains d'un seul homme. « La consolidation des divers gouvernements dans les colonies qui restent, confiés à une seule personne, devrait procurer importance et dignité au pouvoir exécutif<sup>1</sup>. »

De plus le gouvernement britannique laissait au gouverneur beaucoup de latitude dans le choix des conseillers et des juges. Cela ressort clairement des instructions données à Dorchester du 16 septembre 1791. Elles l'autorisèrent à partager avec le ministère la responsabilité du choix des personnes appelées à remplir les vacances dans les Conseils exécutifs<sup>2</sup>. Selon l'article 5 de ces instructions, chaque fois qu'un nouveau

jet d'instructions particulières rédigé en cette même année pour Carleton qui devenait « Capitaine Général et gouverneur en chef des provinces de Québec, de la Nouvelle-Ecosse y compris nos îles de St-Jean et du Cap Breton et le Nouveau-Brunswick en Amérique ». Selon l'article 2 de ces instructions : « ... vous devrez aussi vous rendre dans nos autres provinces sous votre gouvernement ainsi que dans les îles de St-Jean et du Cap Breton et y prendre en mains le commandement et le gouvernement quand vous jugerez à propos de le faire » (*vide id.*, pp. 813 et 814.)

1. *vide id.*, p. 984. Discussion des pétitions pour et contre un changement de forme de gouvernement au Canada. (*vide note 2*, p. 72 de ce chapitre.)

2. Jusqu'ici le Conseil à Québec avait été à la fois législatif et exécutif. La nouvelle Constitution de 1791 établissait dans chacune des provinces du Haut-Canada et du Bas-Canada deux conseils dont l'un était législatif et l'autre exécutif. Dans l'article 4 des instructions qu'il donnait à Dorchester pour le Bas-Canada, le gouvernement britannique nommait ceux qu'il appelait au conseil exécutif dans cette province : « attendu que nous avons jugé à propos de constituer un conseil exécutif pour vous assister ou assister notre lieutenant gouverneur ou la personne chargée de la direction du gouvernement nous nommons et désignons par les présentes les personnes ci-après mentionnées pour faire partie du conseil exécutif de notredite province, savoir : William Smit, Paul Roc de Saint-Ours, Hugh Finlay, François Baby, Thomas Dunh, Joseph de Longueil, Adam Mabane, Pierre Panet et Adam Lymburner esq. » (*vide Doughty et Mc Arthur, Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada 1791 à 1818*, Ottawa, 1915, pp. 14 et 15.) La clause est semblable pour le Haut-Canada dans les instructions à Dorchester. Dans cette province, le gouvernement britannique appela au conseil exécutif MM. William Osgoode, William Robertson, Alexander Grant et Peter Russel. (*vide id.*, p. 34.)

conseiller devait être nommé, le gouverneur devait transmettre à Londres les noms d'un certain nombre de candidats « les plus aptes à remplir cette charge de confiance ». L'article 6 ajoutait : « Et dans le choix de telles personnes destinées à remplir telle vacance dans Notredit Conseil exécutif où les charges de hauts fonctionnaires, comme celles de juges, assistants, juges de paix ou autres officiers de justice, vous devez toujours veiller à ce que les proposés soient de bonnes mœurs, très attachés au gouvernement et possédant les aptitudes que requiert leur charge<sup>1</sup>.

Un autre souci du gouvernement britannique était de suppléer au défaut d'une aristocratie dans ces colonies. Suivant l'opinion des hommes d'Etat anglais : « La défection des provinces américaines peut être justement attribuée, plutôt qu'à toute autre cause à l'absence d'une puissance intermédiaire pour tenir en échec la conduite inconvenante des gouverneurs en même temps que l'esprit démocratique qui prévalait dans les assemblées. Et à cet égard il semble que le point le plus important à considérer, soit de s'efforcer d'établir dans les provinces qui restent une aristocratie respectable pour remplir le rôle de soutien et de sauvegarde de la monarchie<sup>2</sup>. »

Le Gouvernement britannique, désireux de munir le pouvoir exécutif d'un allié contre les tendances

1. *Vide id.*, p. 16. Instructions à Lord Dorchester gouverneur du Bas-Canada, article 5 et 6; p. 35, instructions à Lord Dorchester, gouverneur du Haut-Canada, article 5 et 6.

2. *Vide Shortt and Doughty, op. cit.*, p. 978. Discussion des pétitions pour et contre un changement de forme de gouvernement au Canada.

démocratiques des assemblées populaires, décida que le conseil législatif serait un élément conservateur et aristocratique. Le 20 octobre 1789, Grenville annonça à Lord Dorchester l'intention du Roi de conférer aux Conseillers législatifs, « quelques marques d'honneur » comme celle de baronnet provincial — distinction qui leur serait personnelle ou transmissible à leur fils aîné en succession<sup>1</sup>.

L'aristocratie qui devait être établie au Canada, devait relever le prestige de la monarchie dans ce pays. Il était logique de penser qu'une classe qui devrait ses titres à la couronne éprouverait et saurait inspirer des sentiments de respect pour la royauté. Dans la Chambre des Communes, le premier ministre William Pitt parlait en faveur d'une telle institution héréditaire qui servirait d'intermédiaire entre le trône et le peuple du Canada. « Il serait désolé », disait-il, « de créer une aristocratie qui proviendrait simplement d'une sélection faite parmi les propriétaires ou d'une élection, car, dans un cas comme dans l'autre, la balance pencherait plutôt du côté du peuple, alors que, dans la constitution anglaise elle penche du côté de la couronne<sup>2</sup>.

Le Conseil législatif, auquel on donnait un caractère si conservateur, devait être en effet une arme puissante dans les mains du représentant du roi. Non seulement le gouverneur était autorisé d'en choisir les membres, mais d'accord avec le gouvernement à Londres il avait le droit d'augmenter le nombre des conseillers, de temps

1. *Vide id.*, p. 989. Lettre de Grenville à Dorchester, le 20 oct. 1889.

2. *Vide append.* IV, l'Acte constitutionnel, article III, p. 103.

à autre. Il pouvait ainsi déterminer en grande partie la nature et les tendances d'une législature munie de la prérogative de rejeter les propositions provenant de l'Assemblée générale<sup>1</sup>. Il pouvait aussi acheter l'appui d'un colon mécontent, grâce aux honneurs et distinctions mis à sa disposition.

Dans sa lutte aux colonies contre l'élément démocratique, la Grande-Bretagne ne se contentait pas d'affermir la position de la monarchie et de l'aristocratie. Elle s'efforçait aussi d'affaiblir le pouvoir populaire de ces gouvernements. Convaincue que la perte de ses treize anciennes colonies devait être attribuée en grande partie aux privilèges trop larges dont jouissaient les Assemblées américaines, elle cherchait autant que possible à restreindre les privilèges des législatures représentatives instituées dans ses provinces canadiennes.

Cette disposition se révélait dans ses hésitations à laisser exclusivement aux assemblées le droit de proposer des mesures de finances. Mr Dundas, le secrétaire des colonies, maintenait que ce principe était admissible s'il était employé seulement comme garantie contre l'imposition des taxes injustes; mais devenait condamnable dès qu'il se dressait des obstacles à l'administration de la province. Il écrivait à Dorchester en septembre 1791 : « Votre Seigneurie, je n'en doute

1. *Vide* Shortt and Doughty, *op. cit.*, p. 1032. Selon la clause II de l'Acte constitutionnel, le gouverneur de Haut et du Bas-Canada pouvait « par l'avis et le consentement du Conseil législatif et de la Chambre d'assemblée faire des lois pour la paix, le bien-être et le bon gouvernement de ces provinces, lois qui ne seront pas contraires au présent acte ». Ainsi les projets de lois qui étaient passés par la Chambre d'assemblée ne pouvaient pas devenir lois sans le consentement du Conseil législatif.

pas, a été informée des contestations et des conflits, qui se sont parfois élevés entre les conseils et les assemblées des différentes colonies, relativement au droit réclamé par ces dernières de proposer tous « bills » ayant pour objet l'allocation de subsides. Le principe lui-même, quand il concerne toute question d'imposition des charges aux Sujets, est tellement d'accord avec l'esprit de notre constitution qu'il ne faut pas le gêner; mais en même temps, il serait prudent d'éviter, si possible, toute discussion inutile sur l'application de ce principe dans de menus détails, et surtout de ne pas lui donner, à l'aide de subtilités raffinées, une extension qui créerait de l'embarras et de la confusion dans la marche des affaires publiques<sup>1</sup> ».

Et alors, dans la constitution de 1791, l'assemblée était très limitée dans ses pouvoirs. Elle avait le droit d'être convoquée au moins une fois par an et de contrôler en partie la perception des impôts<sup>2</sup>. Mais elle ne prenait aucune part dans le choix des conseillers exécutifs du gouverneur. Elle n'avait pas la faculté d'exercer son influence sur celui qui avait le droit de refuser ses projets de lois et mettre fin à ces séances. Elle n'avait aucune voix dans la nomination des conseillers légis-

1. *Vide id.*, p. 1028. Lettre d'Henry Dundas à Lord Dorchester le 16 sept. 1791. Henry Dundas succéda à Lord Grenville comme « Home Secretary » le 8 juin 1791. En 1802, il reçut le titre de Vicomte Melville et Baron Dunira.

2. *Vide id.*, p. 1035, article XXVII de l'Acte constitutionnel : « pourvu que lesdits conseils législatif et assemblées de chacune desdites provinces soient convoqués une fois au moins par année et que toute assemblée soit élue pour 4 ans, à compter du jour du renvoi des « Writs of election » et non plus longtemps, cependant elle sera susceptible d'être prorogée ou dissoute avant le terme par le gouverneur, le lieutenant gouverneur ou la personne chargée de régir les affaires du gouvernement dans cette province ».

latifs. Elle ne pouvait s'opposer effectivement à la politique d'une législature nettement instituée pour restreindre son action.

Cette nouvelle constitution du Canada avait été établie pour éviter une rupture semblable à celle qu'avait produite la Révolution américaine. Mais les mesures que l'Angleterre avait prises pour y pourvoir, étaient viciées par une erreur fondamentale. La constitution mettait toute l'administration coloniale aux mains d'un gouverneur responsable seulement devant le gouvernement métropolitain, et ne laissait au peuple que fort peu de pouvoir. Selon le mot de Fox, la Chambre des Communes, en 1791, donnait au Canada une « constitution en apparence libre », alors qu'en vérité elle l'en privait<sup>1</sup>.

L'orateur qui lança ces paroles, avait su tirer de la révolution américaine une leçon bien différente de celle qu'en avait recueilli les partisans de la politique du gouvernement. Il avait signalé une vérité qui ne s'était pas encore révélée, ni à tout le parlement, ni au ministère britannique. Il s'était rendu compte qu'il était inutile de vouloir forcer une colonie de s'asservir à un bureau ministériel à Londres. « Le Canada », disait-il, « doit rester attaché à la Grande-Bretagne par la volonté de ses habitants<sup>2</sup> ».

Cette vision prophétique de Fox lui découvrait en 1791, le principe qui devait permettre à la Grande-

1. *Vide* le discours de Mr Fox dans Cobbet, *Parliamentary History*, vol. XXIX, p. 105.

2. *Vide id.*, p. 110.

Bretagne, en 1848, de donner l'autonomie à une colonie, sans mettre en péril la sécurité de son empire. Insuffisante encore, elle ne lui indiqua pas alors comment ce principe devait être appliqué. Fox voulait que le Conseil législatif fût une institution élective comme l'étaient les chambres supérieures de législature dans les Etats-Unis. « La propriété », soutenait-il, « a toujours été, et devra toujours être la vraie base de l'aristocratie. » Il proposait donc, que les conseillers législatifs au Canada fussent des propriétaires élus par les classes riches de la communauté, au lieu d'être nommés par le Roi<sup>1</sup>. Pour soutenir sa proposition, il affirmait avec raison, que le conseil devait être formé par des hommes très au courant des conditions du pays<sup>2</sup>. Il semblait d'ailleurs logique de supposer qu'un conseil, qui serait en grande partie indépendant du gouverneur pourrait s'opposer à son arbitraire. Mais Fox ne comprenait peut-être pas qu'un conseil ainsi composé, ne serait pas toujours disposé, ni même de force à résister aux actes imposés par le gouvernement et défavorable aux habitants en général. Il ne suffisait pas que le peuple puisse en quelque sorte contrôler le conseil législatif; il lui fallait trouver un moyen d'agir sur la politique du gouverneur.

Le gouvernement britannique répugnant aux idées politiques qui avaient triomphé avec la révolution américaine, s'obstinait à transporter au Canada tel élément de sa constitution qu'il jugeait le plus propre à

1. *Vide id.*, p. 411.

2. *Vide id.*, p. 411.

maintenir et à servir une politique d'autorité monarchique. D'autre part, Fox, admirateur des doctrines désormais réalisées aux Etats-Unis, voulait que les institutions canadiennes fussent largement façonnées sur le modèle de la démocratie américaine. Ce fut à Howe et Baldwin, Durham et Grey, Elgin et Harvey, héros d'une autre époque, que revint l'honneur de proposer, développer et appliquer un système de gouvernement qui pût être en même temps libéral et britannique.

---

## CONCLUSIONS

---

Les troubles qui agitaient les colonies américaines vers 1768 annonçaient une révolution aux observateurs perspicaces. Un de ceux-ci, Sir Guy Carleton, gouverneur de Québec, voyait l'importance stratégique de sa province, et appréciait le rôle qu'elle pourrait jouer dans le cas d'une insurrection des colonies voisines. Pour resserrer les liens entre la Grande-Bretagne et les Canadiens français, pour les engager à défendre la métropole, il proposait au gouvernement de leur restituer les institutions dont ils jouissaient avant la conquête. Ces institutions, dont les tendances générales étaient de tenir le peuple subordonné aux classes dirigeantes, semblaient à Carleton d'une réelle utilité pour le Canada, en face de l'attitude d'indépendance qu'adoptaient les Américains.

En 1774, l'Acte de Québec, dont il avait inspiré les principes, assurait aux seigneurs et au clergé la jouissance de leurs anciens privilèges et refusait à la province les institutions démocratiques qui existaient dans les autres colonies anglaises.

L'Acte de Québec ne réussit pas cependant à rétablir l'autorité du Gouverneur. Les habitants, qui avaient

commencé à murmurer contre leurs supérieurs, durant les dernières années du régime français, étaient devenus plus récalcitrants depuis le début du régime anglais et quand la province fut attaquée, Carleton put compter sur la noblesse et le clergé, mais pas sur la masse.

Après la Révolution américaine, il devint évident, que la constitution de 1774 ne pouvait plus durer. La situation dans la province de Québec changea complètement avec l'arrivée des milliers de Loyalistes qui réclamaient des institutions anglaises. Le gouvernement britannique fut obligé de donner au Canada l'acte constitutionnel de 1791. Il divisa Québec en deux provinces dans lesquelles il établissait des assemblées législatives. Les Canadiens en obtenant ces constitutions avaient franchi le premier pas vers l'autonomie. Mais ils avaient devant eux un chemin long et difficile, car le gouvernement britannique, après la perte de ses colonies américaines, s'efforça, par un contrôle très étroit confié au pouvoir exécutif du Canada, de s'opposer à des revendications du peuple canadien, inspirées à l'exemple des Etats-Unis

---

## APPENDICES

---

### APPENDICE I

#### L'ACTE DE QUEBEC

*Anno Decimo Quarto*

GEORGE III, REGIS

CAP. LXXXIHI

*Acte à l'effet de pourvoir d'une façon plus efficace au gouvernement de la province de Québec dans l'Amérique du Nord.*

Attendu que par sa proclamation royale en date du septième jour d'octobre, dans la troisième année de son règne, Sa Majesté a jugé à propos de déclarer les mesures prises à l'égard de certains territoires, régions et îles en Amérique, cédés à Sa Majesté par le traité définitif de paix conclu à Paris le dixième jour de février mil sept cent soixante-trois;

Attendu que dans les arrangements énoncés dans ladite proclamation royale, il ne se trouve aucune disposition concernant l'action d'un gouvernement civil sur une très grande étendue de territoire qui renferme plusieurs colonies et établissements où se trouvent des sujets de France qui ont demandé d'y rester sur la foi dudit traité; et que certaines parties du territoire du Canada où des pêcheries sédentaires ont été établies et exploitées par des sujets de France, habitants de ladite province du Canada en vertu de donations et de concessions du gouvernement d'icelle, ont été annexées au gouvernement de Terre-Neuve et qu'elles sont par conséquent régies par des règlements incompatibles avec ce genre de pêcheries :

A ces causes, qu'il plaise à Votre Très-Excellente Majesté qu'il puisse être décrété et qu'il soit décrété par Sa Très-

Excellente Majesté le roi, de l'avis et du consentement des Lords spirituels et temporels et des Communes, en ce présent Parlement assemblés, et par leur autorité, comme suit :

Que tous les territoires, îles et régions dans l'Amérique du Nord, appartenant à la couronne de la Grande-Bretagne, bornés au sud par une ligne partant de la baie de Chaleurs, pour longer les terres hautes qui séparent les rivières qui se déversent dans le fleuve Saint-Laurent de celles qui se déversent dans la mer, jusqu'à un point du 45<sup>e</sup> degré de latitude nord, sur la rive est de la rivière Connecticut; s'étendre de là en suivant la même latitude, directement à l'ouest à travers le lac Champlain, jusqu'à ce que dans cette direction elle atteigne le fleuve Saint-Laurent; de là longer la rive est de ladite rivière jusqu'au lac Ontario; traverser le lac Ontario et la rivière appelée communément Niagara; longer la rive est et sud-est du lac Érié et suivre ladite rive jusqu'à son point d'intersection avec la borne septentrionale concédée par la charte de la province de Pennsylvanie, si toutefois il existe un tel point d'intersection; longer de là lesdites bornes à l'est et à l'ouest de ladite province jusqu'à l'intersection de ladite borne de l'ouest avec l'Ohio, mais s'il n'est pas trouvé un tel point d'intersection sur ladite rive dudit lac, ladite ligne devra suivre ladite rive jusqu'à son point le plus rapproché de l'angle nord-ouest de ladite province de Pennsylvanie; s'étendre directement de cet endroit jusqu'à l'angle nord-ouest de ladite province; longer la borne occidentale de ladite province jusqu'à ce qu'elle atteigne la rivière Ohio, puis la rive de ladite rivière dans la direction de l'ouest jusqu'aux rives du Mississippi et s'étendre dans la direction du nord, jusqu'à la borne méridionale du territoire concédé aux marchands-aventuriers d'Angleterre qui font la traite à la baie d'Hudson;

Et que tous les territoires, îles et régions qui, depuis le dix février mil sept cent soixante-trois, ont été annexés au gouvernement de Terre-Neuve, seront et ils sont par les présentes, durant le bon plaisir de Sa Majesté, annexés à la province de Québec, dont ils sont parties et portions, telle qu'elle a été érigée et établie par ladite proclamation royale du septième jour d'octobre mil sept cent soixante-trois.

A condition toujours, que rien de contenu dans les présentes, concernant les limites de la province de Québec, n'affecte les limites d'aucune autre colonie.

A condition toujours, et à cette fin qu'il soit décrété, que rien de contenu dans le présent acte, ne puisse avoir pour effet ou être interprété comme ayant pour effet d'annuler, changer ou modifier aucun droit, titre ou possession, concernant les terres dans ladite province ou dans les provinces contiguës, acquis en vertu de concession, de transport ou autrement; mais lesdits droit, titre ou possession resteront en force et auront effet comme si cet acte n'avait jamais été fait.

Et considérant que les dispositions énoncées dans ladite proclamation au sujet du gouvernement de ladite province de Québec et que les pouvoirs et autorités déferés au gouverneur et aux autres officiers civils de ladite province, en vertu de concessions et commissions à cette fin, ont été par expérience trouvés incompatibles avec l'état et les circonstances où se trouvait ladite province dont les habitants, à l'époque de la conquête, formaient une population de soixante-cinq mille personnes professant la religion de l'Eglise de Rome et jouissant d'une forme de constitution stable et d'un système de lois, par lesquelles leurs personnes et leurs propriétés avaient été protégées, gouvernées et régies pendant de longues années, depuis le premier établissement de la province du Canada :

A ces causes, qu'il soit décrété en vertu de l'autorité susdite, que ladite proclamation en tant qu'elle concerne ladite province de Québec et la commission sous l'autorité de laquelle est exercée actuellement la charge du gouvernement de ladite province, ainsi que toutes et chacune des ordonnances rendues par le gouverneur et le Conseil de Québec en exercice, relatives au gouvernement civil et à l'administration de la justice dans ladite province, et toutes les commissions de juges et des autres officiers d'icelle, sont par les présentes révoquées, annulées et déclarées de nul effet, depuis et après le premier jour de mai mil sept cent soixante-quinze.

Et pour la sécurité la plus complète et la tranquillité des esprits des habitants de ladite province, il est par les présentes

déclaré que les sujets de Sa Majesté professant la religion de l'Eglise de Rome, de et dans ladite province de Québec, peuvent jouir du libre exercice de la religion de l'Eglise de Rome sous la suprématie du roi qui s'étend, tel que déclaré et établi par un acte voté dans la première année du règne de la reine, Elizabeth, sur tous les territoires et possessions qui appartiennent alors ou devaient appartenir par la suite à la couronne impériale de ce royaume; et que le clergé de ladite église peut conserver et percevoir les dus et redevances ordinaires et en jouir mais que ceux-ci ne seront exigibles que des personnes professant ladite religion.

A condition cependant qu'il soit loisible à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, par une disposition à cette fin d'appliquer ce qui restera des dus et redevances susmentionnés à l'entretien et au maintien d'un clergé protestant dans ladite province, pour l'encouragement de la religion protestante, comme il lui ou leur paraîtra de temps à autre expédient et nécessaire.

A condition toujours et à cette fin qu'il soit décrété qu'aucune personne professant la religion de l'Eglise de Rome et résidant dans ladite province, ne soit tenue de prêter le serment requis par ledit statut voté dans la première année du règne de la reine Elizabeth, ou tout autre serment qui lui a été substitué par un autre acte; mais que toute personne requise par ledit statut de prêter le serment qui y est mentionné soit obligée et requise par les présentes, de prêter et de souscrire le serment ci-après, devant le gouverneur, ou devant telle autre personne ou dans telle cour d'archives que Sa Majesté désignera, qui sont par les présentes autorisées à déferer ledit serment, savoir :

Je, A. B. promets et jure sincèrement què je serai fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté le roi George, que je le défendrai de tout mon pouvoir contre toutes conspirations perfides et tous attentats quelconques, dirigés contre sa personne, sa couronne ou sa dignité; et que je ferai tous mes efforts pour découvrir et faire connaître à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, toutes trahisons et conspirations per-

fides et tous attentats que je saurai dirigés contre lui ou chacun d'eux; et tout cela, je le jure sans aucun équivoque, subterfuge mental ou restriction secrète, renonçant pour m'en relever à tous pardons et dispenses de personnes ou pouvoir quelconques.

Ainsi que Dieu me soit en aide.

Et toute personne qui négligera ou refusera de prêter ledit serment susmentionné, s'exposera aux et sera passible des mêmes peines, amendes, incapacités et inhabilités, qu'elle aurait encourues et dont elle aurait été passible, si elle avait négligé ou refusé de prêter le serment requis par ledit statut voté dans la première année du règne de la reine Elizabeth.

Qu'il soit de plus décrété en vertu de l'autorité susdite, que tous les sujets canadiens de Sa Majesté dans la province de Québec, à l'exception seulement des ordres religieux et des communautés, pourront conserver la possession et jouir de leurs propriétés et de leurs biens avec les coutumes et usages qui s'y rattachent et de tous leurs autres droits civils, au même degré et de la même manière que si ladite proclamation et les commissions, ordonnances et autres actes et instruments n'avaient pas été faits, et que le permettront leur allégeance et leur soumission à la couronne et au Parlement de la Grande-Bretagne; qu'à l'égard de toute contestation relative à la propriété et aux droits civils, l'on aura recours aux lois du Canada comme règle pour décider à leur sujet; et que toutes les causes concernant la propriété et les droits susdits, qui seront portées par la suite devant quelque'une des cours de justice qui doivent être établies dans et pour ladite province, par Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, y seront jugées conformément auxdites lois et coutumes du Canada, jusqu'à ce que celles-ci soient changées ou modifiées par quelques ordonnances qui seront rendues de temps à autre dans ladite province, par le gouverneur, le lieutenant-gouverneur ou le commandant en chef en exercice, de l'avis et du consentement du Conseil législatif qui y sera établi de la manière ci-après mentionnée par les présentes.

A condition-toujours, que rien de contenu dans cet acte, n'ait pour effet ou ne soit interprété comme ayant pour effet de s'appliquer à des terres qui ont été concédées par Sa Majesté ou qui seront concédées par la suite, par Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, pour être tenues en franc et commun socage.

A condition aussi, qu'il soit et puisse être loisible à et pour toute personne qui possède des terres, des biens meubles ou des intérêts dans ladite province et qui a le droit d'aliéner lesdits intérêts, biens meubles et terres durant sa vie, par vente, donation ou autrement, de les transmettre ou léguer à sa mort, par testament ou acte de dernière volonté, nonobstant les lois, usages ou coutumes contraires de quelque façon que ce soit à cette disposition, qui ont prévalu jusqu'à présent ou qui prévalent actuellement dans ladite province; tel testament étant fait conformément aux lois du Canada ou conformément aux formes requises par les lois d'Angleterre.

Considérant que depuis plus de neuf ans, les lois criminelles d'Angleterre ont été uniformément appliquées et que les habitants se sont rendus compte de la fermeté et de la douceur ainsi que des bienfaits et des avantages desdites lois;

A ces causes, qu'il soit décrété en vertu de l'autorité susdite, que lesdites lois continueront d'être en vigueur et qu'elles seront appliquées comme lois dans ladite province de Québec, à l'égard de la définition et de la gravité de l'offense, du mode de poursuite et de procès, ainsi que des punitions et amendes infligées par lesdites lois, à l'exclusion de toute autre règle de droit criminel ou mode de procédure à ce sujet, qui a prévalu ou pu prévaloir dans ladite province, avant l'année de Notre Seigneur, mil sept cent soixante-quatorze, nonobstant toute chose contraire à cette fin, contenue dans cet acte de quelque manière que ce soit; que lesdites lois seront cependant sujettes aux modifications et changements que le gouverneur, le lieutenant-gouverneur et le commandant en chef en exercice, de l'avis et du consentement du Conseil législatif de ladite province, qui doit être établi par la suite, croiront devoir faire de temps à autre, de la manière ci-après requise,

Considérant que pour des motifs qu'il est impossible de prévoir, il peut devenir nécessaire de mettre plusieurs règlements en vigueur pour le bien-être futur et le bon gouvernement de la province de Québec; et que pour éviter tout retard et toute difficulté à ce sujet, il faudra accorder pour un certain temps, et avec les restrictions requises, à certaines personnes qui y résident, l'autorité à cette fin; et considérant que pour le moment, il n'est pas expédient de convoquer une assemblée :

A ces causes, qu'il soit décrété en vertu de l'autorité susdite, qu'il sera et pourra être loisible à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, par un décret sous son ou leur sceau et signature, de l'avis du Conseil privé, d'établir et d'instituer un Conseil pour l'administration des affaires de la province de Québec; que ce Conseil se composera de personnes résidant dans ladite province, qu'il plaira à Sa Majesté ses héritiers et successeurs de nommer, dont le nombre n'excèdera pas vingt-trois et ne sera pas moins de dix-sept, et de telles et autant d'autres personnes qu'il sera nécessaire de nommer et constituer de la même manière, pour remplir la vacance créée ou les vacances créées par le décès, la destitution ou l'absence de quelques membres dudit Conseil; et que ce Conseil ainsi établi et institué ou la majorité de ses membres, aura pouvoir et autorité de rendre des ordonnances pour la paix, le bien-être et le bon gouvernement de ladite province, avec le consentement du gouverneur de Sa Majesté, et en l'absence de celui-ci avec celui du lieutenant-gouverneur ou du commandant en chef en exercice.

A condition toujours, que rien de contenu dans cet acte n'ait pour effet de donner audit Conseil législatif, l'autorité ou le pouvoir d'imposer des taxes ou des droits dans ladite province, sauf les contributions et taxes que les habitants de quelque bourg ou district dans ladite province, seront autorisés par ledit Conseil à fixer et lever, pour être appliquées dans ledit bourg ou district, à faire des chemins, à ériger ou réparer des édifices publics, ou pour d'autres fins d'utilité locale ou de bon ordre dans lesdits district ou bourg.

A condition aussi, et qu'il soit décrété à cette fin en vertu

de l'autorité susdite, que toute ordonnance qui sera ainsi rendue, soit transmise dans l'intervalle de six mois, par le gouverneur, et en son absence, par le lieutenant-gouverneur ou le commandant en chef en exercice et soumise à l'approbation royale de Sa Majesté; et que si Sa Majesté juge à propos de désapprouver ladite ordonnance, celle-ci prenne fin et soit nulle à partir du moment où le décret de Sa Majesté en son conseil sera promulgué à Québec.

A condition aussi, que toute ordonnance concernant la religion ou autre par laquelle pourrait être infligée une punition plus sévère qu'une amende ou un emprisonnement de trois mois, n'ait ni force ni effet avant d'avoir reçu l'approbation de Sa Majesté.

A condition aussi, qu'aucune ordonnance ne soit rendue à une séance du Conseil à laquelle n'assisteront pas la majorité de tous les membres du Conseil ou en d'autre temps qu'entre le premier jour de janvier et le premier jour de mai à moins de nécessité urgente; et en ce cas, que tout membre dudit Conseil résidant à Québec ou en deça de cinquante milles de cette ville, soit personnellement sommé par le gouverneur, et, en son absence, par le lieutenant-gouverneur ou le commandant en chef en exercice d'être présent.

Et qu'il soit de plus décrété en vertu de l'autorité susdite que rien de contenu dans les présentes, n'aura pour effet ou ne sera interprété comme ayant pour effet, de détourner ou d'empêcher Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, d'ériger, instituer et établir par ses ou leurs lettres patentes, sous le grand sceau de la Grande-Bretagne, telles cours de juridiction criminelle civile et ecclésiastique dans et pour la province de Québec et d'y nommer de temps à autre, les juges et les officiers que Sa Majesté, ses héritiers et successeurs jugeront à propos dans les circonstances où se trouvera ladite province.

A condition toujours, et à cette fin il est décrété par les présentes, que rien de contenu dans cet acte n'ait pour effet ou ne soit interprété comme ayant pour effet de révoquer ou rendre nul dans ladite province de Québec, aucun acte ou actes du Parlement de la Grande-Bretagne, votés jusqu'à pré-

sent, pour interdire, restreindre ou réglementer la traite ou le commerce des colonies et plantations de Sa Majesté en Amérique; mais que tous et chacun desdits actes ainsi que tous les actes du Parlement votés jusqu'à présent au sujet des ou par rapport aux dites colonies et plantations, soient et ils sont par les présentes déclarés en force dans ladite province de Québec et dans chaque partie d'icelle.

## APPENDICE II

### PÉTITION DEMANDANT UNE CHAMBRE D'ASSEMBLEE

*A Sa Très Excellente Majesté le Roi.*

L'humble pétition des sujets anciens et nouveaux de Votre Majesté, habitants de la province de Québec. Qu'il plaise à Votre Majesté :

Après la conquête de la province du Canada par les armes de la Grande-Bretagne, vos pétitionnaires, conformément à la proclamation royale et gracieuse de Votre Majesté, en date du 7<sup>e</sup> jour d'octobre 1763, s'établirent dans la colonie nouvellement acquise de Québec, comptant entièrement sur la promesse de la couronne de Grande-Bretagne — exprimée dans cette proclamation — pour la jouissance de ces lois, de cette liberté et de cette sécurité au Canada que garantissent les principes de la constitution anglaise dans toutes les parties des possessions britanniques en Amérique. Vos pétitionnaires et les habitants de cette province se sont, en toute occasion, soumis à l'autorité du Parlement de la Grande-Bretagne et ont souffert patiemment, durant une période de guerre et d'anarchie, plutôt que de blesser les sentiments de Votre Majesté ou d'embarrasser le trône par des représentations ou des pétitions, dans un temps où tout moment employé aux délibérations publiques concernant la sécurité nationale avait un caractère sacré. L'exposition véridique des actions et de la conduite de vos pétitionnaires prouvera le mieux à Votre

Majesté la sincérité de leur loyauté et de leur attachement à la couronne et au gouvernement d'Angleterre.

Vos requérants constatent avec chagrin le fardeau de la Grande-Bretagne et avec peine et commisération les malheurs de vos loyaux sujets qui, forcés de quitter leurs propriétés, richesses et possessions se réfugient quotidiennement dans cette colonie anglaise, bien que leur situation malheureuse et incertaine puisse, pour le présent, les empêcher de présenter leurs requêtes et réclamations; Votre Majesté comprendra tout de suite que ces infortunés sujets considèrent un gouvernement semblable ou meilleur que celui sous lequel ils naquirent, vécurent et furent heureux, comme une preuve tangible des soins et des égards paternels de Votre Majesté pour eux, et comme le premier secours qu'elle peut maintenant, apporter au soulagement de leurs misères et cela d'autant plus que ce sera un bienfait dispensé non seulement à eux, mais aussi à leurs enfants, à leur postérité. Vos pétitionnaires fermement convaincus que le bonheur et le bien-être de vos sujets sont l'objet de votre considération sérieuse et favorable demandent la permission de déposer leur requête au pied du trône et d'implorer instamment leur monarque d'intervenir en faveur du rappel de l'Acte de Québec, qui concède des privilèges comme ceux dont jouit déjà la religion catholique romaine; acte inefficace pour le gouvernement de cette province si étendue, et qui est cause de confusion dans nos lois et une source d'ennuis et de malaise pour les loyaux sujets de Votre Majesté ici. Vos pétitionnaires, de plus, sont persuadés que Votre Majesté daignera contribuer à établir ses sujets affectionnés de cette province dans la pleine possession de leurs droits civils de citoyens britanniques et à leur octroyer une Chambre d'Assemblée libre et élective. Dans cet espoir, ils osent humblement recommander l'insertion de clauses de la portée ci-après dans l'Acte du Parlement à voter aux fins de doter ce pays d'une constitution libre.

1<sup>o</sup> Que la Chambre des représentants ou l'assemblée soit choisie par les paroisses, villes et districts de la province et composée indistinctement d'anciens et de nouveaux sujets

de Votre Majesté, de la manière que Votre Majesté dans sa sagesse, jugera la meilleure; que l'Assemblée soit triennale et les membres élus tous les trois ans.

2<sup>o</sup> Que le Conseil se compose d'au moins trente membres et que, dans le cas de vote au sujet de toute mesure présentée, nulle loi ne soit adoptée sans le vote de douze membres. Que les membres peuvent être nommés pour la période pendant laquelle ils habiteront la province ou à vie; cependant ils auront droit à un congé temporaire, tel que prévu par l'article onzième; ils rempliront les fonctions de conseillers sans rétributions ou appointements.

3<sup>o</sup> Que les lois criminelles d'Angleterre soient maintenues telles qu'actuellement établies par l'Acte de Québec.

4<sup>o</sup> Que les anciennes lois et coutumes de ce pays concernant la propriété foncière, les douaires, héritages et dots restent en vigueur, mais qu'elles puissent être modifiées par la législature de Québec; et que les propriétaires puissent aliéner par testament, tel que prévu par l'article 10 de l'Acte de Québec.

5<sup>o</sup> Que les lois commerciales d'Angleterre soient proclamées celles de cette province, en toutes affaires de commerce, mais la législature de Québec pourra les modifier comme l'article précédent.

6<sup>o</sup> Que l'Acte d'Habeas Corpus, 31 Charles second, devienne partie intégrante de la constitution de ce pays.

Que des jurys facultatifs soient accordés en tout procès devant les tribunaux de première instance et régulièrement choisis au scrutin et qu'on dresse une liste du jury comme en Angleterre; soit dans le cas d'un jury ordinaire ou d'un jury spécial, au choix de la partie qui en fait la demande, et que neuf des douze membres aient le pouvoir, dans les causes civiles, de rendre les verdicts, sujets à amendement de la Législature de Québec, comme dans le quatrième article.

8<sup>o</sup> Que les shérifs soient choisis par la Chambre d'assemblée, que leur choix soit approuvé par le et qu'ils reçoivent leur commission du gouverneur, à la session annuelle de la Législature. Qu'ils remplissent la position pendant le temps

pour lequel ils seront choisis si leur conduite est bonne, et qu'ils soient suffisamment protégés pour exercer fidèlement leurs fonctions.

9° Que nul fonctionnaire civil du gouvernement, juge ou magistrat ne soit suspendu de sa charge par le gouverneur ou commandant en chef en fonction, ni privé des honneurs, devoirs, appointements ou émoluments d'icelle sans l'avis et l'assentiment du Conseil de Votre Majesté administrant les affaires de la province, laquelle suspension ne se prolongera pas au-delà de la réunion annuelle du Conseil, à moins que ce dernier ne l'approuve; le sujet de plainte, s'il est approuvé, devant être ensuite soumis à Votre Majesté qui statuera sur cette affaire.

10° Que nul nouvel office ne soit créé par le souverain ou le commandant en chef en fonction, sans l'avis et le consentement dudit Conseil de Votre Majesté et sans que celui-ci ne l'ait approuvé à sa session annuelle, comme à l'article précédent.

11° Que les emplois de confiance soient remplis par le principal fonctionnaire, à moins qu'il n'ait obtenu congé du gouverneur, de l'avis et de l'assentiment de son Conseil; congé dont la durée ne devra pas excéder douze mois ou que le gouverneur ne pourra renouveler sans l'approbation du Conseil à la session annuelle.

12° Que l'on nomme à vie ou pour aussi longtemps que leur bonne conduite le permettra des juges pour présider les tribunaux provinciaux, et qu'ils reçoivent un traitement fixe et suffisant afin de s'occuper exclusivement de leurs fonctions judiciaires; que toute accusation de la part du gouverneur, ayant pour but le renvoi d'un juge, soit assujettie à la règle énoncée dans l'article 9; et que toute accusation pour renvoi, faite par le public, soit portée à la Chambre d'assemblée et entendue par le Conseil et, si elle est fondée, qu'elle entraîne la suspension; dans chaque cas un appel de cette décision, accompagné d'un rapport, pourra être interjeté à Votre Majesté.

13° Que les appels des tribunaux de cette province à la

couronne soient portés devant un comité du Conseil, ou cour d'appel, composé du très honorable lord chancelier et des juges des cours de Westminster Hall.

14<sup>e</sup>. Vos pétitionnaires osent humblement représenter à Votre Majesté que, par suite de leur proximité des Etats-Unis qui, en vertu de leur situation et du climat, jouissent de plus grands avantages, les règlements pour favoriser le commerce intérieur et l'agriculture de cette province sont devenus plus difficiles et plus compliqués et que la législature ici devra apporter une grande attention aux intérêts du pays. En conséquence, ils demandent que l'Assemblée soit investie du pouvoir de prélever les taxes et droits de douane nécessaires pour défrayer les dépenses du gouvernement civil de la province, et que, dans ce but, on abroge les lois existantes concernant les taxes et droits douaniers imposés dans la province.

Tels sont, qu'il plaise à Votre Majesté, les prières et les vœux de vos loyaux sujets et ils espèrent avec une ferme confiance que Votre Majesté mettra fin au désordre et à la confusion qui règnent actuellement dans les lois et les tribunaux de la province, ce qui met en danger leurs propriétés, entrave le commerce et détruit totalement cette confiance qui devrait exister et existerait parmi la population, et qui est la vie et le soutien du commerce. Et qu'il vous plaise de nous octroyer une constitution et un gouvernement basés sur les principes stables et libéraux que désirent vos affectionnés sujets de cette province pour faire de cette colonie ravagée un brillant joyau de la couronne impériale d'Angleterre. Et, par suite, la future génération se rendra compte comme la présente, que la sécurité et le bonheur du peuple de la province de Québec dépendent de l'union et de la soumission à la couronne et au gouvernement de la Grande-Bretagne.

Dans cette heureuse attente, vos pétitionnaires, comme le devoir les y oblige, ne cesseront de prier, etc., etc...

Québec, 24 novembre 1784.

(signé.)

APPENDICE III

OBJECTIONS A LA PETITION DE NOVEMBRE 1784

OBJECTIONS  
AUX DEMANDES FAITES  
A NOTRE AUGUSTE SOUVERAIN;

*Par l'Adresse lue dans une Assemblée tenue chez les R. R. P. P.  
Recolets, le 30 novembre 1784.*

*Demandé au Prologue.* — Que, considérant le fardeau de la Grande-Bretagne, il nous soit accordé une Chambre d'Assemblée, pour imposer des Taxes, etc.

*Répondu.* — Que c'est avec douleur certainement, que nous devons regarder le fardeau de notre Mère Patrie; mais hélas ! ce ne peut être qu'une douleur infructueuse; car, quel remède y pouvons-nous apporter? Nous, dont les besoins renaissent chaque jour; nous, qui, chaque année nous dépouillons jusqu'au dernier sol, pour payer les effets, (déjà consommés,) qu'est obligée de nous fournir cette Mère Patrie; Nous qui malgré les sommes énormes, que la guerre a occasionné de laisser en ce pays, sommes encore en arrière avec la Métropole, d'une balance de comptes considérable. Quelles sont donc nos ressources pour appuyer des Taxes? Sera-ce sur les Villes? Qui ne connoît pas l'indigence de leurs Citoyens. Sera-ce sur les Terres? Qui ne sait pas, que les Campagnes endettées envers les Villes, n'ont pu jusqu'à présent se liquider; que la misère est le partage d'une très grande partie de leurs Habitants. Que sera-ce donc, lorsqu'une partie de leurs travaux sera consacrée pour le soutien de l'Etat? Cet exposé, vrai dans tous ses points, doit convaincre qu'une Chambre d'Assemblée, pour imposer des Taxes, est, non seulement inutile, mais encore, préjudiciable aux intérêts de cette Colonie.

*Atr. I<sup>er</sup>*

*Demandé.* — Que la Chambre soit indistinctement composée d'anciens et nouveaux Sujets, etc.

*Répondu.* — Cet article demande une plus grande extension : car, par ce mot indistinctement, il pourra y avoir autant, et même plus d'anciens que de nouveaux sujets dans la Chambre; ce qui serait contraire au droit naturel; puisqu'il y a vingt Canadiens contre un ancien Sujet. Que deviendront nos droits confiés à des Etrangers à nos loix:

*Art. II*

*Demandé.* — Que le Conseil soit composé de trente Membres, sans appointements, etc.

*Répondu.* — Que cela sera bon, s'il se trouve assez de riches désintéressés pour prendre le parti du Peuple, l'honnête indigent étant dans l'incapacité de donner son temps pour rien.

*Art. III*

*Demandé.* — Que les Loix Criminelles d'Angleterre soient continuées, etc.

*Répondu.* — Que la douceur de ces Loix doivent en faire désirer la continuation; mais demande inutile, puisque nous les avons.

*Art. IV*

*Demandé.* — Que les Loix, Coutumes et Usages de ce Pays soient continuées, sujettes néanmoins, aux altérations que la Législation trouvera nécessaire, etc.

*Répondu.* — Cet article est contradictoire; en ce qu'il constate nos Droits, et les détruit entièrement. En effet, n'est-ce pas les détruire, que de les soumettre aux altérations que la Législation trouvera nécessaire d'y faire. Ne deviendront-ils pas arbitraires. Que pourra-t-on statuer sur des Droits aussi changeants, que les Chambres auxquelles ils seront soumis?

*Art. V*

*Demandé.* — Que les Loix de Commerce d'Angleterre soient déclarées celles de cette Province, sujettes aux mêmes altérations que l'article 4<sup>e</sup>, etc.

*Répondu.* — Que la réponse à l'article 4<sup>e</sup> est la même que pour celui-ci.

*Art. VI*

*Demandé.* — Que l'Acte d'Abbas Corpus soit en force, etc.

*Répondu.* — Que notre Auguste Souverain nous l'ayant accordé, il est inutile de l'importuner pour cet objet.

*Art. VII*

*Demandé.* — Que dans les Cours de Jurisdiction, il soit accordé des Jurés à la demande des parties.

*Répondu.* — Que cet article est entièrement en faveur du Riche, contre le Pauvre. Si ce sont des Jurés ordinaires; Pauvres que deviendront vos familles, lorsqu'il vous faudra laisser vos travaux, une partie de l'année, pour aller décider des Causes qui ne vous regardent en rien? Vous vous plaignez déjà d'être obligés de les interrompre, lorsque vous êtes appelés pour les Affaires Criminelles, ce qui arrive six fois l'année. Que sera-ce donc, lorsque vous serez obligés d'assister à toutes les Audiences? Quelqu'un dira peut-être que cela se fait à Londres qu'en conséquence on le peut faire dans ce pays. Que ce quelqu'un compare le nombre des citoyens de Londres, se montant à trois cent mille hommes environ, avec douze cents tout au plus que vous êtes dans cette Ville et ses Faubourgs. Pour lors il verra que vous serez obligés de vous trouver 250 fois à l'Audience, contre une fois que se trouve le Citoyen de Londres. Jugez par là si vous avez d'autre métier à faire et que deviendront vos familles.

Si ce sont des Jurés spéciaux, (en conséquence payés) quel est le pauvre qui pourra lutter contre un riche oppresseur, détenteur de son bien qui, pour l'écraser, demandera des Jurés (qu'on ne pourra lui refuser) ne sera-ce pas mettre le pauvre dans l'alternative d'abandonner sa cause, ou se voir totalement ruiner, s'il vient à succomber. On se plaint des frais qu'entraîne la Justice. Qui pourra y suffire lorsqu'il faudra y joindre la paye de douze jurés? n'est-ce pas fermer la porte du Sanctuaire de la Justice à l'indigent.

*Art. VIII*

*Demandé.* — Que les Cheriffs soient élus par la Chamore, approuvés et commissionnés par le Gouverneur, etc.

*Répondu.* — Que si le Cheriff nommé par la Chambre ne convient pas au Gouverneur, que deviendra l'administration des Loix et de la Justice? De là ne s'ensuivra-t-il pas un temps d'anarchie préjudiciable aux intérêts publics.

*Art. IX*

*Demandé.* — Que nul Officier civil ne pourra être suspendu de sa charge, par le Gouverneur, sans le consentement du Conseil, etc.

*Art. X*

*Demandé.* — Qu'aucune nouvelle Charge civile soit créée par le Gouverneur, sans le consentement du Conseil, etc.

*Art. XI*

*Demandé.* — Que les emplois de confiance soient exercés par les Personnes mêmes, etc.

*Répondu.* — Que les trois articles précédents seroient admissibles en temps et lieu.

*Art. XII*

*Demandé.* — Qu'il soit nommé des Juges dans les Cours de la Province, qu'ils aient des appointements fixes et suffisants, etc.

*Répondu.* — Qu'il est juste d'avoir des Juges pour administrer la Justice, qu'ils aient des appointements suffisants pour vivre convenablement à leur état. Car, sans cela, où ils négligeront les devoirs de leurs Charges, pour s'occuper de soins qui puissent les mettre plus à leur aise, où ils mettront la Justice à l'enchère.

*Art. XIII*

*Demandé.* — Que les appels des Cours de Justice de cette Province soient faits au Lord Chancelier, à la Cour de Westminster Hall.

*Répondu.* — Que nous avons eu jusqu'à présent recours au Roi et à son Conseil, qui prenoit nos Loix pour guides de leur décision. Mais que deviendront tous nos Droits rapportés

dans une Chambre qui ne s'écarte en rien des Loix et Constitutions Britanniques? Hors, si le Conseil de la Province change vos Loix, et y substitue celles d'Angleterre, dans quelle confusion et embarras ne nous mettra-t-il pas? Si au contraire il les laisse subsister, quel moyen d'appel auront-nous dans une Chambre qui y fait une entière abstraction.

#### *Art. XIV.*

*Demandé.* — Qu'il Plaise à Sa Majesté, pour le bien du Commerce et faire fleurir l'Agriculture, revêtir la Chambre d'Assemblée du pouvoir d'imposer des Taxes, etc.

*Répondu.* — Que cet article, mûrement considéré, pourroit donner matière à bien des réflexions. Car, qu'y a-t-il de commun entre nos demandes et cette proximité, ce climat, cette situation des Etats-Unis, qui leur donne l'avantage du Commerce sur nous. Sera-ce par le moyen des Taxes qu'on prolongera notre été de trois mois, qu'on rendra notre Fleuve navigable toute l'année? Non : donc, l'avantage restera toujours chez nos voisins. Sera-ce les Taxes qui feront fleurir notre Agriculture? non : puisque les Seigneurs, pour l'encourager, donnent des Terres pour trois ans sans autre redevance et qu'elles restent incultes faute de moyens pour les ouvrir

Qu'est-ce donc qui peut compenser leur avantage sur nous? C'est le repos dont nos campagnes ont joui jusqu'à présent; exemptes de Taxes, elles ont vu, malgré l'appreté du climat le fruit de leurs travaux, et en ont jouit. A cela on répond que les campagnes ont été molestées par le logement des troupes et les corvées, il est vrai; mais les Taxes qu'on leur imposera les exempteront-ils de cela? Voyons-le.

Lorsque le Roi jugera nécessaire d'envoyer des troupes dans cette Colonie pour la sûreté de nos propriétés. Quelqu'un s'y opposera-t-il? Non, c'est un droit que le Roi a dans tous ses Etats, sans même être obligé d'en rendre compte. Avons-nous des Cazernes en état de loger ces troupes? non : peuvent-elles être toute l'année sous des tentes? non; donc, nous ferons des Cazernes où nous les logerons.

Les Troupes mènent avec elles un train considérable de munitions, vivres, etc. Qui transportera ces effets à leur destination? des gens de bonne volonté, dit-on, qu'on payera bien. Vous aurez des gens de bonne volonté, il est vrai, mais à des prix si exorbitants, que la Province ne pourra pas suffire à cette seule branche de dépense. Les taxera-t-on? il n'y en aura plus. Donc, pour ne pas arrêter des travaux aussi indispensables, on sera obligé de commander; en conséquence nous ferons des Corvées.

Quelqu'un dira, peut-être, comme il a déjà été dit, qu'on prendra ce qu'on appelle Volontaires dans les campagnes. Voilà donc une classe d'hommes Libres condamnés à l'Esclavage. N'est-ce pas assez que la fortune leur soit ingrate, sans encore aggraver leur malheur par la servitude. Cela étant inadmissible, tout bien considéré, mûrement examiné; il faut conclure que les Taxes ne pourront pas nous exempter, ni du logement des Troupes, ni des corvées : en conséquence la Chambre, pour les imposer, est contraire aux intérêts de cette Colonie indigente.

#### FIN

Je certifie que dans le courant du mois de Décembre de l'année 1784 j'ai imprimé aux environs de Deux cens exemplaires des Objections ci-dessus et environ le même nombre d'une Adresse à Sa Majesté, en Opposition à la Chambre d'Assemblée (dans le même espace de temps). Montréal, 29 Xbre 1788.

fl. Mesplet,  
imprimeur.

#### APPENDICE IV

##### L'ACTE CONSTITUTIONNEL DE 1791

*Anno tricesimo primo*

GEORGII III, REGIS

CHAP. XXXI

*Acte abrogeant certaines parties d'une loi votée la quatorzième année du règne de Sa Majesté, intitulée « Acte à l'effet de*

*pourvoir d'une façon plus efficace au gouvernement de la province de Québec dans l'Amérique du Nord » et arrêtant de nouvelles dispositions pour le gouvernement de ladite Province.*

Attendu qu'un acte fut voté la quatorzième année du règne de Sa présente Majesté, intitulé « Acte à l'effet de pourvoir d'une façon plus efficace au gouvernement de la province de Québec dans l'Amérique du Nord »; et attendu que ledit acte ne convient pas, sous plusieurs rapports aux conditions actuelles de ladite province et qu'il est maintenant à propos et nécessaire d'édicter de nouvelles dispositions concernant le bon gouvernement et la prospérité de celle-ci : — qu'il plaise donc à Votre Majesté de décréter — et Sa Très Excellente Majesté, de l'avis et du consentement des lords spirituels et temporels et des communes assemblés en ce présent parlement et de par leur autorité en décrète ainsi — que toutes les dispositions dudit acte qui ont trait de quelque manière que ce soit à la nomination d'un conseil chargé de l'expédition des affaires de ladite province de Québec ou au pouvoir donné par ledit acte à ce Conseil ou à la majorité de ses membres de rendre des ordonnances pour la paix, le bien et le bon gouvernement de cette province, avec le consentement du gouverneur ou du lieutenant-gouverneur ou du commandant en chef de Sa Majesté alors en fonction, soient et elles sont par le présent acte abrogées.

II. Et attendu que Sa Majesté a daigné faire part, par son message aux deux chambres du Parlement, de son intention royale de diviser la Province de Québec en deux provinces distinctes qui s'appelleront la province du Haut-Canada et la province du Bas-Canada; — l'autorité susdite décrète encore ce qui suit : il y aura respectivement dans chacune de celles-ci un conseil législatif et une chambre d'assemblée composés et constitués séparément de la manière ci-après énoncée : dans chacune d'elles, Sa Majesté, ses héritiers et successeurs auront le pouvoir, pendant que cette loi sera en vigueur, et de par l'avis et le consentement du conseil législatif et de la chambre d'assemblée, de faire des lois pour la paix, le bien et le bon gouvernement de ces provinces, lois qui ne seront pas

contraires au présent acte; ces lois, après leur adoption par le conseil législatif et l'assemblée et leur sanction par Sa Majesté, ses héritiers et successeurs ou, en leur nom par telle personne que Sa Majesté, ses héritiers et successeurs nommeront de temps à autre gouverneur ou lieutenant gouverneur de telle province ou par telle personne que Sa Majesté, ses héritiers et successeurs nommerons de temps à autre administrateur du gouvernement de celle-ci, seront et elles sont déclarées être, en vertu et sous l'empire de cet acte, valides et obligatoires à tous égards dans la province où lesdites lois auront été ainsi votées.

III. Et l'autorité susdite statue, en outre, que, pour constituer le conseil législatif comme susdit dans chaque province respectivement, il sera et il est loisible à Sa Majesté, à ses héritiers et successeurs par un acte sous son ou leur seing, d'autoriser le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou l'administrateur d'icelle à convoquer, et de lui ordonner de convoquer, dans le délai ci-après mentionné, et au nom du roi par un acte sous le grand sceau de telle province, audit conseil législatif à établir dans chacune desdites provinces respectivement, un nombre suffisant d'hommes prudents et compétents, non moins de sept au conseil législatif du Haut-Canada, et pas moins de quinze à celui du Bas-Canada; et il sera aussi loisible à Sa Majesté, à ses héritiers ou successeurs de donner pouvoir et d'ordonner, de temps en temps, par un acte sous son ou leur seing, au gouvernement ou au lieutenant-gouverneur ou à l'administrateur de chacune desdites provinces respectivement, d'appeler de la même manière au conseil législatif telles autres personnes que Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs jugeront compétentes; toute personne ainsi convoquée dans l'une ou l'autre desdites provinces respectivement, deviendra en conséquence membre du conseil législatif auquel elle aura été ainsi nommée.

IV. Pourvu que nul ne soit, et l'autorité susdite décrète que nul ne sera nommé au conseil législatif de l'une ou de l'autre province s'il n'est âgé de vingt et un ans révolus, et s'il n'est sujet naturel de Sa Majesté ou sujet de Sa Majesté naturalisé par une loi du parlement britannique ou sujet de

Sa Majesté devenu tel en vertu de la conquête et de la cession de la province du Canada.

V. Et il est, en outre, décrété que tout membre de chacun de ces conseils législatifs y conservera son siège à vie, mais moyennant néanmoins les dispositions qui suivent à l'effet de déclarer ce siège vacant en certains cas ci-après spécifiés

VI. Et, de plus, la susdite autorité décrète que quand Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs jugeront à propos de conférer à tout sujet de la couronne de la Grande-Bretagne, par lettres patentes sous le grand sceau de l'une ou l'autre desdites provinces, tout titre honorifique, tout rang ou toute dignité héréditaire de telle province, transmissible conformément à toute ligne de succession définie dans telles lettres patentes, il sera et pourra être loisible à Sa Majesté à ses héritiers ou successeurs d'y ajouter, par lesdites lettres patentes, si Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs le jugent ainsi opportun, un droit héréditaire de promotion au conseil législatif de telle province, transmissible conformément à la ligne de succession définie à l'égard de tels titre, rang ou dignité; et que toute personne, à laquelle aura été conféré ce privilège ou qui en héritera ainsi, aura le droit par le fait d'exiger du gouverneur, du lieutenant-gouverneur ou de l'administrateur de telle province, ses lettres de convocation audit conseil législatif, à toute époque après qu'elle aura atteint l'âge de vingt et un ans, moyennant néanmoins les dispositions spécifiées ci-après.

VII. Pourvu que, et en outre l'autorité plus haut désignée décrète à cet effet, — quand et aussi souvent que toute personne à qui se transmettra tel droit héréditaire se sera, sans la permission de Sa Majesté, de ses héritiers ou successeurs communiquée au conseil législatif de la province par le gouverneur, le lieutenant-gouverneur ou l'administrateur d'icelle, absente de ladite province pendant quatre années consécutives, durant toute période entre la date de son héritage de tel privilège et le jour où elle demandera telle lettre de convocation, si elle était âgée de vingt et un ans ou plus à l'époque où elle commença à jouir de ce droit ou durant toute période qui s'écoulera entre la date où elle atteignit ledit âge et celle

de cette demande, si elle n'était pas encore alors âgée de vingt et un ans; et quand et chaque fois que toute telle personne aura à quelque époque avant d'adresser sa demande de telle lettre de convocation, prêté quelque serment d'allégeance ou de fidélité à tout prince étranger ou à toute puissance étrangère, dans tous tels cas telle personne n'ait pas le droit de recevoir aucune lettre l'assignant au conseil législatif en vertu de tel privilège héréditaire, à moins que Sa Majesté, ses héritiers et successeurs ne croient à propos, en tout temps, d'ordonner par acte sous leur signature, la convocation de telle personne audit conseil. Et le gouverneur, ou le lieutenant-gouverneur ou l'administrateur desdites provinces respectivement est, par les présentes, requis et revêtu du pouvoir d'interroger sous serment celle-ci avant de lui délivrer telle lettre de convocation qu'elle sollicitera ainsi, touchant tous ces détails, et ce devant le conseil exécutif qui aura été nommé par Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs dans cette province pour en régir les affaires.

VIII. Pourvu, de plus, — et il en est ainsi décrété par l'autorité susdite, — que, si quelque membre des conseils législatifs de l'une ou de l'autre de ces provinces respectivement quitte telle province et réside continuellement hors des limites de celle-ci pendant l'espace de quatre années, sans la permission de Sa Majesté, de ses héritiers et successeurs, communiquée à tel conseil législatif, par le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou l'administrateur de Sa Majesté ou pendant l'espace de deux années consécutives sans une permission semblable ou l'autorisation du gouverneur, du lieutenant-gouverneur ou de l'officier chargé du gouvernement de cette province portée à la connaissance dudit conseil législatif de la manière ci-dessus énoncée, ou si tout tel membre prête serment d'allégeance ou d'obéissance à quelque prince ou Etat étranger, son siège en ce conseil devienne vacant par le fait même.

IX. Pourvu, — et l'autorité susdite en arrête ainsi, en outre, — que, en tout cas où une lettre de convocation à tel conseil législatif aura été légalement refusée à toute personne à qui le droit héréditaire susmentionné aurait été transmis

soit à cause de son absence de la province comme dit ci-dessus ou de sa prestation d'un serment d'allégeance ou de fidélité, à tout prince ou Etat étranger, et aussi en tout cas où le siège au conseil de l'un de ses membres, jouissant du susdit droit héréditaire, aura été déclaré vacant pour l'une des causes spécifiées ci-dessus, tel droit héréditaire demeure suspendu pendant toute la vie de telle personne, à moins que Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, ne jugent ensuite à propos d'ordonner la réassignation de celle-ci au conseil; mais que, au décès de celle-ci, ce droit, sous les dispositions contenues dans les présentes, retourne et se transmette à celui qui en héritera après elle, conformément à la ligne de succession définie dans les lettres patentes par lesquelles ce droit aura été conféré en premier lieu.

X. Pourvu aussi, — et l'autorité susdite en décrète, en outre, ainsi — que si quelque membre de l'un desdits conseils législatifs est condamné pour trahison dans toute cour de justice des possessions de Sa Majesté, son siège en ce conseil devienne vacant par le fait même, et tout tel droit susdit dont serait alors revêtue ladite personne ou devant être transmis à d'autres par son entremise, soit absolument et formellement perdu et anéanti.

XI. Pourvu que — et il en est encore ainsi stipulé par l'autorité susdite, — lorsqu'il se soulèvera une question au sujet du droit de toute personne d'être convoquée à l'un ou à l'autre des conseils législatifs respectivement, ou concernant la vacance du siège, dans ce conseil législatif, de toute personne en faisant partie, toute telle question soit, par le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur de la province ou la personne chargée d'administrer celle-ci, soumise à l'étude et à la décision de tel conseil législatif, et qu'il soit loisible à la personne sollicitant la délivrance de cette lettre ou concernant le siège en question ou au procureur général de Sa Majesté dans cette province au nom du souverain d'en appeler en ce cas de la décision dudit conseil à Sa Majesté en son parlement de la Grande-Bretagne et que le jugement de Sa Majesté en son parlement soit final et décisif à tous égards que ce soit.

XII. Et l'autorité susmentionnée statue, de plus, que le gouverneur, ou le lieutenant-gouverneur desdites provinces respectivement ou la personne chargée d'y régir les affaires aura le pouvoir et l'autorisation, de temps à autre, par un acte sous le grand sceau de telle province, de constituer, de nommer et de destituer les présidents des conseils législatifs respectifs d'icelles.

XIII. Et l'autorité ci-dessus désignée ordonne aussi que, pour constituer telle assemblée comme susdit dans chacune des provinces respectivement, il sera et pourra être loisible à Sa Majesté ou à ses héritiers et successeurs, par un acte sous son ou leur signature, de donner pouvoir et d'ordonner au gouverneur ou au lieutenant-gouverneur ou à la personne à qui sera confié le gouvernement dans chacune d'elles, dans le délai ci-après mentionné, et ensuite de temps à autre comme l'occasion s'en présentera, de convoquer, au nom de Sa Majesté et par un acte sous le grand sceau de telle province, une assemblée dans et pour cette province.

XIV. Et en outre, l'autorité ci-dessus mentionnée arrête que, dans le but d'élire les membres de ces assemblées respectivement, il sera et il est loisible à Sa Majesté, ou à ses héritiers et successeurs par un acte sous son ou leur seing, d'autoriser le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou la personne chargée du gouvernement de chacune de ces provinces, à publier, dans le délai ci-après spécifié, un édit divisant cette province en districts, comtés ou circonscriptions et en villes ou municipalités et fixant leurs limites et arrêtant et spécifiant le nombre de représentants à choisir par chacun de ces districts, ou comtés ou circonscriptions et chacune de ces villes ou municipalités respectivement. Et il sera aussi loisible à Sa Majesté ou à ses héritiers et successeurs, d'autoriser tel gouverneur ou lieutenant-gouverneur ou administrateur à nommer, de temps en temps, des personnes compétentes pour remplir la charge de rapporteur des élections dans chacun desdits districts ou comtés ou circonscriptions et dans chaque ville ou municipalité respectivement. Et cette division desdites provinces en districts ou comtés ou circonscriptions et

en villes ou municipalités, et telle désignation et prescription du nombre de représentants à choisir par chacun desdits districts ou comtés ou circonscriptions et chaque ville ou municipalité, de même que telle nomination de rapporteurs-rédacteurs des élections seront valides et effectives pour toutes les fins de cet acte, à moins que, en tout temps, le conseil législatif et l'assemblée de la province n'en décident autrement par un acte sanctionné par Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs.

XV. Pourvu, néanmoins — et il est en outre statué ainsi par l'autorité susdite, — que les dispositions édictées par les présentes à l'effet d'autoriser le gouverneur ou le lieutenant gouverneur ou la personne à qui sera confié le gouvernement desdites provinces respectivement à nommer, de temps en temps et en vertu de l'autorisation ci-dessus mentionnée octroyée par Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, des personnes compétentes pour remplir la charge de rapporteurs-rédacteurs des élections dans lesdits districts, comtés ou circonscriptions et lesdites villes ou municipalités, soient valables et aient force de loi dans chacune d'icelle pendant l'espace de deux années, depuis la date de la mise en vigueur de cet acte dans cette province et pas plus longtemps; mais ces dispositions pourront être néanmoins plus tôt modifiées ou abrogées par tout acte du conseil législatif et de l'assemblée sanctionné par Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs.

XVI. Néanmoins, — et l'autorité susdite en décrète ainsi, — nulle personne ne sera tenue de remplir les devoirs de rapporteur pour une période excédant un an ou plus d'une fois, à moins que, en tout temps, le conseil législatif et l'assemblée de la province, par un acte sanctionné par Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, n'en décident autrement.

XVII. Pourvu, — et l'autorité susdite décrète, en outre ainsi, — que le nombre total des députés à choisir dans la province du Haut-Canada ne soit pas moins de seize et celui des députés à choisir dans la province du Bas-Canada pas moins de cinquante.

XVIII. L'autorité susdite décrète, en outre, que le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou l'administrateur de Sa

Majesté dans lesdites provinces devra délivrer les writs convoquant les collèges électoraux à élire leurs députés aux assemblées respectivement dans les quatorze jours après l'apposition du sceau à l'acte susdit pour la convocation des chambres; on devra adresser ces writs aux divers rapporteurs desdits districts ou comtés ou circonscriptions et desdites villes ou municipalités; ces writs devront être retournés dans les cinquante jours tout au plus après la date de leur signature, à moins que le conseil législatif et l'assemblée de la province, en tout temps, n'en décident autrement par toute loi sanctionnée par Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs. Des writs seront délivrés de la même manière et en la même forme pour l'élection des députés, en cas de vacance survenue par suite du décès de l'élu ou de sa nomination au conseil législatif de l'une ou de l'autre province; on devra les renvoyer dans les cinquante jours au plus tard suivant la date de leur signature, à moins que le conseil législatif et l'assemblée n'en décident autrement, en tout temps, par toute loi que sanctionnera Sa Majesté ou que sanctionneront ses héritiers ou successeurs. Et en cas de vacance survenue par suite du décès de la personne élue ou de sa nomination comme ci-dessus énoncé, les writs convoquant de nouveau le collège électoral devront être délivrés dans les six jours après que le bureau chargé de ce faire en aura reçu avis.

XIX. L'autorité susdite décrète encore que tous rapporteurs ainsi nommés et chacun d'eux auxquels ces writs auront été envoyés devront, — et le présent acte leur en donne l'autorisation et leur en impose l'obligation, — les dûment exécuter.

XX. Et l'autorité décrète en outre que les députés des différents districts ou comtés ou circonscriptions desdites provinces respectivement seront élus à la majorité des votes des personnes qui posséderont individuellement pour leur usage et leur profit exclusifs des terres ou tenements dans tel district ou comté ou circonscription, selon le cas, tenus en franc-alleu ou en fief ou en roture ou en vertu d'un certificat obtenu sous l'autorité du gouverneur et du conseil de la province de

Québec et qui rapporteront un revenu annuel de quarante schellings ou plus, en sus de toutes rentes ou redevances, payables à même ces biens ou en considération de ces biens. Les représentants des divers bourgs ou municipalités dans lesdites provinces respectivement seront élus à la majorité des votes : 1<sup>o</sup> des personnes qui posséderont chacune, pour leur usage et leur bénéfice exclusifs, une habitation et un lopin de terre dans telle ville ou municipalité, possédant cette maison et ce terrain de la même manière que ci-dessus, et en retirant un revenu annuel de cinq livres sterling ou plus, ou 2<sup>o</sup> des personnes qui, ayant résidé dans ladite ville ou municipalité pendant l'espace de douze mois précédant immédiatement la date de délivrance des writs ordonnant l'élection, auront payé bona fide une année de loyer du logement qu'elles auront ainsi occupé au taux de dix livres sterling ou plus par année.

XXI. Pourvu toujours, — et l'autorité susdite en statue ainsi — que soient inéligibles et incapables de siéger ou de voter dans l'une ou l'autre assemblée toute personne qui sera membre de l'un desdits conseils législatifs à établir comme ci-dessus indiqué dans lesdites provinces ou toute personne qui sera ministre de l'Eglise d'Angleterre ou ministre, prêtre, clerc ou professeur, soit suivant les rites de l'Eglise de Rome ou suivant toute autre forme ou profession de foi ou de culte religieux.

XXII. Pourvu que, — et il en est, en outre, ainsi ordonné par l'autorité susdite — nul ne puisse voter à toute élection d'un député qui siégera dans telle assemblée de l'une ou l'autre desdites provinces ou ne puisse être élu à toute telle élection s'il n'est âgé de vingt et un ans révolus et s'il n'est pas sujet naturel de Sa Majesté ou sujet de Sa Majesté naturalisé tel par un acte du parlement britannique ou sujet de Sa Majesté devenu tel par le fait de la conquête et de la cession de la province du Canada.

XXIII. Et l'autorité susdite décrète encore que nul ne pourra voter à toute élection d'un député qui siégera dans telle assemblée de l'une ou de l'autre desdites provinces ou

ne pourra être élu à toute telle élection s'il a été condamné pour trahison ou félonie devant toute cour de justice d'une des possessions du roi ou qui tombera dans la catégorie des personnes privées de leur droits politiques par un acte du conseil législatif et de l'assemblée de la province sanctionné par Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs.

XXIV. Pourvu que, — et l'autorité susdite en décrète ainsi — tout électeur avant d'enregistrer son vote à une telle élection, prête, s'il en est requis par un des candidats ou par le rapporteur, le serment suivant qu'on lui fera prêter en anglais ou en français, suivant le cas :

Je, A. B. déclare et atteste en présence de Dieu tout-puissant que je suis, au meilleur de ma connaissance et croyance, âgé de vingt et un ans révolus et que je n'ai pas encore voté à cette élection.

Et toute telle personne devra aussi, si elle est requise comme ci-dessus, jurer avant d'enregistrer son vote qu'elle possède au meilleur de sa connaissance et croyance, tels terres et tenements ou une habitation et un lopin de terre ou qu'elle a été ainsi locataire bona fide et a payé tel loyer de son logement qui lui donne droit, conformément aux dispositions de cet acte de déposer son vote à telle élection pour le comté ou district ou circonscription ou pour la ville ou municipalité où elle désire voter.

XXV. Et il est en outre décrété par l'autorité susdite qu'il sera et il est loisible à Sa Majesté, à ses héritiers ou successeurs, d'autoriser le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou l'administrateur de chacune de ces provinces respectivement à fixer l'époque et les lieux où se tiendront ces élections au moyen d'un avis de pas moins de huit jours, sauf toutefois les dispositions qu'édicterá ultérieurement à cet égard tout acte voté par le conseil législatif et l'assemblée de la province et sanctionné par Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs.

XXVI. Et l'autorité susmentionnée décrète encore qu'il sera et il est loisible à Sa Majesté, à ses héritiers ou successeurs, d'autoriser le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur

de chacune desdites provinces respectivement ou la personne chargée d'y régir les affaires du gouvernement, à fixer les lieux et les époques où se tiendront la première et toute autre session du conseil législatif et de l'assemblée de telle province au moyen d'un avis convenable et suffisant, et à les proroger de temps à autre et à les dissoudre par proclamation ou autrement toutes les fois qu'il le jugera opportun et nécessaire.

XXVII. Pourvu que, — et l'autorité susdite l'ordonne ainsi, — lesdits conseil législatif et assemblée de chacune desdites provinces soient convoqués une fois au moins par année et que toute assemblée soit élue pour quatre ans à compter du jour du renvoi des writs d'élection et non plus longtemps; cependant elle sera susceptible d'être plus tôt prorogée ou dissoute par le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou la personne chargée de régir les affaires du gouvernement en cette province.

XXVIII. Et il est en outre prescrit par l'autorité susdite que toutes les questions soulevées dans ces conseils législatifs ou assemblées respectivement se décideront à la majorité des voix des membres présents, et que en tout les cas d'égalité des votes, le président de tel conseil ou de telle assemblée suivant le cas, aura voix prépondérante.

XXIX. Pourvu néanmoins, — et l'autorité susdite en décrète ainsi — qu'il ne soit permis à nul membre du conseil législatif ou de l'assemblée de l'une ou de l'autre de ces provinces, de prendre part aux délibérations avant d'avoir prêté et souscrit le serment suivant, devant le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou l'administrateur de la province ou devant toute personne autorisée par ledit gouverneur ou lieutenant-gouverneur ou toute autre personne comme susdit à faire prêter tel serment, et que celui-ci soit prêté en anglais ou en français suivant le cas :

Je, A. B., promets et jure en toute sincérité de rester véritablement fidèle envers et d'obéir à S. M. le roi George, comme souverain légitime du royaume de la Grande-Bretagne et de ces provinces lui appartenant et de le défendre de toutes mes forces contre toutes conspirations déloyales et attentats quelconques dirigés contre sa personne, sa couronne et sa dignité,

et de faire tous mes efforts pour dénoncer et faire connaître à Sa Majesté, à ses héritiers et successeurs, toutes trahisons et conspirations déloyales et attentats que je saurai dirigés contre elle ou quelqu'un d'entre eux. Et je jure tout cela sans équivoque, sans restriction mentale, ni arrière-pensée, et en renonçant à toutes grâces et dispenses dans le sens contraire de la part de toute personne ou de tout pouvoir quelconques.

Ainsi que Dieu me soit en aide.

XXX. Et, en outre, l'autorité susdite décrète que quand un bill qui aura été voté par le conseil législatif et par la chambre d'assemblée de l'une ou de l'autre de ces provinces respectivement, sera soumis, pour la sanction royale, au gouverneur ou au lieutenant-gouverneur de telle province ou à la personne y régissant les affaires du gouvernement, tel gouverneur ou lieutenant-gouverneur ou administrateur pourra déclarer — et les présentes l'autorisent à déclarer, à sa discrétion, et lui enjoignent de le faire, sauf néanmoins les dispositions prévues par cet acte et les instructions que, de temps à autre il recevrait à cette intention de Sa Majesté, de ses héritiers ou successeurs — qu'il sanctionne ce bill au nom de Sa Majesté ou qu'il refuse l'assentiment royal à ce bill ou qu'il le réserve jusqu'à ce que celle-ci ait fait connaître son plaisir à ce sujet.

XXXI. Cependant, et ladite autorité arrête encore ce qui suit : chaque fois qu'un bill ainsi soumis pour l'assentiment royal, à tel gouverneur ou au lieutenant-gouverneur ou à l'administrateur aura été, par celui-ci sanctionné au nom de Sa Majesté, ledit gouverneur, ou lieutenant-gouverneur ou administrateur devra, et il en est requis par les présentes, transmettre, à la première occasion possible, à l'un des principaux secrétaires d'Etat de Sa Majesté une copie authentique du bill ainsi sanctionné. Et il sera et pourra être loisible à Sa Majesté, à ses héritiers et successeurs par son ou leur arrêté en Conseil, en tout temps dans les deux années qui suivront la réception de ce bill par ledit secrétaire d'Etat, de signifier son ou leur désapprobation de ce bill; et telle désapprobation, avec un certificat sous le seing et sceau dudit secrétaire d'Etat, constatant la date à laquelle ce bill fut reçu tel que ci-dessus,

après avoir été communiquée par tel gouverneur, lieutenant-gouverneur ou telle personne chargée de l'administration, au conseil législatif et à l'assemblée de telle province ou par proclamation, rendra nul et de nul effet ce bill à partir de la date de cette notification.

XXXII. En outre, ladite autorité stipule que nul bill ainsi réservé jusqu'à l'expression du plaisir de Sa Majesté n'aura force de loi ni validité dans l'une ou l'autre desdites provinces jusqu'à ce que le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou la personne chargée de l'administration ait fait connaître, soit par un discours ou un message au conseil législatif et à l'assemblée de telle province ou par proclamation que ce bill a été soumis à Sa Majesté en Conseil à qui il a plu de le sanctionner; on devra inscrire au procès-verbal des délibérations dudit conseil législatif tout tel discours ou message ou telle proclamation et un duplicata, certifié conforme en sera fourni au fonctionnaire compétent qui le conservera parmi les archives publiques provinciales. Et nul bill, réservé comme il est dit ci-dessus, n'aura force de loi ni effet dans nulle desdites provinces respectives à moins que l'assentiment de Sa Majesté n'ait été communiqué, comme indiqué ci-dessus, dans l'espace de deux années à compter du jour de la présentation du bill pour recevoir la sanction royale, au gouverneur, ou au lieutenant-gouverneur ou à la personne administrant ladite province.

XXXIII. Et l'autorité susdite décrète encore comme suit : toutes les lois, statuts ou ordonnances en vigueur le jour qui sera fixé de la manière désignée ci-après pour l'application de cette loi dans lesdites provinces ou dans chacune d'elles ou dans toute partie d'elles, resteront en vigueur et auront la même force et le même effet, dans chacune d'icelles respectivement, que si cet acte n'avait pas été voté et que si ladite province de Québec n'avait pas été divisée, excepté en tant qu'elles sont expressément abrogées ou changées par cet acte ou en tant que Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, de l'avis et du consentement des conseils législatifs et assemblées desdites provinces respectivement pourront par la suite,

les amender ou abroger en vertu et sous l'autorité du présent acte, ou en tant que lesdites lois ou ordonnances temporaires qui seront adoptées de la manière indiquée ci-après les abrogeront ou modifieront.

XXXIV. Et considérant qu'une ordonnance adoptée par la province de Québec constitue le gouverneur et le conseil de celle-ci en une cour ayant juridiction civile pour entendre et juger les appels en certaines causes y spécifiées, ladite autorité décrète encore ce qui suit : — le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou la personne administrant les affaires dans chacune desdites provinces respectivement et tel conseil exécutif que Sa Majesté nommera pour y régir les affaires formeront une cour de juridiction civile dans chacune de celles-ci afin d'entendre et de décider les appels dans les mêmes causes et de la même forme et manière; on pourra en appeler de sa décision tout comme ces appels auraient pu, avant l'adoption de cette loi, être entendus et décidés par le gouverneur et le conseil de la province de Québec, moyennant toutefois telles autres ou nouvelles dispositions qu'édicterait à cet effet tout acte du conseil législatif et de l'assemblée de chacune desdites provinces respectivement sanctionné par Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs.

XXXV. Et attendu que l'acte susmentionné voté la quatorzième année du règne de Sa Majesté régnante déclarait que le clergé de l'Eglise de Rome habitant la province de Québec pourrait conserver et recevoir ses dîmes et droits habituels et en jouir, provenant des seules personnes professant ladite religion, pourvu que, toutefois, il fût loisible à Sa Majesté, à ses héritiers ou successeurs, de prélever sur la balance desdits dîmes et droits habituels, pour la propagation de la religion protestante et l'entretien et le support d'un clergé protestant, tels fonds qu'elle jugera ou qu'ils jugeront de temps à autre nécessaires et convenables, et considérant que, par les instructions royales données sous le seing royal le troisième jour de janvier de l'an de grâce mil sept cent soixante-quinze, à Guy Carleton, esquire maintenant lord Dorchester, alors capitaine général et gouverneur en chef de Sa

Majesté dans et pour la province de Québec, il a plu à Sa Majesté d'ordonner, entre autres choses, que « nul titulaire, professant la religion de l'Eglise de Rome, nommé à toute paroisse dans ladite province n'ait droit de recevoir des dîmes provenant de terres ou de propriétés occupées par des protestants. Ces dîmes devront être payées à des personnes que nommera ledit Guy Carleton, esquire, capitaine général et gouverneur en chef de Sa Majesté dans et pour ladite province de Québec, et versées entre les mains de notre receveur général pour le maintien d'un clergé protestant qui devrait résider réellement dans notre dite province et non autrement, conformément aux instructions que ledit Guy Carleton, esquire, capitaine général et gouverneur en chef d'icelle recevra de Sa Majesté à ce sujet. De la même manière, tous les revenus et profits provenant d'un bénéfice vacant devront être, aussi longtemps que celui-ci n'aura pas de titulaire, réservés et serviront aux fins susdites, » et attendu que Sa Majesté a également fait connaître son plaisir au même effet dans ses instructions royales données de la même manière à sir Frederick Haldimand chevalier du très honorable ordre du Bain, ex-capitaine général et gouverneur en chef dans ladite province de Québec, et aussi dans ses instructions royales données de la même manière audit très honorable Guy, lord Dorchester, actuellement capitaine général et gouverneur général de Sa Majesté dans ladite province de Québec; à ces causes, l'autorité susdite décrète que lesdites déclaration et dispositions contenues dans ledit acte susmentionné et aussi lesdites dispositions prises par Sa Majesté en conséquence d'icelles dans ses instructions citées ci-dessus, continueront à avoir pleine force de loi et effet dans chacune desdites provinces du Haut-Canada et du Bas-Canada respectivement excepté en tant que lesdites déclaration et dispositions, ou toute partie de celles-ci, seront expressément modifiées ou abrogées par tous actes qu'adopteraient le conseil législatif et l'assemblée desdites provinces respectivement et que sanctionneront Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, sous la réserve spécifiée ci-après.

XXXVI. Considérant qu'il a plu à Sa Majesté, par son

message aux deux chambres du Parlement, d'exprimer son royal désir de pouvoir affecter permanently des terres, dans lesdites provinces au support et à l'entretien d'un clergé protestant, proportionnellement aux terres que Sa Majesté y a déjà concédées; et considérant que le souverain a, en outre, gracieusement daigné, par ledit message, faire part de son désir royal que telles dispositions soient édictées à l'égard de toutes concessions futures de terres dans cesdites provinces respectivement, qui contribueront le mieux à la subsistance appropriée et suffisante d'un clergé protestant dans cesdites provinces en raison de l'augmentation qui se produira dans leur population et leur mise en culture : en conséquence, dans le but de réaliser plus effectivement les gracieux désirs de Sa Majesté tel que susdit et de prendre des mesures pour exécuter ceux-ci en tout temps à l'avenir, l'autorité susdite décrète ce qui suit : il sera et pourra être loisible à Sa Majesté, à ses héritiers ou successeurs d'autoriser le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou l'administrateur de chacune desdites provinces respectivement d'y extraire et d'y tirer des domaines de la couronne, pour l'entretien et le soutien d'un clergé protestant, tels lots et telle réserve de terres justement proportionnés à la quantité de terres qui y ont été en tout temps, concédées par ou sous l'autorité de Sa Majesté. Et chaque fois que dorénavant sera faite une concession de terres dans l'une ou l'autre de ces provinces, par ou sous l'autorité de Sa Majesté, de ses héritiers ou successeurs, l'on devra en même temps à cet égard disposer et affecter aux fins susdites une étendue de terre proportionnelle dans la municipalité ou paroisse dans laquelle seront situées les terres ainsi concédées ou à laquelle elles seront annexées ou qui avoisinera lesdites terres le plus près que le permettront les circonstances. Nulle telle concession n'aura de validité ou d'effet à moins qu'elle ne contienne une désignation expresse des terres ainsi réparties et affectées par rapport aux terres concédées ainsi; et la qualité de telles terres ainsi réparties et affectées, sera, en autant que les circonstances le permettront et selon le cas, la même que celle des concessions en raison desquelles elles ont été ainsi réparties et affectées.

tées, et leur valeur devra égaler d'aussi près qu'on pourra l'estimer à l'époque de cette concession, la septième partie de celle des terres concédées.

XXXVII. Et il est encore décrété par la même autorité que toutes les rentes ou profits éventuels qui, en tout temps proviendraient des terres réparties et affectées tel que susdit serviront exclusivement à l'entretien et au support d'un clergé protestant dans la province où celles-ci seront situées, et à nul autre usage ou fin quelconque.

XXXVIII. L'autorité susdite stipule encore qu'il sera et pourra être loisible à Sa Majesté, à ses héritiers ou successeurs d'autoriser le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou la personne chargée d'administrer chacune desdites provinces respectives, de l'avis du conseil exécutif que Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs nommeront pour régir les affaires de celle-ci, à constituer et à ériger, de temps en temps, dans toute municipalité ou paroisse actuellement ou qui sera ultérieurement formée, organisée ou érigée dans ladite province, une ou plusieurs cures ou rectorats, suivant l'Eglise établi d'Angleterre, et aussi de doter ou de renter, de temps à autre, par un acte sous le grand sceau provincial, toute cure ou tout rectorat au moyen d'autant ou de telle partie des terres réparties et affectées tel que ci-dessus par rapport à la concession de toutes terres, dans telle municipalité ou paroisse, postérieure à la mise en vigueur de cet acte, ou de telles terres qui auraient été réparties et affectées aux mêmes fins, en vertu de toute instruction que donnerait Sa Majesté relativement à toutes terres qu'Elle aurait concédées avant l'application de cet acte, que tel gouverneur ou lieutenant-gouverneur ou administrateur le jugera à propos, de l'avis dudit conseil exécutif, dans les circonstances existant alors dans telle municipalité ou paroisse.

XXXIX. De plus, l'autorité susdite arrête qu'il sera et pourra être loisible à Sa Majesté, à ses héritiers ou successeurs d'autoriser le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou la personne chargée de l'administration de chacune desdites provinces à présenter à toute telle cure un titulaire ou ministre

de l'Eglise d'Angleterre, qui aura été régulièrement ordonné suivant les rites de ladite église et à remplir de temps à autre les vacances qui s'y produiraient; et toute personne ainsi présentée à tout tel rectorat le conservera et en jouira ainsi que de tous les droits, bénéfices et émoluments inhérents et attachés à ce poste aussi largement et complètement, de la même manière et sous les mêmes conditions et en étant astreinte à l'accomplissement des mêmes devoirs qu'un ministre ou recteur en Angleterre.

XL. Pourvu que toujours, — et l'autorité susdite en décrète ainsi, — toute telle présentation d'un titulaire ou ministre à toute telle cure et aussi la jouissance par tout tel titulaire ou ministre de toute telle cure ou rectorat et des droits, bénéfices ou casuel en résultant, soient sujettes et astreintes à tous droits d'investiture et à toute autre juridiction ou autorité spirituelle et ecclésiastique légalement conférés à l'évêque de la Nouvelle-Ecosse par les lettres patentes royales de Sa Majesté ou qui pourront être à l'avenir, par l'autorité royale de Sa Majesté, accordés ou conférés légalement et exercés et exécutés dans lesdites provinces ou chacune d'elles respectivement, par ledit évêque de la Nouvelle-Ecosse ou toute autre personne suivant les lois et canons de l'Eglise d'Angleterre juridiquement et valablement arrêtés et acceptés en Angleterre.

XLI. Pourvu, — et l'autorité susdite en décide ainsi, — que les diverses dispositions ci-dessus édictées concernant la réparation et l'affectation de terres pour le support d'un clergé protestant dans lesdites provinces et relativement à la fondation à l'érection et à la dotation de cures et de rectorats dans celles-ci, et aussi à la présentation de titulaires ou ministres à ces fonctions et enfin à la manière dont lesdits titulaires ou ministres les rempliront et en jouiront, soient susceptibles d'amendement ou de rappel par des dispositions expresses à cette fin contenues dans tous actes que voteront le conseil législatif et l'assemblée desdites provinces respectivement et que sanctionneront Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs sous la restriction ci-après indiquée.

XLII. Pourvu que, néanmoins, — et l'autorité nommée

ci-dessus en décrète ainsi, — lorsque le conseil législatif et l'assemblée de l'une ou l'autre desdites provinces voteront un ou des actes édictant quelques dispositifs ayant l'effet de modifier ou d'abroger la déclaration et les dispositions susmentionnées, contenues dans ledit acte voté la quatorzième année du règne de Sa présente Majesté ou qui amendent ou qui rappellent les susdites stipulations contenues dans les instructions royales de Sa Majesté, données le troisième jour de janvier de l'an de grâce mil sept cent soixante-quinze, audit Guy Carleton esquire, maintenant lord Dorchester; ou qui changent ou abrogent les dispositions énumérées ci-dessus maintenant en vigueur et en effet lesdites déclarations et stipulations; ou qui modifient et rappellent l'une quelconque des diverses dispositions édictées ci-dessus concernant la répartition et l'affectation des terres pour le support d'un clergé protestant dans lesdites provinces et concernant la fondation, l'érection et la dotation de cures et rectorats dans icelles; ou relativement à la présentation de titulaires ou ministres à ces fonctions, et à la manière dont lesdits titulaires ou ministres les rempliront ou en jouiront; et de même lorsqu'un ou des actes ainsi votés contiendront des dispositifs qui se rapporteront de toute manière à la jouissance ou à l'exercice de toute forme ou mode de culte religieux ou qui l'affecteront; ou bien qui imposeront ou créeront des amendes et charges et frapperont d'incapacité et d'inhabilité à leur égard; ou encore qui, de toute façon, concerneront ou affecteront le paiement, le recouvrement ou la jouissance des droits ou redevances accoutumés mentionnés plus haut; ou encore qui, en toute façon, auront trait à l'octroi, à l'imposition ou au recouvrement de tous autres dimes ou traitements ou émoluments quelconques payables à tout ministre, prêtre, ecclésiastique ou instituteur, ou pour son usage suivant toute forme ou mode de culte religieux, en raison de son dit office ou de ses dites fonctions; ou qui encore, de toute manière, concerneront ou affecteront la constitution ou la discipline de l'Eglise d'Angleterre parmi les ministres ou fidèles d'icelle dans lesdites provinces; ou encore qui toucheront ou affecteront

teront en quelque façon la prérogative royale relativement à la concession des terres non cultivées de la couronne dans lesdites provinces; — tous tels actes soient, antérieurement à toute déclaration ou communication de l'assentiment royal à ceux-ci, déposés, devant les deux chambres du Parlement d'Angleterre. Et il ne sera pas loisible à Sa Majesté, à ses héritiers ou successeurs de donner son ou leur assentiment à tout tel acte avant trente jours après leur dépôt devant lesdites chambres ou de sanctionner tous tels actes au cas où l'une ou l'autre chambre demanderait, dans lesdits trente jours, par adresse à Sa Majesté, à ses héritiers ou successeurs, de refuser son ou leur assentiment à tout tel acte. Nul tel acte ne sera valide ou n'aura d'effet pour nulle desdites fins, dans l'une ou l'autre province, à moins que le conseil législatif et l'assemblée de celle-ci ne présentent, pendant la session même à laquelle ils auront voté ladite loi au gouverneur ou au lieutenant-gouverneur, ou à la personne chargée de l'administration, une ou des adresses spécifiant que tel acte renferme des dispositions relatives à quelques-unes desdites fins désignées ci-dessus et sollicitant, afin d'y donner effet, de le transmettre sans délai en Angleterre en vue de le soumettre au Parlement avant que Sa Majesté fasse savoir son assentiment.

XLIII. Et l'autorité susdite décrète encore que toutes les terres à concéder dans ladite province du Haut-Canada le seront désormais en franc et commun socage de la même manière que les terres sont maintenant tenues en franc et commun socage dans cette partie de la Grande-Bretagne nommée l'Angleterre. Dans tous les cas où des terres seront dorénavant concédées dans ladite province du Bas-Canada et où le concessionnaire en désirera la concession en franc et commun socage, elles seront concédées suivant cette tenure, sauf toutefois telles modifications, à l'égard du caractère et des conséquences de telle tenure, que pourront édicter toutes lois portées par Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée de la province.

XLIV. Et il est en outre arrêté par l'autorité susdite que, si toute personne tenant des terres dans ladite province du Haut-Canada, en vertu de tout certificat de possession obtenue sous l'autorité du gouverneur et du conseil de la province de Québec et ayant le droit et l'autorisation de les aliéner, les cède en quelque temps que ce soit après la mise en vigueur du présent acte, à Sa Majesté, à ses héritiers ou successeurs par pétition au gouverneur ou au lieutenant-gouverneur ou à la personne chargée de l'administration de ladite province, exposant qu'elle désire tenir ses terres en franc et commun socage tel gouverneur ou lieutenant-gouverneur ou administrateur fera conséquemment délivrer à toute telle personne une nouvelle concession de ces terres suivant la tenure en franc et commun socage.

XLV. Pourvu néanmoins, et l'autorité susdite en décrète, en outre, ainsi — que cette rétrocession et cette concession n'annulent ou n'abolissent aucun droit ou titre à toutes telles terres ainsi cédées ni aucun intérêt que toute personne autre que celle les rétrocédant posséderait soit par possession à titre de retour ou de droit de réversion ou autrement, lors de cette rétrocession, et toute telle rétrocession et toute concession ne seront faites qu'en s'astreignant à tout tel droit ou titre ou intérêt et tous tels droits et titre seront aussi valides et produiront le même effet que si cette rétrocession et cette concession n'avaient jamais été faites.

XLVI. Considérant qu'un acte voté dans la dix-huitième année du règne de Sa présente Majesté, intitulé « Loi à l'effet d'écarter tous doutes et appréhensions concernant la taxation par le parlement de Grande-Bretagne dans toutes colonies, provinces ou plantations dans l'Amérique du Nord et les Indes occidentales, et d'abroger telles parties d'un acte adopté la septième année du règne de Sa présente Majesté qui frappent d'un droit de douane le thé importé de Grande-Bretagne dans toute colonie ou plantation en Amérique ou qui s'y rapportent, » déclarait que « le roi et le parlement de la Grande-Bretagne n'imposeront aucun droit ou taxe ou impôt quelconque payable dans l'une des colonies, provinces ou plantations de Sa Majesté dans l'Amérique du Nord ou les Indes

« occidentales sauf seulement les droits qu'on jugerait à propos d'imposer pour la réglementation du commerce et dont on devra toujours affecter et faire servir le produit net aux besoins de la colonie ou province ou de l'établissement où ces droits seront respectivement levés, de la même manière que d'autres droits perçus sous l'autorité des législatures ou assemblées générales respectives de ces colonies, provinces ou plantations sont ordinairement payés et affectés » ; considérant qu'il est nécessaire à l'avantage général de l'empire britannique que Sa Majesté et le parlement britannique continuent d'exercer ce pouvoir de réglementation du commerce moyennant, toutefois, la condition ci-dessus spécifiée, quant à l'affectation de tous droits qu'on imposerait pour cet objet : — à ces causes, l'autorité susdite décrète que nulle disposition du présent acte n'aura l'effet ou ne sera interprétée comme ayant l'effet d'empêcher ou d'affecter l'exécution de toute loi qui a été ou qui sera édictée, en tout temps, par Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs et le Parlement de la Grande-Bretagne à l'effet d'établir des règlements et des prohibitions ou d'imposer, lever et percevoir des droits pour la réglementation de la navigation ou du commerce qui se fera entre les deux dites provinces, ou entre l'une d'elle et toute autre partie des possessions de Sa Majesté, ou entre l'une ou l'autre province et tout pays ou Etat étranger, ou pour ordonner et prescrire le paiement de remises sur tels droits ainsi imposés ou pour autoriser Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, de l'avis et du consentement desdits conseils législatifs et assemblées respectifs, à modifier ou à rappeler toute loi ou toute partie d'icelle, ou à empêcher et à entraver, en quelque façon, l'exécution de ces lois.

XLVII. Pourvu que — et l'autorité susdite en décrète ainsi, — le produit net de tous les droits qui seront ainsi imposés soient, à l'avenir et en tout temps, affectés aux besoins de chacune desdites provinces, et de la manière seulement que prescriront toutes lois que porteront Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée de telle province.

XLVIII. Et considérant que, à cause de la distance qui

sépare lesdites provinces de ce pays et du changement à faire par le présent acte dans le gouvernement de celles-ci, il peut être nécessaire qu'il s'écoule quelque intervalle entre la notification du présent acte à cesdites provinces et le jour de sa mise en vigueur : — à ces causes, l'autorité susdite arrête qu'il sera et pourra être loisible à Sa Majesté, de l'avis de son Conseil privé, de fixer ou de proclamer, ou d'autoriser le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, ou la personne chargée d'en régir les affaires, à fixer et à proclamer la date de la mise en vigueur du présent acte dans lesdites provinces respectivement, pourvu que ce jour ne dépasse pas le trente et unième jour de décembre de l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-onze.

XLIX. Et l'autorité susdite décrète que l'époque que fixeront Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs ou que désignera sous leur autorité, le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou l'administrateur de chacune desdites provinces respectivement, pour la délivrance des writs électoraux et des lettres de convocation du conseil législatif et de l'assemblée de chacune d'elles, ne devra pas dépasser le trente et unième jour de décembre de l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-douze.

L. Pourvu, — et l'autorité susdite décrète comme ci-dessous — que, dans l'intervalle qui s'écoulera entre la mise en vigueur de cet acte dans lesdites provinces respectivement et la première session du conseil législatif et de l'assemblée de chacune d'icelles, il soit et puisse être loisible au gouverneur ou au lieutenant-gouverneur ou à la personne administrant les affaires, du consentement de la majorité du conseil exécutif que Sa Majesté nommera pour régir les affaires provinciales, de rendre des lois et ordonnances temporaires pour le bon gouvernement, la paix et la prospérité de telle province, et ce de la même manière et sous les mêmes réserves que l'aurait fait le conseil administrant les affaires de la province de Québec, constitué en vertu de l'acte susmentionné de la quatorzième année du règne de Sa présente Majesté. Toutes telles lois ou ordonnances temporaires seront valides ou obligatoires dans telle province, jusqu'à l'expiration des six mois suivant la tenue de la première session du conseil législatif et de l'assem-

blée, en vertu et sous l'empire de cet acte. Néanmoins, toutes lois que porteront Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, de l'avis et du consentement desdits conseil législatif et assemblée pourront plus tôt rappeler ou modifier lesdites ordonnances.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

### DOCUMENTS

- Canadian Archives : *Séries Q*, « *State Papers relating to the Provinces of British North America.* » De cette collection les documents des années 1760-1799 sont énumérés dans le rapport des Archives publiques du Canada pour l'année 1890, pp. 1-235.
- Canadian Archives: *Séries M. Correspondance of General Murray and of Sir Guy Carleton.*
- Canadian Archives : *Haldimand Collection, Séries B.* Ces documents sont énumérés dans les rapports des Archives publiques du Canada pour les années 1884-1889.
- Canadian Archives : *Minutes of the Executive Council of the Province of Quebec.*
- Canadian Archives : *Journals of the Legislative Council of Quebec.*
- SHORTT and DOUGHTY : *Documents relating to the Constitutional History of Canada, 1759-1791*, Ottawa 1913.
- DOUGHTY and MC ARTHUR : *Documents relating to the Constitutional History of Canada 1791-1812*, Ottawa 1915.
- Ces deux recueils excellents contiennent les principales pièces des séries susmentionnées.
- BRYMNER : *Reports of the Canadian Archives*, Ottawa 1882-1900. Voir particulièrement les *Reports* de 1885 contenant des lettres de Carleton à Lord Germain; de 1886 donnant les lettres de Carleton à Shelburne; de 1880 que traitent le sujet de « la noblesse canadienne après 1760 », et enfin ceux de 1890 concernant l'Acte constitutionnel de 1791.

*Journals of the continental Congress. (1774-178) 13 vol., Philadelphia and New-York, 1777-1789.*

JAMES : *George Rogers Clark Papers 1771-1781* Springfield. Illinois, 1912.

ALVORD : *Illinois Historical Collections*, vol. II, 1778-1790, Springfield Illinois, 1907.

— *Kaskaskia Records 1778-1790*. Springfield-Illinois 1909.

#### DÉBATS AU PARLEMENT ANGLAIS

CAVENDISH : *Debates of the House of Commons in the year 1774 on the Bill for Making More Effectual Provision for the Government of the Province of Quebec*. London, 1839.

COBBET : *Parliamentary History*. Vol. XXVIII-XXIX (Debates in the House of Commons on the Constitutional Act 1791).

#### MÉMOIRES

ABBÉ VERREAU : *Invasion du Canada par les Américains en 1775*, Montréal 1873 (cote de la Bibliothèque Nationale 8° Nt 953).

Cet ouvrage contient :

Les Mémoires de Mr Sanguinet;

Les Mémoires de Mr Badeau;

Des extraits des Mémoires de Mr Berthelot;

Les Mémoires de Mr de Lorimier.

Un grand nombre de lettres rangées sous le titre de « Correspondance non officielle ».

CALDWELL : *The invasion of Canada* (Letter attributed to Col-Henry Caldwell).

#### MONOGRAPHIES ET HISTOIRES GÉNÉRALES

DONIOL : *Histoire de la Participation de la France à l'établissement des Etats-Unis d'Amérique*. Paris, 1886-1899.

KINGSFORD : *History of Canada*. Toronto, 1887-1898.

TREVELYAN : *The American Revolution*. New York, 1899.

LUCAS : *History of Canada*. Oxford, 1901-1911.

- HUNT : *The Political History of England 1760-1808*, vol. X of the Political History of England. London, 1906 and 1907.
- BRADLEY : *The Making of Canada*. London, 1909.
- WALLACE : *The United Empire Loyalists*. Toronto, 1914.
- SHORTT and DOUGHTY : *Canada and its Provinces*. Toronto, 1917 ; vol. III, p. 22 à 49, The New Regime, p. 107 à 138, Canada Under the Quebec Act et vol. XV, p. 121-164, English settlement in Quebec.
- CHAPAIS : *Cours d'histoire du Canada*. Quebec, 1921.
- GARNEAU : *Histoire du Canada*, 7<sup>e</sup> édition. Paris, 1928.
- CHESTER MARTIN : *Empire and Commonwealth*, Oxford University Press: Toronto, 1929.
-

PROPOSITIONS DONNÉES PAR LA FACULTÉ

Le Développement des Partis Politiques aux États-Unis  
(1787-1830).

La Confédération Canadienne : Causes et Négociations.

---

Vu, le 29 avril 1929 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres  
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

S. CHARLÉTY

---

PROPOSITIONS DONNÉES PAR LA RÉGENCE

Le Doyen de la Faculté des Lettres  
(1754-1755)

La Commission Catholique : Causes et Nécessités.

Le Doyen de la Faculté des Lettres  
de l'Université de Paris,  
H. DELACROIX

Le Recteur de l'Université de Paris,  
S. CUVILLIER



